

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE BORDEAUX

Du Régime des Donations déguisées en droit fiscal dans ses rapports avec le droit civil

THÈSE POUR LE DOCTORAT
(Sciences Juridiques)

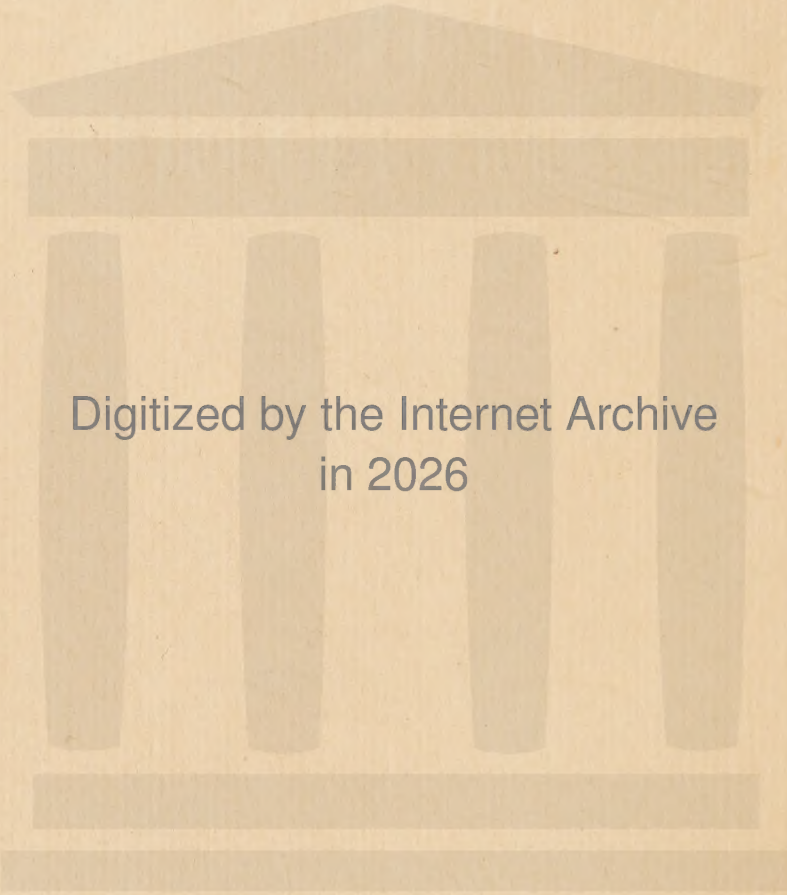
*Soutenue devant la Faculté de Droit de Bordeaux
le 31 mars 1925, à 2 heures 1/2 du soir*

PAR

ANDRÉ SENTOU
Inspecteur de l'Enregistrement

SAINT-AMAND (CHER)
IMPRIMERIE BUSSIÈRE
74, RUE LAFAYETTE, 74

1925



Digitized by the Internet Archive
in 2026

**Du Régime des Donations déguisées
en droit fiscal
dans ses rapports avec le droit civil**

Du Régime des Donations déguisées en droit fiscal dans ses rapports avec le droit civil

THÈSE POUR LE DOCTORAT
(Sciences Juridiques)

*Soutenue devant la Faculté de Droit de Bordeaux
le 31 mars 1925, à 2 heures 1/2 du soir*

PAR

ANDRÉ SENTOU
Inspecteur de l'Enregistrement

SAINT-AMAND (CHER)
IMPRIMERIE BUSSIÈRE
74, RUE LAFAYETTE, 74

—
1925

Faculté de Droit de l'Université de Bordeaux

PROFESSEURS HONORAIRES : MM. SAUVAIRE-JOURDAN, $\odot$ I. ; BARDE, $\odot$ I. ;
LESCURE, $\odot$ A. $\otimes$.

MM. DUGUIT, $\odot$ $\otimes$, $\odot$ I., *Doyen*, professeur de *Droit constitutionnel et administratif*.

DE BOECK, $\odot$ I., *Assesseur du Doyen*, professeur de *Droit international* et chargé d'un cours de *Droit international privé* (Licence).

BENZACAR, $\odot$ I., professeur d'*Economie politique* et chargé d'un cours de *Législation financière* (3^e année).

FERRON, $\odot$ I., professeur de *Droit commercial*.

FERRADOU, $\odot$ I., professeur d' *Histoire du droit* et chargé d'un cours d' *Histoire du droit* (Doctorat).

MARIA, $\odot$ I., professeur de *Droit romain*.

MARGAT, $\odot$ I., professeur de *Droit civil* et chargé d'un cours de *Droit civil* (Capacité).

BONNECASE, $\odot$ A., professeur de *Droit civil* et chargé d'un cours de *Droit maritime* (3^e année).

PALMADE, $\odot$ A., $\otimes$, professeur de *Droit civil*.

VIZIOZ, professeur de *Procédure civile* et chargé d'un cours de *Droit civil comparé* (Doctorat).

PIROU, $\odot$ A., professeur d' *Économie politique et Science financière* et chargé d'un cours d' *Histoire des doctrines économiques*.

BONNARD, $\odot$ I., $\otimes$, professeur de *Droit administratif* et chargé d'un cours de *Droit constitutionnel* (Doctorat).

POPLAWSKI, professeur de *Droit criminel* et chargé d'un cours de *Législation industrielle*.

LABORDE-LACOSTE, professeur, chargé d'un cours de *Droit civil*.
et chargé d'un cours de *Droit civil* (Capacité).

BOYÉ, agrégé, chargé du cours de *Droit romain* (1^{re} année) et du cours de *Pandectes*.

M. MONTIGAUD, $\odot$ I., *Secrétaire*.

M^{me} COSTES, *commise au secrétariat*.

M. SALINGARDES, $\odot$ I., *bibliothécaire*.

COMMISSION DE LA THÈSE

MM. BONNECASE, professeur *Président*.

VIZIOZ, professeur }
LABORDE-LACOSTE, professeur . } *Suffragants*.



A ma femme et à mes enfants

A mes parents

A mes professeurs

AVANT-PROPOS

« Tous les actes portant donation entre vifs, s'exprime l'article 931 du Code civil, seront passés devant notaires dans la forme ordinaire des contrats, et il en restera minute sous peine de nullité. »

L'examen attentif de ce texte qui parle seulement des « actes portant donation » et non des « donations » paraît supposer l'existence de donations qui peuvent se faire valablement sans actes notariés. Comme le font remarquer avec juste raison MM. BAUDRY-LACANTINERIE et COLIN dans leur *Traité des Donations* (t. I, n° 1132, p. 471) ce texte « parle des actes portant donation et, partant, vise et vise uniquement les actes faits directement et principalement en vue d'effectuer une donation ». La forme authentique ne paraît donc être exigée qu'autant qu'on dresse un acte spécial pour constater formellement la donation.

L'interprétation restrictive de ces dispositions tend donc à décider que le principe de la solennité n'est pas applicable obligatoirement à un certain nombre de donations que l'on peut diviser en cinq groupes :

- 1° — Les dons manuels.
- 2° — Les contrats de bienfaisance.
- 3° — Les libéralités accessoires à un contrat à titre onéreux.
- 4° — Les donations indirectes.
- 5° — Les donations déguisées.

C'est le régime de cette dernière catégorie de donations, en droit fiscal dans ses rapports avec le droit civil que nous avons essayé d'établir au cours de cette étude.

Après avoir déterminé les principes généraux qui régissent

la matière, tant au point de vue des difficultés qui peuvent naître entre les parties, que des réclamations qui peuvent lui être faites par l'Administration de l'Enregistrement, nous exposerons les formes habituellement employées pour masquer la nature réelle de la mutation entre vifs à titre gratuit, et les moyens de preuve admis pour démasquer cette fraude. Enfin nous rechercherons les règles qui gouvernent ces actions en recherche de la simulation, au point de vue de la prescription, et les conséquences de leur réussite.

PREMIÈRE PARTIE

DU RÉGIME DES DONATIONS DÉGUISÉES EN GÉNÉRAL

Après avoir défini la donation déguisée il importera de rechercher les motifs pour lesquels on a recours au déguisement, puis nous exposerons les règles qui président aux instances tant civiles que fiscales auxquelles donnent naissance ces contrats, au point de vue de la preuve et de la compétence des Tribunaux.

CHAPITRE PREMIER

Définition et But de la Donation Déguisée

§ 1. — DÉFINITION

Recherchons tout d'abord quel est le criterium de la distinction entre la donation indirecte et la donation déguisée.

Tandis que la donation indirecte est une libéralité résultant d'un acte juridique autre qu'une donation proprement dite, mais qui est vraiment ce qu'il paraît être (BAUDRY-LACANTINERIE et COLIN t. I, n° 1222 et 1236), la donation déguisée est une libéralité faite sous l'apparence d'un contrat à titre onéreux qui n'est pas ce qu'il paraît être, qui contient par conséquent une simulation.

Parmi les principaux types de donations indirectes il faut citer la renonciation purement abdicative à un droit de succession, d'usufruit ou à un legs, avec l'intention de gratifier ainsi le nu-propriétaire ou l'héritier venant aussitôt en ordre utile pour recueillir la succession, le paiement de la dette d'autrui, la remise de dette. Il y a également donation indirecte dans le cas de la vente faite moyennant un prix inférieur à la véritable valeur du bien vendu, s'il y a intention de la part du vendeur de gratifier son acquéreur de la différence.

Cette dernière donation n'a en effet rien de déguisé, elle est palpable pour quiconque est en mesure d'apprécier la valeur réelle de l'objet de la vente ; mais, elle échappe à la règle de la solennité, parce que la vente dont elle résulte n'est pas elle-même soumise à cette règle.

Il y a, au contraire, donation déguisée si la personne qui déclare vendre l'immeuble donne dans l'acte, quittance du

prix sans que ce prix ait été réellement touché par elle, soit en totalité, soit en partie. Cet acte a en effet l'apparence d'une vente, mais il est en réalité une donation dissimulée sous ce masque.

Cette espèce est donc peu différente de la vente qui réalise une donation indirecte et l'on a pu dire avec juste raison que « de la donation indirecte à la donation déguisée la transition est insensible » (BAUDRY-LACANTINERIE et COLIN, t. I, nos 1222 et 1236). Dans les instances de droit fiscal on les a d'ailleurs souvent confondues, car c'est en se basant sur les mêmes présomptions que l'on arrive à divulguer la nature réelle de ces conventions qui sont toutes faites, en définitive, en fraude des droits du Trésor.

§ II. — DE LA VALIDITÉ DE LA DONATION DÉGUISÉE

La validité de la donation déguisée sous la forme d'un contrat à titre onéreux est admise aujourd'hui unanimement par la jurisprudence, ainsi qu'en témoigne une série ininterrompue d'arrêts de la Cour de Cassation, dont le plus ancien est un arrêt rendu par la Chambre civile le 6 pluviose an XI (S., 13.1.330, S., chr I, 746), arrêt rendu il est vrai, après partage et à la majorité d'une voix, mais qui fit jurisprudence. Parmi les arrêts récents on peut citer : Cass. civ., 29 mai 1889, S., 89.1.471, D.P., 89.1.369. — Riom, 12 juin 1891, D.P., 92.2.25. — Cass. Req., 26 avril 1893, D.P., 93.1.359. — Nancy, 29 mai, 1895, D.P., 95.2.551. — Cass. civile, 11 février 1896, J.E., 24.958. R.E., 1116. S., 96.1.69, D.P., 96.1.153. — Cass. civ., 3 novembre 1897, D.P., 97.1.584. — Cass. Req., 17 juillet 1908, D.P., 1910.1.286. — Cass. civ., 3 décembre 1912, D.P., 1913, 1.175. — Caen, 30 décembre 1914, D.P., 1917, 2.131, — Cass. Civ., 11 mars 1918, D.P., 1918, 1.100). La question ne se plaide donc plus et la plupart de ces derniers arrêts ne motivent plus les raisons qui militent en faveur de cette validité qu'ils tiennent pour indiscutable.

Une grande partie de la doctrine s'est ralliée à cette opinion (AUBRY et RAU, *Cours de Droit civil français*, 4^e édition, t. VII, § 659, note 24, p. 84. — 5^e édition, t. I, § 735, note

3, p. 176. — TOULLIER, *Droit civil*, t. V, n° 85. — TROPLONG, *Des Donations*, t. II, n° 730. — t. III, n° 1082 et 1105. — PLANIOL, *Traité Élémentaire de Droit civil*, 7^e édition, t. III, n° 2552 et s.). On a tout d'abord fait valoir à l'appui de cette thèse qu'il est de principe traditionnel que l'on peut toujours faire d'une manière indirecte ce qu'il est permis de faire ouvertement, la simulation n'étant pas, en principe, une cause de nullité des contrats. Enfin les termes employés dans les articles 911, 918, et 1099 du Code civil semblent indiquer que le législateur a admis le déguisement entre personnes capables. On fait également remarquer que cette solution se justifie par des considérations pratiques. En effet les donations indirectes échappent à la règle de la solennité parce que l'acte juridique qui vaut donation a ses formes propres et est valable par lui-même. Au surplus outre l'argument fourni par l'article 931 ci-dessus commenté, il n'est pas douteux que les articles 780, 843, 1099, 1121 et 1595 du Code civil supposent la validité des dons indirects et impliquent la dispense pour ces libéralités des formes solennelles prescrites à peine de nullité pour les actes portant donation. Par conséquent validant la donation indirecte, on s'est trouvé amené inévitablement à valider la donation déguisée qui en est « la puissance la plus élevée ». Il a fallu en outre se préoccuper de l'intérêt des tiers, sous-acquéreurs tenant leurs droits du donataire qui souffriraient de l'annulation de la donation, sans avoir pu la prévoir, ayant eu affaire à quelqu'un qui avait toutes les apparences d'un acheteur.

Au point de vue théorique, ce système est cependant plus que contestable. Les arguments tirés de la tradition et du texte des articles 911, 918, et 1099 du Code civil sont faibles et ne peuvent infirmer le grand principe que pose l'article 931 : la loi veut que tout acte portant donation soit passé dans la forme authentique ; s'il suffit de le qualifier « vente » ou « constitution de rente » ou même « transaction » pour le faire valablement en la forme sous-seing privé, cet article n'a plus aucune espèce de force, son observation devient purement facultative et illusoire. On ne saurait « prêter au législateur un système aussi absurde », d'autant plus que, sous l'article

893, il a pris soin de spécifier qu'on ne pourrait « disposer de ses biens à titre gratuit que par donation ou par testament dans les formes ci-après établies ». Enfin il est bien difficile de répondre au dilemme que l'on ne peut pas manquer de poser. Si l'acte est valable, ce ne peut être que comme vente ou comme donation : or, comme vente il est nul faute de prix réel, et comme donation, il est nul aussi pour défaut des solennités prescrites.

Aussi de nombreux auteurs continuent à protester contre les solutions de la jurisprudence et à se déclarer pour l'application rigoureuse de ces principes. (LAURENT, *Principes du Droit civil français*, t. XII, n° 304, — HUC, *Commentaire du Code civil*, t. VI, n° 191. — BAUDRY-LACANTINERIE et COLIN, t. I, n° 1239 et s. — DURANTON, *Cours de Droit civil français*, 4^e édition, t. XX, n° 99 et s. — DEMANTE, et COLMET de SANTERRE, *Cours analytique de Code civil*, t. IV, n° 3. — BUFNOIR, *Propriété et contrat*, p. 505 et s. — LAFONTAINE, *Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1857, t. X, p. 58 et s. — DEMANTE, *Recueil de l'Académie de législation*, t. IV, 1855, p. 6. VERNET, *Revue pratique de Droit français*, t. XV, 1863, p. 193.)

§ III. — DES MOTIFS POUR LESQUELS LES PARTIES ONT RECOURS AU DÉGUISEMENT DES DONATIONS.

Les motifs pour lesquels les contractants ont recours au déguisement sont multiples. Mais, d'une manière générale, ou bien ils veulent éluder, par ce moyen soit les règles de forme et de fond édictées par le Code civil, soit les dispositions prohibitives diverses relatives aux incapacités ; ou bien ils veulent éviter le paiement des droits d'enregistrement des donations ou les droits de mutation par décès, aujourd'hui très élevés.

L'article 931 du Code Civil exige que les actes de donation soient « passés devant notaires, dans la forme ordinaire des contrats ». Or, les actes notariés devaient, d'après la législation en vigueur, lors de la promulgation de ce code, c'est-à-dire l'article 9 de la loi du 25 ventôse, an XI, être reçus par

deux notaires ou bien par un notaire assisté de témoins instrumentaires. Ils demeurent toujours assujettis à cette règle, car si à la suite des modifications apportées à ce texte par la loi du 12 août 1902, les actes notariés sont en principe reçus par un seul notaire non assisté de témoins, la donation reste au nombre des contrats qui exceptionnellement demeurent régis par le principe initial. « Les actes contenant donations entre vifs, dit en effet l'article 9 nouveau — 2^o de la loi, seront à peine de nullité reçus par deux notaires ou par un notaire assisté de deux témoins. La présence du second notaire ou des deux témoins est requise au moment de la lecture de l'acte par le notaire et de la signature des parties ou de leur déclaration de ne savoir ou de ne pouvoir signer ». Cette procédure solennelle qui organise une publicité très restreinte, il est vrai, mais réelle du contrat de donation peut être de nature à gêner les contractants qui ne voudraient pas que les dispositions qu'ils ont fait établir s'ébruitent, surtout quand ils se trouvent à la campagne ou dans une petite ville. Au surplus, les honoraires et frais d'un tel acte sont toujours très élevés et il n'est pas étonnant que les parties cherchent à les éviter ou tout au moins à les réduire notablement, en déguisant la donation sous la forme d'un acte qui peut être fait valablement en la forme sous-seing privé. Elles se soustraient en outre à la formalité de l'acceptation expresse (article 932) et à celle de l'état estimatif des effets mobiliers donnés dont la loi exige à peine de nullité l'annexion à la minute de la donation (Art. 948.)

D'autre part, on sait qu'aux termes de l'article 843 tout héritier même bénéficiaire venant à une succession doit rapporter à ses cohéritiers tout ce qu'il a reçu du défunt, par donation entre vifs, directement ou indirectement. On voit dès lors que le déguisement peut être utilement employé au profit d'un successeur pour lui éviter cette obligation légale. Il est vrai cependant de dire que la donation proprement dite peut être aussi faite par préciput et hors part ou avec dispense de rapport. Mais alors, on se heurte aux termes de l'article 920 qui édicte que, si ces dispositions excèdent la quotité disponible, « elles seront réductibles à cette quotité

lors de l'ouverture de la succession ». Il est donc facile d'apercevoir qu'en dissimulant la donation sous le masque d'un contrat à titre onéreux, le donateur peut arriver à disposer au profit d'un de ses héritiers ou d'un étranger d'une somme supérieure à la quotité disponible.

Les rédacteurs du Code civil l'ont si bien compris qu'ils ont prévu, à l'article 918, une disposition aux termes de laquelle « la valeur en pleine propriété des biens aliénés, soit à charge de rente viagère, soit à fonds perdu ou avec réserve d'usufruit, à l'un des successibles en ligne directe, sera imputée sur la portion disponible ; et l'excédent, s'il y en a, sera rapporté à la masse ». Une telle aliénation est donc alors présumée frauduleuse : la loi, ne s'arrêtant pas à la qualification donnée à l'acte par les parties, le considère comme une donation déguisée. Et cette présomption qui dispense de toute preuve ceux au profit desquels elle est établie (art. 1352, alinéa 1) ne peut pas non plus être combattue par la preuve contraire (1). Mais comme l'intention manifeste du disposant a été, dans ce cas, d'avantager l'un des successibles en ligne directe au détriment des autres, l'article 918 dispense le bénéficiaire de rapporter les biens ainsi aliénés à la succession de son auteur, et impute d'office leur valeur sur la quotité disponible, ce qui amènera la réduction du dit avantage, s'il y a lieu.

Mais si la donation déguisée est faite au profit d'un étranger, la présomption de l'article 918 ne joue plus, et ainsi les héritiers en ligne directe peuvent être frustrés de tout ou partie de leur réserve.

Inversement, on sait que l'article 908 nouveau du Code civil décide que « les enfants naturels légalement reconnus ne pourront rien recevoir par donation entre vifs au delà de ce qui leur est accordé au titre des successions », et l'on conçoit très bien que l'on ait été amené parfois à tourner cette prohibition, en déguisant la libéralité faite au profit de l'enfant naturel sous la forme d'une vente. On peut chercher, par ce même

(1) La jurisprudence (Cass. 26 juillet 1899, S., 00. 1. 177 et D. P., 02 1. 433. Rennes 14 février 1901. D. P., 03. 2. 2441) et la majorité des auteurs sont fixés en ce sens.

moyen, à disposer au profit d'enfants adultérins ou incestueux de biens dont la valeur excède celle des aliments qui leur sont seuls dûs. On peut également arriver à éluder les incapacités partielles de recevoir édictées par l'article 909 (Docteurs en médecine, chirurgiens, pharmaciens, ministres du culte vis-à-vis des personnes par eux soignées ou assistées au cours de la maladie dont elles sont mortes) ou la déchéance prévue au détriment de l'époux contre qui le divorce a été prononcé (art. 219 du C. c.)

L'article 1131 décidant que « l'obligation sans cause ou sur fausse cause ou sur une cause illicite ne peut avoir aucun effet », on conçoit très bien, que, par le moyen de la donation déguisée, on exprime une cause qui masque celle qui a déterminé en réalité les parties à contracter. De même on a eu recours fréquemment à la simulation de la donation pour soustraire les biens sur laquelle elle porte à l'action des créanciers du disposant et diminuer le gage général prévu par l'article 2093.

Enfin, le procédé couramment employé dans les contrats de mariage de l'apport fait par les conjoints de mobilier, de sommes d'argent ou de valeurs mobilières « provenant de leurs gains et économies » permet aux parents de favoriser ainsi parfois certains de leurs enfants au détriment des autres, en masquant l'origine réelle de ces biens et la mutation dont ils ont en réalité fait l'objet.

Tels sont les principaux motifs pour lesquels on a recours à la simulation au point de vue de la loi civile. Mais dans la grande majorité des cas, ce que l'on cherche avant tout, en recourant à ce procédé, c'est d'éviter le payement de droits élevés au Trésor.

Les augmentations successives apportées par le législateur au tarif des droits de mutation à titre gratuit, soit entre vifs, soit par décès, au cours de ces vingt dernières années, ont favorisé le développement des deux procédés les plus classiques de déguisement, à ce point de vue. Le premier, qui consiste à masquer la libéralité sous la forme d'un contrat à titre onéreux, procure en effet aux parties l'économie de la différence entre le tarif des droits de donation et celui des droits de

vente. L'autre, par lequel une personne fait passer de son vivant la propriété de tout ou partie de ses biens sur la tête de ses légataires ou héritiers présomptifs, sous forme de vente de nue propriété ou de constitution de rente viagère, permet à ses héritiers ou légataires de faire l'économie de la différence entre le taux des droits de vente ou de constitution de rente viagère et celui des droits qui auraient frappé ces mêmes biens lors du décès de leur auteur.

Et l'on doit reconnaître que le résultat ainsi obtenu est tout à fait appréciable pour les contribuables. Alors que d'une part le droit de vente est depuis la loi du 25 juin 1920, de 10^o/o et le droit de constitution de rente de 2.50^o/o seulement, les droits établis sur les donations, d'autre part, s'élèvent à 25^o/o entre frères et sœurs, 30^o/o entre oncles et neveux, pour atteindre 40^o/o entre parents au delà du 4^e degré, et les droits progressifs de mutation par décès vont de 10^o/o à 44^o/o entre frères et sœurs, de 15^o/o à 49^o/o entre oncles et tantes et neveux, de 25 à 39^o/o entre parents au delà du 4^e degré, sans compter la taxe successorale, qui, pour les successions en ligne collatérale, est perçue suivant un tarif progressif allant de 3 à 39^o/o, le tout d'ailleurs augmenté des deux décimes établis par la loi du 23 mars 1924. En outre, alors que les actes portant donation sont assujettis aux droits de timbre, les actes de vente d'immeubles sont dispensés de ces droits, en vertu de l'article 6 de la loi du 22 avril 1905.

Enfin, la loi fiscale n'a prévu aucune pénalité pour le cas où la simulation serait reconnue, et les parties s'exposent seulement, dans ce cas, à payer le surplus du droit simple qu'elles auraient dû acquitter en réalité lors de la présentation de l'acte à la formalité.

CHAPITRE II

Du but poursuivi par les parties en Droit Civil pour établir la simulation

Le Code civil, estimant que la simulation et la fraude sont l'exception dans la conclusion des contrats, celles-ci ne se présument pas en principe : c'est là un fait exceptionnel qui doit être prouvé par celui qui l'allègue (Voir notam. Cass., 4 janvier 1897, S., 98.1.309, D., P, 97.1.126). Si l'acte qui constate ces conventions est un acte authentique, la situation est la même. Ce qui fait foi jusqu'à inscription du faux, c'est la mention de faits que le notaire certifie s'être passés sous ses yeux. Quant aux déclarations faites par les parties, le notaire ne les certifie pas *propriis sensibus*, mais sur leur témoignage : elles ne sont donc vraies que jusqu'à preuve du contraire. (Voir notam. D; J. G. V^o obligation, n^o 3112. — PLANIOL, 6^e édition t. II, n^o 91., p. 35. Comp. COLIN et CAPITANT. *Cours élémentaire de Droit civil*, 1921, t. II, p. 230 et 231. — Douai, 5 janvier 1846, D.P., 46.2.202 et 203. — Paris 15 novembre 1892, D.P., 93.2.291.)

Les différends soulevés et les instances introduites entre particuliers pour l'interprétation des contrats simulés ont alors pour but de faire déclarer par les tribunaux l'existence de la donation déguisée, soit pour amener son annulation, si elle a été faite en contravention à des dispositions impératives ou prohibitives de la loi, ou si elle ne répond pas aux conditions de forme prévues par le Code pour l'acte sous le masque duquel elle se cache, soit pour la valider et lui appliquer les règles de fond des donations. On est donc amené à rechercher, en prenant pour base le principe de la validité des dona-

tions déguisées, les conditions auxquelles est soumise cette validité même.

Et tout d'abord, ainsi que nous l'avons déjà établi, la dispense des formes dont bénéficie la donation déguisée est absolument générale et s'applique indistinctement à toutes les formalités spéciales exigées par le Code civil pour les actes dont donation ostensible.

Ainsi n'exige-t-on pas la rédaction d'un acte notarié en présence de témoins, ni celle d'un état estimatif si elle a pour objet des meubles (Cass., 30 juin 1857, S., 59.1.836. — Rennes, 14 février 1901, D.P., 1903, 2.441. — Lyon, 11 juillet 1908, D.P., 1910, 2.100.) Si elle a pour objet des biens susceptibles d'hypothèques ce n'est pas en vertu de l'article 939 du Code civil qu'elle devra être transcrite, mais, si elle est faite sous forme de vente en vertu de l'article premier de la loi du 23 mars 1855. Il importe d'ailleurs beaucoup de le constater, car les personnes qui peuvent se prévaloir du défaut de transcription ne sont pas les mêmes, suivant que celle-ci est requise en vertu de l'article 939 précité ou en vertu de l'article premier de la loi du 23 mars 1855. En effet, en matière de donations ostensibles, ainsi que le décide l'article 941, « le défaut de transcription pourra être opposé à toutes personnes y ayant intérêt, excepté toutefois celles qui se sont chargées de faire faire la transcription, ou leurs ayants cause et le donateur », définition très large qui permet d'attribuer la qualité de tiers aux acquéreurs à titre onéreux ou à titre gratuit du donateur qui auront fait transcrire leur titre, à ses créanciers hypothécaires inscrits antérieurement à la transcription et à ses créanciers chirographaires. En matière de contrats à titre onéreux, qu'ils soient sincères ou simulés, ces derniers créanciers, au contraire, ne peuvent se prévaloir du défaut de la transcription.

Enfin, contrairement aux dispositions de l'article 932 et ainsi que nous l'étudierons ci-après, la donation déguisée n'a pas besoin d'être acceptée en termes exprès (Rapp. Douai, 27 février 1861, S., 61.2.395 » ; Cass., 3 décembre 1878, J.E., 21.260).

Mais elle n'en est pas moins soumise à différentes condi-

tions qui dérivent de deux principes généraux fondamentaux en la matière : en la forme, ce contrat est à titre onéreux ; au fond, c'est un contrat à titre gratuit. En conséquence, pour être valable, il doit posséder les caractères suivants :

1^o Il doit présenter l'apparence d'un acte à titre onéreux.

2^o Il doit être revêtu des formes requises par la loi pour la validité des actes à titre onéreux de cette catégorie.

3^o Il doit satisfaire à toutes les règles de fond des donations.

§ 1. — IL DOIT PRÉSENTER L'APPARENCE D'UN ACTE
A TITRE ONÉREUX

Cette condition est évidemment la première, puisque, par définition, la donation déguisée est une libéralité faite sous l'apparence d'un acte à titre onéreux ; mais elle n'est valable qu'autant que la forme du dit acte a été réellement et exclusivement empruntée. Il y a, sur ce point, unanimité entre la doctrine et la jurisprudence (BAUDRY-LACANTINERIE et COLIN, t. I, n^o 1250. — HUC, t. VI, n^o 192. — PLANIOL, t. III, n^o 2552. — COLIN et CAPITANT, t. III, p. 762. — Cass. req., 7 janvier 1862 ; D.P., 62.1.188. — Req., 23 mars 1870, D.P. 70.1.327. — Civ., 23 mai 1876, D.P., 76.1.254. — Bourges, 16 mai 1884, S., 85.2.60. — Paris, 29 novembre 1900, *Gazette des Tribunaux*, 1901, 1^{er} sem., 2.381.. — Caen, 22 mars 1911, S., 1911.1.271.).

S'il en était autrement, en effet, on serait en face d'un « acte portant donation » qui serait nul s'il n'était pas fait selon les formes prévues par le Code. Ainsi la donation qui, dans l'acte qui la déguise, mais par suite de la forme empruntée apparaît ostensible et sans voile, n'est pas une donation déguisée et elle est dès lors soumise, à peine de nullité, aux conditions de forme prévues par l'article 931.

La jurisprudence a été appelée notamment à prononcer la nullité de constitutions de rente viagère faites au moyen d'actes sous-seings privés sous la forme d'un compte joint (Voir notam. Cass. Req., 22 avril 1913, D. P., 1914.1.193 et

Note signée R. D. — Rapp. Req., 26 avril 1893, D. P., 94.1.359. — Nancy, 18 novembre 1893, D. P., 94.2.488. — Dijon, 22 janvier 1896, D. P., 96.2.325. — Civ., 11 février 1896, D. P., 96.1.153. — Civ., 7 février 1898, D. P., 1901, 1.168. — HEMARD, *Donations et Testaments. Revue trimestrielle de Droit civil* 1913, p. 641 à 644).

« Attendu en droit, dit en effet l'arrêt du 22 avril 1913 cité ci-dessus, que les donations faites sous la forme de contrats à titre onéreux ne sont soumises, quant à la forme, qu'aux règles des contrats dont elles empruntent l'apparence, mais que ce principe ne saurait s'appliquer à l'acte qui, dans la forme aussi bien qu'au fond, a le caractère d'une pure libéralité ; que, dans ce cas, l'acte ne peut être valable sans l'accomplissement des formes prescrites par la loi pour les donations entre vifs. »

Le caractère de la gratuité de la disposition entre vifs ne doit pas ressortir non plus du contexte ; l'acte est en effet nul si les termes du contrat soi-disant onéreux mettent le caractère de gratuité en relief, car alors il n'y a plus déguisement. Il a été jugé notamment dans cet ordre d'idées (Voir Cass. req., 23 octobre 1905, D. P., 1906.1.132) que la constitution d'une rente viagère faite par acte sous signatures privées est nulle alors qu'il ne ressort pas de l'acte que le bénéficiaire de cette rente ait pris envers le constituant un engagement sérieux pouvant représenter le prix ou l'équivalent de la rente.

De même a été déclaré nul comme contenant l'aveu d'une libéralité un billet motivé « valeur pour solde en dot » par des gens qui avaient marié leur fille sans contrat et sans constitution de dot (Cass., 7 février 1898, D. P., 1901.1.68). De même, le billet souscrit par un enfant à ses parents en reconnaissance de soins reçus d'eux est nul (Req., 23 mars 1870, D. P., 70.1.327 ; S., 70.1.214. — Caen, 22 mars 1911, S., 1911.2.271. — Rapp. Cass. req., 7 janvier 1862, D. P., 62.1.188 ; S., 62.1.599. — BAUDRY-LACANTINERIE et COLIN, t. I, n° 1250).

En outre, pour qu'il y ait réellement déguisement, il est nécessaire et indispensable que l'acte exprime une cause de

nature à lui donner le caractère d'un contrat à titre onéreux, car s'il n'a d'autre cause que l'intention de libéralité, il est nul pour inobservation des formes prescrites par l'article 931 (Voir Cass., 7 janvier 1862, D.P., 62.1.188 ; S., 62.1.599 ; 23 mai 1876, D.P., 76.1.254). La cause est du reste suffisamment exprimée lorsque le donateur déclare « devoir » au donataire (Cass., 11 juillet 1888 ; S., 88.1.409, D. P., 89.1.479).

§ II. — IL DOIT ÊTRE REVÊTU DES FORMES REQUISES PAR LA LOI POUR LA VALIDITÉ DES ACTES A TITRE ONÉREUX DE CETTE CATÉGORIE.

Ce principe avait à tort été contesté au début, par la jurisprudence qui avait admis que la validité de la donation déguisée ne dépendait de l'accomplissement d'aucune formalité spéciale, mais seulement de son caractère et de l'ensemble de divers faits et circonstances au milieu desquels elle était intervenue et dont l'appréciation appartenait aux Tribunaux (Voir en ce sens Cass. req., 9 mars 1837, S, 37.1.374 ; D. J. G., V^o dispositions entre vifs et testamentaires n^o 1633-1673. — Cass. civ., 3 août 1841, D. J. G., *eod.* V^o n^o 1673-4270. Comp. Laurent, t. XII, n^o 308).

Mais cette théorie faisait abstraction de la première condition de validité ci-avant étudiée, en vertu de laquelle l'acte doit se présenter sous les apparences d'un acte à titre onéreux. Or, puisqu'il est, à cet effet, dispensé des formes prévues par le Code pour effectuer valablement les donations, il faut bien admettre qu'il doit respecter les formalités prévues par ce même code pour cet acte à titre onéreux.

La jurisprudence et les auteurs sont d'ailleurs unanimes aujourd'hui sur ce point (Voir notam. Req., 1^{er} février 1842, D. J. G., *eod.*, V^o n^o 1619. — Cass. Req., 3 décembre 1878, D. P., 79.1.271. — Grenoble, 19 mars 1881, D. P., 81.2.188., — Cass. civ., 2 avril 1884, D. P., 84.1.277, 24 décembre 1884, D. P., 85.1.36 ; S., 86.1.121, 11 juillet 1888, D. P., 89.1.479 ; S., 88.1.409, 29 mai 1889, D. P., 89.1.369. — Riom, 12 janvier 1891, D. P., 92.2.25. — Nancy, 29 mai 1895, D. P., 95.2.551 et 552. — Cass. civ., 11 février 1896, D. P., 96.1.153, 3 no-

vembre 1896, D. P., 97.1.584, 18 octobre 1909, D. P., 1910.1.462. — Cass. Req., 22 avril 1913, D. P., 1914.1.193. — En ce sens AUBRY et RAU, 4^e Edition, t. VII, § 659, note 24, p. 84. — BAUDRY-LACANTINERIE et COLIN, t. I, n^o 1243 et suiv. — PLANIOL, t. III, page 763. — DEMOLOMBE, *Cours de Code Napoléon*, t. XX, n^o 104). Comme le dit avec raison ce dernier, il faut que « l'acte qui renferme la donation ait une forme légale, et, puisqu'il n'a pas celle de la donation, il est nécessaire qu'il ait celle de l'acte onéreux sous le masque duquel la donation a été faite ».

Donc si la donation emprunte la forme d'un contrat à titre onéreux, il faut, à peine de nullité, que toutes les conditions exigées pour la régularité de ce contrat soient remplies, alors même que l'intention libérale de celui qui l'a souscrit serait constante. Spécialement, une donation déguisée sous la forme d'un contrat de dépôt est nulle, si la personne du prétendu déposant n'est pas indiquée dans l'acte, alors même que le dépositaire apparent serait le donateur, et quand même il serait spécifié que le dépôt est fait au nom et pour le compte du donataire. (V. Besançon, 17 janvier 1883, D. P., 83.2.216).

En outre, aucun des caractères constitutifs de ces sortes de convention ne doit avoir été omis. Ainsi, au cas où la donation a été déguisée sous forme de vente, si aucun prix n'a été stipulé ou si ce prix est une somme dérisoire et qu'on ne peut apercevoir aucun engagement sérieux de la part du vendeur, il n'y a plus l'apparence d'une vente et la donation est nulle pour vice de forme, la stipulation d'un prix étant l'une des conditions essentielles de ce contrat (Cass. civ., 3 novembre 1896, D. P., 97.1.584. — Cass. Req., 28 octobre 1905, D. P., 1906.1.32. — Lyon, 11 juillet 1908, D. P., 1910.2.100) ; mais il faut que cette inexistence de prix résulte de l'acte lui-même, car un tribunal ne pourrait nullement y suppléer en ordonnant une expertise (Bourg, 2 février 1899, *Gazette des Tribunaux*, 10 mai 1899).

Si la donation est déguisée sous la forme d'un billet sous-seings-privés, celui-ci doit, à peine de nullité satisfaire aux conditions de forme prévues par l'article 1326 du Code civil (V. notam. Paris, 7 décembre 1871, D. P., 72.2.149. — Douai,

8 juin 1896, D. P., 97.2.196 et sur pourvoi Cass. req., 7 mars 1898, D. P., 98.1.220 ; S., 1902.1.231).

Il y aurait, semble-t-il, même raison de déclarer nulle la donation déguisée sous la forme d'un acte synallagmatique (d'une vente notamment) si ce dernier n'avait pas satisfait aux prescriptions de l'article 1325 du Code civil. (En ce sens DEMOLOMBE, t. XX, n° 104. — Douai, 8 juin 1896, D. P., 97.2.196. — V. cependant contra LAURENT, t. XII, n° 308. — HUC, t. VI, n° 192, ainsi qu'il sera exposé par la suite).

En outre, d'après la jurisprudence, les articles 1108, 1132 et 1133 du Code civ., qui subordonnent la validité d'un contrat à l'existence d'une cause licite sont applicables aux donations déguisées (Bordeaux, 25 mai 1892, D. P., 92.2.563. — Cass. civ., 11 mars 1918, D. P., 1918.1.100. En ce sens LAURENT, t. XII, n° 318. — Contra HUC, t. VI, n° 194. — Paris, 15 février 1893, D. P., 93.2.416).

Il importe d'ailleurs de remarquer, que, dans ce cas, la cause de l'obligation contractée par le donateur envers le donataire, si elle est exprimée, ce qui n'est d'ailleurs pas exigé, est nécessairement fausse ; mais la jurisprudence, ainsi que nous le verrons ultérieurement, veut qu'il soit démontré que la cause réelle simulée est valable et licite, pour valider le déguisement. Enfin pour que la donation déguisée soit valable, il faut aussi que la forme choisie par le donateur, pour dissimuler la libéralité, puisse juridiquement s'adapter aux valeurs dont il veut gratifier le donataire : ainsi une créance civile ne pourrait être donnée par voie d'endossement comme un titre négociable, les formalités prévues par les articles 1689 et suivants du Code civil pour les cessions de créance étant absolument indispensables (V. Req., 1^{er} février 1842 ; D. J. G. V° dispositions entre vifs et testamentaires n° 1619).

§ III. — IL DOIT SATISFAIRE A TOUTES LES RÈGLES DE FOND DES DONATIONS

Il est sans difficulté en effet, que toute donation déguisée demeure soumise aux mêmes règles de fond que les dona-

tions faites ostensiblement. (V^o notam. Douai, 11 mai 1904, sous Req., 17 juillet 1906, D. P., 1910.1.286. — Lyon, 11 juillet 1908, D. P., 1910.2.100. — Cass. civ., 28 janvier 1903, D. P., 1903.1.238, 10 mai 1905, D. P., 1908.1.276, 18 octobre 1909, D. P., 1910.1.462. En ce sens AUBRY et RAU, 5^e édition, t. I, § 735, notes 5, 6 et 7, p. 176. — DEMOLOMBE, t. XX, n^o 111. — LAURENT, t. XII, n^o 315 et s., 319 et s. — HUC, t. VI, n^o 194. — BAUDRY-LACANTINERIE et COLIN, t. I, n^o 1248. — PLANIOL, t. III, n^o 2555. — COLIN et CAPITANT, t. III, p. 764).

Aussi ne doit-elle jamais être accompagnée de dol ni de fraude, et doit-il y avoir intention de donner de la part du donateur et acceptation de la part du donataire. On devra en outre lui appliquer les règles qui concernent le dépouillement actuel et irrévocable du donateur, la capacité de donner et de recevoir, les causes de révocation, le rapport et la réduction.

A) *Du dol et de la fraude.*

Tout d'abord si, en principe, une donation peut toujours être dissimulée sous le masque d'un contrat à titre onéreux établi régulièrement en la forme, la simulation employée serait une cause de nullité si elle était accompagnée de dol ou si elle avait pour but de faire échec à quelque disposition de loi impérative ou prohibitive (Agen, 8 juin 1811, D. J. G., V^o dispositions entre vifs et testamentaires n^o 1675. — 1^o Paris. 1^{er} mai 1812, D. J. G. *eod.* V^o n^o 440, 9 avril 1834, D. J. G., V^o obligation n^o 5079-3^o. — Cass. req., 3 décembre 1878, D. P., 79.1.271. — Grenoble, 19 mars 1881. — Sol. implicite D. P., 81.2.188. — Civ., 3 novembre 1896, D. P., 97.1.584). Et cette fraude peut être établie à l'aide de tous les modes de preuve (Alger, 19 janvier 1893, D. P., 94.2.183). D'une manière générale, un acte simulé sous la forme d'un autre contrat ne peut, en effet, être déclaré valable qu'autant qu'il l'aurait été s'il avait été fait directement et ouvertement. (Cass. Req., 14 novembre 1843, D. J. G. V^o disp. entre vifs et testamentaires n^o 1677, 1^{er} et 1684, 6^{me}).

Par application de ce principe, une disposition testamen-

taire ou à cause de mort est nulle si elle a été déguisée sous forme de vente, ce contrat n'étant pas susceptible, en vertu de l'article 1130 du Code civil, de s'appliquer aux pactes sur succession future (Req., 14 novembre 1843 précitée). La donation déguisée sera également nulle s'il y a simulation d'un partage anticipé (V. Req., 14 novembre 1816, D. J. G. *eod.* V^o n^o 1677 2^o), ou simulation destinée à éluder la déchéance prévue par l'article 299 (V. Alger, 19 janvier 1893, D. P., 94.2.183). De même, serait nulle la donation déguisée, s'il était établi qu'elle a été faite en fraude des droits des créanciers du disposant; dans ce cas-là elle paraît pouvoir être annulée à la requête de ces derniers.

B) *De l'animus donandi*

Il paraît certain, au surplus, que la donation déguisée n'est valable qu'autant qu'il résulte des circonstances où elle est intervenue que le disposant a eu réellement l'intention de faire une libéralité (Cass., 9 janvier 1832, S., 32.1.508, 3 juin 1863, S., 64.1.269, D. P., 63.1.429. — Req., 28 juin 1879, D. P., 80.1.54. — Nancy, 29 mai 1895, D. P., 95.2.551. = Req., 9 décembre 1913, D. P., 1919.1.29. En ce sens DEMOLOMBE, t. XX, n^o 110. — LAURENT, t. XII, n^o 311 et suivants. — HUC, t. VI, n^o 192. — BAUDRY-LACANTINERIE et COLIN, t. I, n^o 1249).

Si l'intention de donner n'existe pas, il y a absence de libéralité, et, par conséquent, de déguisement. Ainsi, la vente faite sans prix ou à vil prix, alors qu'il n'y a pas eu l'intention de donner, peut être déclarée nulle pour défaut de prix réel, ou rescindable pour cause de lésion de plus des sept douzièmes (Req. 28 décembre 1831, D. J. G. V^o rente viagère n^o 72-2^o. — Bastia, 28 décembre 1836, D. J. G. V^o dispositions entre vifs et testamentaires n^o 1678-2^o). De même, le vendeur qui donne quittance à l'acheteur du prix de vente qu'il n'a point reçu n'est point réputé, par celà seul, en faire donation à cet acheteur. En conséquence, si l'existence de la libéralité n'est pas autrement établie, le vendeur peut, en prouvant la simulation de la quittance, exiger le payement de ce prix (Rouen

6 janvier 1846, D. P., 46.2.202) et les déclarations des héritiers ou de l'acheteur sur l'existence de la donation ne font pas une obligation au juge du fait d'en admettre la validité, si l'examen des circonstances de la cause amène une conclusion contraire (Cass. civ. 9 janvier 1832 précitée. — Cass, req. 7 mars 1911, D. P., 1913.1.404.)

Lorsque l'intention de gratifier manquant, il y a lieu de déclarer nulle la vente faite sans prix réel, la nullité peut être invoquée par le vendeur, lui-même ; mais le juge aura à rechercher soigneusement, afin de ne pas déroger à la règle de l'irrévocabilité des donations, si le vendeur a bien eu réellement l'intention de donner car, si celle-ci a présidé à la confection de l'acte, ce dernier est valable (comp. Bourges 10 mai 1826, D. J. G. eod. V^o n^o 1579.)

Mais, comme il a été dit ci-avant, cette intention ne doit pas être ouvertement manifestée, car alors la simulation disparaîtrait et la donation serait nulle pour défaut des solennités requises.

C) De l'acceptation du donataire

L'acceptation du donataire n'est pas moins indispensable que l'*animus donandi* chez le donateur, car la perfection du contrat doit résulter de l'accord des deux volontés.

Mais elle n'est pas soumise à la formalité de l'acceptation expresse : le concours de volonté des parties n'est, en effet, dans ce cas, assujetti pour sa manifestation, ni à la rédaction d'un acte notarié en présence de témoins, ni à la solennité de l'acceptation expresse (V. Paris, 4 juin 1829. D. J. G. V^o dispositions entre vifs et testamentaires, n^o 1397. — Douai, 27 février 1861 : S., 61.2.395 et 460 — Caen, 30 décembre 1878. D. P., 80.2.1. — Riom, 12 janvier 1891, D. P., 92.2.25. En ce sens LAURENT, t, XII, n^o 313 : BAUDRY-LACANTINERIE et COLIN, t, I n^o 1251). Il suffit donc, pour que la donation déguisée soit valable, que le bénéficiaire ait manifesté d'une manière quelconque l'intention de profiter de la libéralité. Les juges du fait ont à apprécier souverainement les faits et les circonstances de la cause dont l'examen révèle l'acceptation de celui-ci. (Caen,

30 décembre 1878 cité *supra*. — Cass., 18 octobre 1909, D. P., 1910. 1. 462. — En ce sens BAUDRY-LACANTINERIE et COLIN, t, I, n° 1252.)

Il y a lieu de remarquer, au surplus, que l'acceptation de la libéralité déguisée doit intervenir du vivant du donateur et alors qu'il n'a pas perdu la capacité de disposer : le concours des volontés du donateur et du donataire est, en effet, exigé à l'égard des donations comme à l'égard de tout autre contrat. (En ce sens DURANTON, t, VIII, n° 394. — AUBRY et RAU, t, VII, § 659, note 5, p. 65. — LAURENT, t. XII, n° 313. — BAUDRY-LACANTINERIE et COLIN, t. I, n° 1248 à 1254. — Cass. civ., 28 janvier 1903, D. P., 1903. 1. 238. — 18 octobre 1909, D. P., 1910. 1. 462.)

D) De la règle « donner et retenir ne vaut »

L'accord de volonté des parties contractantes ne suffit point pour que le contrat soit parfait ; il faut en outre que les stipulations de celui-ci satisfassent à la règle « donner et retenir ne vaut », qu'il y ait par conséquent dessaisissement actuel et irrévocable du prétendu donateur. (Cass. civ., 3 novembre 1896, D. P., 97.1.584. — 26 janvier 1903, D. P., 1903, 1. 238. — Dijon 11 mai 1904, sous Req., 17 juillet 1906, S. 1907.1. 457. D. P., 1910.1. 286. — En ce sens LAURENT, t. XII, n° 320. — COLIN et CAPITANT, t. III, p. 764.)

Par application de ce principe, il a été à bon droit décidé que la donation déguisée sous forme de vente d'une maison et de tout le mobilier qui s'y trouvera au décès du donateur, avec faculté pour celui-ci de disposer de ce mobilier pendant sa vie, est nulle comme faite sous des conditions dont l'exécution dépendait de la seule volonté du donateur. (Cass. civ., 30 juin 1857, D. P., 57. 1. 308). De même est nulle la donation déguisée sous forme de reconnaissance de dette, alors que cette reconnaissance est restée en possession de son auteur chez lequel elle a été retrouvée à son décès cinq ans après avoir été rédigée. (Dijon 11 mai 1904, sous Req., 17 juillet 1906, D. P., 1910.1. 286).

E) De la capacité de donner et de recevoir.

Il est également indispensable que les parties aient l'une la capacité de donner, l'autre celle de recevoir, toute libéralité ainsi faite par, ou à un incapable étant nulle. (Cass. civ., 5 décembre 1877, D. P., 78. 1. 481. (En ce sens LAURENT, t. XII, n° 315). Le Code a d'ailleurs lui-même énoncé cette règle, en disant, sous l'article 911, que « toute disposition au profit d'un incapable sera nulle, soit qu'on la déguise sous forme d'un contrat onéreux... ». La donation n'est d'ailleurs nulle que dans les limites de l'incapacité du donataire ; ainsi une donation entre vifs faite à un enfant naturel par son père sera nulle seulement en tant qu'elle excède la limite légale, c'est-à-dire la part de l'enfant dans la succession paternelle (Argument article 908). Quant à l'article 1099 *in fine*, il décide que les donations déguisées faites entre époux sont nulles, et elles sont nulles pour le tout et non réductibles à la quotité disponible (Cass. Req., 14 avril 1886, D. P., 87. 1. 169. S. 86. 1. 289. — Rennes 7 avril 1892. D. P., 92. 2. 245). Et si la Cour de Cassation paraît admettre que seules sont atteintes de nullité les donations excessives (22 juillet 1884, D. P., 85, 1. 164. S. 85. 1. 112), la plupart des Cours d'Appel déclarent nulles, en toute hypothèse, les donations déguisées entre époux, soit qu'elles soient intervenues pendant le mariage, ou qu'elles aient été faites par contrat de mariage, soit qu'elles excèdent ou non la quotité disponible (Lyon 14 mai 1880, S. 81. 2. 38. — Limoges 15 mars 1895, sous Cassation, D. P., 97.1.273. — Rennes 7 avril 1892, D. P., 92.2.245 et 9 février 1904, D. P., 1905. 2. 273 et la note.)

Au surplus, une donation même déguisée ne peut être consentie par une femme mariée qu'avec l'autorisation de son époux, autorisation qui peut être donnée par écrit ou qui résulte de son concours à l'acte, mais qui ne peut être remplacée par aucun acte équivalent. (Civ. 20 juin, 1881, D.P., 81.1. 354. — Req., 30 décembre 1902, D. P., 1903, 1. 150. — Civ., 18 octobre 1909, D. P., 1910. 1. 462). Inversement la donation même déguisée faite à une femme mariée n'est valable qu'avec

le consentement du mari et son autorisation donnée du vivant du donateur (Aix, 15 janvier 1880. — *Le Droit* du 26 octobre 1880 et 10 mars 1880 cités au D. P., 87. 1. 143, note 4. — Toulouse 9 mars 1885, cité sous même note.)

F) Des causes de révocation.

Les causes de révocation prévues, en matière de donation, par le Code civil sont applicables à la donation déguisée.

C'est ainsi que celle-ci peut être révoquée pour inexécution des conditions (Riom 12 janvier 1891, D. P., 92. 2. 25), pour ingratitude (Riom 4 juillet 1892, D. P., 93. 2. 540 et sur pourvoir Req., 20 juillet 1893, D. P., 93. 1. 598) ou pour survenance d'enfant (Colmar 7 juillet 1848, D. P., 50. 2. 160. — Paris, 1^{er} avril 1851, D. P., 53. 2. 37. — Grenoble 30 avril 1858, D. P., 58.2.164. — Lyon 7 août 1870, D. P., 71. 2. 187. — Aix 11 mars 1874, D. P., 75. 2. 28. — Cass. req., 9 juillet 1879, D. P., 81. 1. 27. — Cass. Req., 3 décembre 1895, D. P., 96. 1. 284).

Comme la donation solennelle, la donation déguisée est résoluble si elle a été faite en vue d'un événement qui ne « s'est pas réalisé » comme, par exemple, un mariage (Cass. civ., 7 mars 1820, D. J. G., V^o dispositions entre vifs et testamentaires n^o 1675, 3^o.)

G) Du rapport.

La question s'est posée, en doctrine et en jurisprudence, de savoir si le déguisement d'une donation emportait virtuellement dispense de rapport.

Suivant une première opinion, les donations déguisées sous la forme d'un contrat à titre onéreux sont, par suite de ce déguisement, dispensées du rapport, à moins que les intéressés ne rapportent la preuve que le donateur a entendu imposer cette obligation au donataire (En ce sens Poitiers 3 décembre 1862, D. P., 63. 2. 136. — Riom 16 mars 1882, D. P., 83. 2. 35. — AUBRY et RAU, 4^e édition, t. VI, § 632 texte et note 17, p. 641). Le principal argument, à l'appui de cette thèse, réside

dans les dispositions des articles 847, 848, 849, 911, et 918 du Code civil, où le législateur parle de certaines donations déguisées et ne les assujettit au rapport que pour ce qui excède la quotité disponible. En outre l'article 843 ne parle que des donations faites « directement ou indirectement », sans parler des donations déguisées. Mais les partisans du système contraire estiment que les dispositions édictées par ces articles sont exceptionnelles et se justifient très bien, pour les cas particuliers qu'elles envisagent. Dès lors, l'article 843 renferme la seule règle générale en la matière, et la donation déguisée est rapportable par cela seul qu'il n'y a pas eu dispense, car cette donation est la puissance la plus élevée du contrat à titre onéreux contenant un avantage indirect et semble à ce titre devoir être soumise à *fortiori* à la loi du rapport (Voir en ce sens Montpellier 21 novembre 1836, D. J. G., V^o succession n^o 1121. — Douai 30 janvier 1838, *ibid.* — DEMOLOMBE, t. XVI, n^o 250 et suivant. — LAURENT, t. X, n^o 581 et suivant. — HUC, t. V, n^o 341. — BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL, *Des successions*, 3^e édition, t. III, n^o 3512 et 3605. — DEMANTE, *Recueil de l'Académie de législation*, t. IV, p. 16.)

Cependant la Cour de cassation a adopté un système intermédiaire. D'après celui-ci la donation déguisée n'est pas par elle-même et à cause du déguisement nécessairement dispensée du rapport : les juges du fait ont à apprécier souverainement quelle a été l'intention du donateur et si ce dernier a entendu dispenser le donataire de cette obligation ; et, le jugement qui constate l'intention préciputaire du disposant étant une décision de fait, il échappera au contrôle de la Cour de cassation (En ce sens Douai 21 mai 1851, D. P., 52.2.253. — Cass. civ., 10 novembre 1852, D. P., 52. 1. 307. — Cass. req., 16 juillet 1855, D. P., 55. 1. 419. — Cass. civ., 6 novembre 1855, D. P., 55. 1. 433 et 434. — Bastia, 26 décembre 1855, D. P., 56. 2. 149. — Nancy 4 juin 1859, D. P., 60. 2. 22. — Cass. req., 18 août 1862, D. P., 63. 1. 444. — Pau 23 juin 1884, D. P., 85. 2. 248. — Req, 28 juin 1882, D. P., 85. 1. 27. S. 83. 1. 123. — Paris, 13 novembre 1893, D. P., 94.2.71. S., 94.2.104. — Cass. req., 11 janvier 1897, D. P.,

97. 1. 473, et note de M. GUÉNÉE, S. 1901. 1. 144. — Douai, 8 juillet 1897, D. P., 99. 2. 73 et la note de M. Ambroise COLIN. — En ce sens DEMANTE et COLMET de SANTERRE, t. III, 187 *bis* 5 et 6. — Rappr. COLIN [et CAPITANT, t. III, p. 539 *in fine* et 540).

Et, parmi les éléments d'appréciation, les juges peuvent tenir compte du déguisement de la donation pourvu qu'ils n'en fassent pas la cause unique de la dispense du rapport (Cass. civ., 6 novembre 1855, D. P., 55. 1. 433 et 434). Cette dispense n'a pas besoin en effet d'être exprimée dans les formes prévues par l'article 911 du Code civil : elle peut résulter d'une manifestation quelconque de la volonté du donateur. La théorie contraire aboutirait en effet à obliger le donateur à déclarer expressément qu'il fait une donation dans un acte qui a pour but de la déguiser. (PLANIOL, t. III n° 2230. — Rappr. COLIN et CAPITANT, t. III, p. 539 et 540). Par conséquent, à défaut de déclaration expresse ou de manifestation clairement exprimée de cette volonté, la donation est rapportable. Et la preuve qu'un successible a reçu du défunt une libéralité déguisée rapportable à la succession peut être faite à l'aide des registres et papiers domestiques du défunt aussi bien que par témoins ou à l'aide de présomptions. (Cass. civ., 13 août, 1866, D. P., 66. 1. 467. — Orléans, 2 août 1890, D. P., 91. 2. 209).

H) De la réduction.

La donation déguisée étant toujours, au fond, une libéralité, elle ne doit, sous aucun prétexte, porter atteinte à la réserve. Mais la donation qui, faite ostensiblement, serait simplement réductible en cas d'atteinte à la réserve, ne peut pas être annulée en totalité pour le même motif, si elle a été dissimulée sous le voile d'un contrat à titre onéreux (Cass. civ., 13 janvier 1859, D. P., 59. 1. 503. — Pau, 30 décembre 1884, D. P., 86. 2. 142. — DEMOLOMBE, t. XX, n° 112. — LAURENT, t. XII, n° 325. — BAUDRY-LACANTINERIE et COLIN, t. I, n° 1258).

Ainsi la donation déguisée ne peut être attaquée que par

les héritiers qui ont droit à la réserve et qui n'en sont pas remplis. La règle est applicable même aux libéralités faites sur les revenus, comme un bail à vil prix (PLANIOL, t. III, n° 3088. — Caen, 28 mai 1879, D. P., 80. 2. 49 et sur pourvoi Cass. civ., 11 janvier 1882, D. P., 82. 1. 313).

Si l'acte était simulé et frauduleux, on ne pourrait le valider et le réduire à la quotité disponible, ni dispenser le prétendu donataire de la restitution des fruits car il est nul. Cet acte doit-il être réputé frauduleux par cela seul qu'il a pour objet de couvrir une atteinte à la réserve ?

D'après une première opinion, tout concert frauduleux en vue d'arriver à ce résultat constitue une cause de nullité de l'acte (Angers 7 août 1850, D. P., 53. 2. 209. — Bastia, 26 décembre 1855, D. P., 56. 2. 149). Mais suivant un autre système auquel nous donnons la préférence, les donations déguisées faites entre personnes capables de donner et de recevoir sont seulement réductibles à la quotité disponible, et non pas nulles pour le tout, encore qu'elles aient pour but, par un concert établi entre les parties, de porter atteinte à la réserve (Cass. civ., 3 décembre 1859, D. P., 59. 1. 503. — PAU, 30 décembre 1884, D. P., 86. 2. 142). Il en est de même si la libéralité a été faite au profit d'un incapable (argument article 908). Néanmoins les donations déguisées faites entre époux sont nulles pour le tout et non réductibles à la quotité disponible ; elles le sont d'ailleurs même en effet si elles n'excèdent pas cette quotité (V. Jurisprudence citée *supra* : capacité de donner ou de recevoir. — DEMOLOMBE, t. XX, n° 112. — LAURENT, t. XII, n° 325. — BAUDRY-LACANTINERIE et COLIN, t. I, n° 1258.)

Ce principe étant admis, il peut arriver que la donation ainsi déguisée faite par exemple en la forme sous-seing privé, n'ait pas date certaine, par défaut d'enregistrement notamment. Dans ce cas, si la preuve du déguisement est rapportée, les donataires par acte authentique plus récent ne pourront-ils pas opposer ce défaut de date certaine, par application des termes de l'article 1328 du Code civil, et éviter ainsi la réduction de leur propre libéralité ? Ou bien les bénéficiaires de la donation déguisée pourront-ils faire la preuve de la sin-

cérité de l'acte par d'autres moyens que ceux que prévoit l'article 1328 ? Dans des espèces où il s'agissait de dons manuels, la jurisprudence a écarté l'application de ce dernier article (Caen, 28 mai 1879, D. P., 1880. 2. 49. S., 80. 2. 281 et note de M. Labbé ADDE : Caen, 25 mai 1875, D. P., 80. 2. 49. S. 80. 2. 281 en sous-note). Mais ces arrêts se heurtent aux termes généraux de l'article 1328, car les divers donataires, ayants-cause du défunt, sont bien les uns à l'égard des autres, des tiers, au sens du dit article dont l'application ne saurait alors être écartée. (Rapp. COLIN et CAPITANT, t. III, p. 732 *in fine* et 733).

CHAPITRE III

Du but poursuivi par l'Administration de l'Enregistrement pour établir la simulation

L'Enregistrement consiste dans la transcription ou dans l'analyse sur des registres à ce destinés, soit d'un acte, soit d'une déclaration de mutation de propriété ou de jouissance, l'accomplissement de cette formalité donnant lieu, en principe, à la perception d'un droit au profit du Trésor public.

La contribution de l'Enregistrement, à la différence des autres contributions, consiste donc, non pas seulement dans une chose matérielle, mais encore et surtout dans le droit dont cette chose est affectée. Elle se compose ainsi de deux éléments, l'un matériel, l'autre juridique, indissolublement unis et reliés l'un à l'autre comme l'effet à la cause qui le produit.

Il en résulte que, pour sa perception, l'impôt d'enregistrement relève à la fois d'un droit spécial et du droit commun : le droit spécial détermine la valeur des choses sur laquelle l'impôt est assis et fixe les diverses quotités du tarif ; le droit commun (civil et commercial) règle, par ses définitions et par ses théories, soit le caractère juridique des choses que le droit spécial évalue, soit l'existence des conventions et leurs effets (Cass civ., 6 juillet 1871, Inst de l'Administration, n° 2426, § 2, D. P., 71.1.87. S., 71.1.37).

Tout acte présenté à la formalité donne nécessairement ouverture à un droit fixe ou à un droit proportionnel, à moins qu'il ne bénéficie d'une exemption prévue par une disposition formelle de la loi. Le Receveur a donc à rechercher tout

d'abord si l'acte doit bien être assujetti à l'impôt ou profiter d'une exonération de droit. Dès qu'il est établi qu'un droit est exigible, il doit en liquider le montant.

La perception des droits d'Enregistrement doit être, par conséquent, réglée, d'après les dispositions des actes présentés à la formalité, ces droits étant acquis à l'instant même, tels qu'ils résultent des stipulations du contrat (V. Cass. civ., 23 février 1824, D. J., V^o Enregistrement n^o 88. — 23 novembre 1836, D. J. G., eod. V^o n^o 3176. — 22 avril 1850, D. P., 50.1.119, 1^{er} juin 1853, D. P., 53.1.182. Inst, 1982, § 6. — 11 décembre 1855, D. P., 56.1.24. — 1^{er} février 1859, D. P., 59.1.55, 20 août 1867, D. P., 67.1.337, 21 juin, 1869, D. P., 69.1.474, 22 novembre 1875, D. P., 76.1.108. — Cass. req., 13 février 1890, D. P., 91.1.111, S., 91.1.38. — Inst. 2790, § 4).

« Attendu, dit notamment ce dernier arrêt, que les droits applicables à une convention sont acquis au Trésor par le seul fait de l'existence d'un acte revêtu de toutes les formes extérieures propres à constater la convention... »

Aussi tout d'abord doit-on se demander quelle influence la nullité d'un acte peut avoir sur la perception.

§ I. — *De l'influence de la nullité d'un acte sur la perception.*

La nullité qui affecte une opération juridique peut être une nullité qui rend seulement l'acte annulable (nullité relative), ou bien une nullité qui opère de plein droit (inexistence ou nullité absolue). Il y a donc lieu de rechercher si cette distinction a quelque importance en ce qui concerne la perception des droits exigibles sur l'acte ainsi vicié.

A) De l'acte annulable.

Quand un acte juridique est simplement annulable, cette circonstance n'est pas de celles qui peuvent modifier la perception des droits exigibles sur cet acte, du moins tant que son annulation n'a pas été prononcée par une juridiction :

l'impôt est donc toujours dû dans ce cas, comme si cet acte n'était entaché d'aucun vice.

On a fait valoir, pour justifier ce principe, que tant qu'une juridiction n'a pas prononcé la nullité de l'acte, celui-ci peut produire tous ses effets : bien plus, l'action en nullité est prescriptible et elle peut se couvrir par la confirmation expresse des parties : il acquiert, dans ce dernier cas, une autorité définitive et irréfragable. On peut très bien le comparer en effet à un acte affecté d'une condition résolutoire pour lequel la condition est constituée par la décision de justice. Or, il est constant que l'existence d'une telle condition n'est pas un obstacle à la perception des droits exigibles tant qu'elle ne s'est pas réalisée. Merlin s'est prévalu de ce motif dans les conclusions qui ont précédé un arrêt solennel de la Cour de Cassation du 7 août 1807 : « Un contrat translatif de propriété,

disait-il, n'est point affranchi des droits d'Enregistrement par cela seul qu'il peut être déclaré nul ; par cela seul, au contraire, qu'il existe, il est soumis aux droits d'Enregistrement, ni plus ni moins que s'il était inattaquable. »

L'Administration a fait également remarquer, à l'appui de cette théorie, que l'article 68, § 1, n° 7 et 38 de la loi du 22 frimaire, an VII, ne soumet qu'au droit fixe de 1 franc « les actes refaits pour cause de nullité ou autre motif, sans aucun changement qui ajoute aux objets des conventions ou à leur valeur, et les ratifications pures et simples d'actes en forme ». Il résulte en effet de ces dispositions, que, dans l'esprit de la loi, les actes entachés de nullité et susceptibles pour être valables, d'être ratifiés ultérieurement, ont néanmoins dû supporter la perception du droit proportionnel sans que la loi eût nécessairement appliqué la perception de ce droit à l'acte de confirmation ou de ratification.

La doctrine est d'ailleurs unanime sur ce point (DEMANTE, *Principes d'Enregistrement*, 2^e édition, t I, n° 87. — NAQUET, *Traité des droits d'Enregistrement*, 2^e édition, t. I, n° 87. — CHAMPIONNIÈRE et RIGAUD, *Traité des droits d'Enregistrement* t, I, n° 244, 269 et suiv. — D. J. G., V^o Enregistrement, n° 227, et suiv. — D. E., V^o Nullité, n° 15 et suiv. — R. G., 7^e édition,

V^o Nullité, n^o 18. — T. A., 2^e édition, V^o Nullité, n^o 15. — WAHL, *Traité de droit fiscal*, t. I, n^o 177).

La jurisprudence s'est, dès l'origine, fixée dans ce même sens et elle a toujours persévéré dans cette manière de voir (V. notam. Cass., 3 ventôse an VIII, D. J. G., V^o Enregistrement, n^o 236. — 21 août 1811, eod. V^o n^o 237. 4, — 10 février 1812, eod, V^o n^o 230 2^e, — 5 août 1828, Inst. 1263, § 2, D. J. G., eod. V^o n^o 230. — 27 mars 1832 Inst. 1401 § 2, D. J. G., eod. V^o n^o 230. — Versailles, 11 avril 1910, R. E. 5.147). C'est le même principe que formulait le Procureur général Fabre dans les conclusions par lui présentées devant la Cour de cassation, statuant, toutes chambres réunies, lors de l'instance qui donna lieu à l'arrêt du 12 mai 1870 : « En général, en droit fiscal, disait-il, les contrats se caractérisent par leurs stipulations sans aucune considération de leur validité au fond ou de leur régularité en la forme. Ainsi j'apporte à la Régie un acte contenant vente *a non domino*, à un incapable, sans mention de : fait double. La vente est annulable au fond et en la forme. Qu'importe ? La loi taxe la vente sans distinguer entre les ventes nulles ou valables. Mon acte sera taxé comme vente » (S. 70.1.222. Inst. 2403, p. 15).

Ce résultat, si rigoureux qu'il paraisse, se justifie d'ailleurs même en équité. En effet, comme l'exprime l'arrêt de la Cour de Cassation du 29 octobre 1806, « s'il est onéreux de payer l'enregistrement d'actes caducs dont on ne retire aucun bénéfice, cette rigueur de la loi n'a rien d'injuste, lorsque celui qui en souffre a le tort d'avoir fait des contrats nuls. En acquittant le droit, il supporte la peine d'un fait qui lui est personnel et qu'on est toujours plus ou moins fondé à lui reprocher » (S., Chr, 2.1.301). « L'un des principes généraux qui gouvernent la perception est l'obligation de faire enregistrer les actes susceptibles d'annulation et d'en acquitter immédiatement les droits... La nullité de l'acte est imputable aux parties ; c'est leur imprudence qui les oblige à payer des droits pour un contrat postérieurement annulé ». (Conclusions sous arrêt Cass., 5 février 1867, R. P., 2443, p. 264).

Si l'on est d'accord définitivement sur ce point, aujourd'hui, il n'y a pas eu la même unanimité dans la doctrine et la juris-

prudence pour adopter la même solution au cas où l'acte est soit inexistant, soit nul de plein droit pour violation d'une règle d'ordre public.

B) De l'acte inexistant et de l'acte nul de plein droit.

A la différence de l'acte simplement annulable, qui produit tous ses effets jusqu'au jour où son annulation est prononcée et qui peut devenir pleinement valable par l'effet de la confirmation ou de la prescription, l'acte inexistant, de même que l'acte nul de plein droit, est le néant : il n'a jamais pu et ne pourra jamais produire d'effets et ce vice ne pourra se couvrir ni par la confirmation ni par la prescription. Aussi certains auteurs (V. notam. CHAMPIONNIÈRE et RIGAUD, t I, n° 232 et suiv. D. J. G., V° Enregistrement, n° 209 et suiv.) remarquant que la loi fiscale frappe notamment du droit proportionnel les actes translatifs de propriété et de jouissance ou créateurs d'obligation, en concluent qu'elle ne peut s'appliquer aux actes inexistants ou affectés d'un vice qui les rend nuls de plein droit, puisqu'ils n'ont pu faire naître aucune obligation. Au surplus ils ont cru trouver un appui en faveur de ce système dans les livres des anciens feudistes (DUMOULIN, *Des fiefs*, § 33, n° 32 et suiv. — D'ARGENTRÉ, *Des droits du Prince*, art. 59, n° 2, DE LAUDIMIIS, § 17. — BOUTARIC, *Traité des droits seigneuriaux*, p. 193. — POTHIER, *Des fiefs*, Première partie, ch. v.).

On a proposé un tempérament à cette doctrine : le receveur n'aurait pas à tenir compte des causes d'inexistence ou de nullité qui n'apparaissent pas à la simple lecture de l'acte. le droit ne serait pas exigible au contraire si le préposé de l'Administration pouvait, lors de la lecture du dit acte, apercevoir clairement la cause mettant obstacle à son existence ou à sa validité. (BASTINÉ, *Théorie du droit fiscal*, t, I n° 46. — MATON, t. I n° 264).

Mais la grande majorité de la doctrine décide aujourd'hui que le fait de présenter à la formalité de l'Enregistrement un acte inexistant ou un acte affecté d'une nullité d'ordre

public opérant de plein droit, emporte toujours l'exigibilité du droit prévu par la loi fiscale, que ce vice soit apparent ou non (D. E., 4^e édition. V^o Nullité, n^o 16. — R. G., 7^e édit. V^o Nullité n^o 19 et s. — DEMANTE, t. I, n^o 50. — NAQUET, t. I, n^o 88 et s. — WAHL, t. I, n^o 177 et suiv. — T. A., 2^e édit, V^o Nullité n^o 21 et suiv.). Il n'est jamais entré, en effet, dans la pensée du législateur de faire du receveur un véritable juge, alors surtout qu'il ne dispose légalement d'aucun des moyens que le juge civil a à sa disposition pour éclairer sa religion. Son mandat se borne à percevoir l'impôt, et s'il a, comme nous le verrons ci-après, le devoir de rechercher les véritables intentions des parties et de qualifier l'acte pour lui appliquer un tarif ou effectuer la liquidation des droits, il n'a pas à rechercher si l'acte présente ou non toutes les conditions de validité prévues par la loi civile, alors surtout que les intérêts du Trésor qu'il a pour seule mission de garantir ne sont point en jeu. Au surplus, une convention, même inexistante, peut très bien être exécutée par les parties, de bonne foi, et le fait de la présenter volontairement à la formalité implique bien qu'elles ont cette intention. Dès lors, on ne voit pas pourquoi on ne percevrait pas le droit y afférent.

C'est d'ailleurs en vain que les adversaires de ce point de vue se réclament des anciens feudistes, car la jurisprudence féodale décidait que les droits de centième denier et de contrôle étaient dûs sur des actes nuls, mais étaient restituables si l'acte était annulé judiciairement. (V. notam, décision du Conseil du 9 novembre 1752 au sujet d'une donation nulle en vertu de l'ordonnance de 1731. — BOSQUET, *Dictionnaire des Domaines*, V^o Nullité, — SUDRE sur BOUTARIC, ch III, § 2 n^o 7).

La jurisprudence a été également incertaine sur ce point pendant la première moitié du XIX^e siècle. Dans les arrêts cités *supra* (de l'acte annulable) la Cour fait remarquer, pour justifier la perception des droits sur les actes annulables, que « cette nullité est une nullité relative et non une nullité absolue », ce qui implique qu'elle eût adopté une autre solution dans ce dernier cas. Elle n'avait d'ailleurs pas adopté un *critérium* bien défini pour distinguer ces deux sortes de nullité.

Ainsi la Chambre des requêtes a rejeté l'exigibilité du droit proportionnel sur une donation acceptée par une femme mariée non autorisée. (Req., 1^{er} août 1836, S. 36. 1. 910) pour le motif que le contrat n'existait pas et ne pouvait produire d'effet jusqu'à l'acceptation légalement consentie et exprimée, alors qu'il est manifeste que, dans ce cas, l'acte est simplement annulable par suite de l'incapacité du donataire. Par contre, un arrêt de la Chambre civile du 24 mars 1813 a décidé qu'un partage anticipé, même [fait par acte sous-seing privé, était passible du droit prévu par la loi fiscale, bien que « radicalement nul » (J. E., 4. 537).

Mais c'est depuis l'arrêt rendu par la Chambre civile le 15 février 1854 qu'elle est définitivement fixée dans le sens de l'exigibilité du droit sur tous les actes, même inexistants. « La loi, porte en effet cet arrêt, ne reconnaît pas de nullité de plein droit ; les nullités fussent-elles absolues, les actes qu'elles vicient n'en conservent pas moins tous leurs effets tant qu'ils n'ont point été annulés, soit sur la demande des parties intéressées, soit dans certains cas, par les Tribunaux prononçant d'office ou sur les réquisitions des fonctionnaires investis du droit de leur dénoncer ces actes dans un intérêt général et d'ordre public. Ce droit n'a pas été confié à la régie de l'Enregistrement ; dans la sphère de ses attributions spéciales, sa mission se borne au recouvrement de l'impôt qu'elle est chargée de percevoir ; il ne lui appartient pas, sauf le cas de fraude et de dissimulation, de rechercher la valeur obligatoire des actes qui, en dehors des applications de la loi fiscale dont elle doit assurer l'exécution, ne sont pas soumis à son contrôle (D. P., 54.1.51. Inst., 2015, § 7. En ce sens Cass., 27 décembre 1876, S., 77.1.130. D. P., 77.1.363. — 7 décembre 1886, S., 87.1.433, D. P., 87.1.339. Inst. 2735, § 5).

Ce principe est aujourd'hui sanctionné et tempéré par la loi du 18 janvier 1912 qui, en abrogeant l'article 60 de la loi du 22 frimaire, an VII, a permis la restitution des droits perçus sur un acte annulé, résolu ou rescindé, judiciairement.

Mais si l'Administration n'a pas qualité pour apprécier l'existence ou la validité d'un acte lorsque celui-ci est présenté à la formalité, il n'en est pas de même au cas où les

parties le lui opposent en vue de modifier ou de détruire les droits qui lui sont régulièrement acquis sur un autre contrat ou sur une autre mutation. Cette distinction a été parfaitement mise en lumière par le Procureur général Fabre devant les Chambres réunies de la Cour de Cassation, à l'occasion d'un partage amiable que l'on présentait au receveur pour éviter la perception du droit de mutation sur la vente des biens héréditaires. « Nous croyons, disait ce magistrat, que le contribuable a d'autres justifications à faire pour se faire exempter de l'impôt que pour le payer. Quand je viens demander à la Régie d'enregistrer une vente annulable au fond, la Régie (qui n'a pas le droit de refuser la formalité) prend l'acte, en interroge les stipulations, en détermine le caractère en conséquence et le taxe comme s'il était valable, quand il n'est qu'annulable... Mais de ce que j'ai le droit d'obtenir l'enregistrement d'un acte annulable, ce n'est pas à dire que je puisse me servir de cet acte nul pour en soustraire d'autres à la taxe dont ils sont de plein droit redevables. Il n'y a là aucune inconséquence ; un partage, par exemple, n'a besoin que d'être apparent pour être taxé ; mais il a besoin d'être réel et d'assurer à chaque partie un droit absolu à la propriété de son lot, pour constituer le partage de l'article 68 de la loi du 22 frimaire an VII et exempter d'autres actes. Il serait sans cela trop commode de fabriquer un prétendu partage qui ne lierait personne et qui ne servirait qu'à exempter les jugements antérieurs d'adjudication » (Conclusions sur arrêt du 12 mai 1870, S., 70.1.219. Inst. 2403. — Voir également Cass., 19 janvier 1881. Inst. 2650, § 1. — *Contra*, WAHL, t. II, n° 520). Mais il est bien entendu que si l'acte opposé par les parties n'est affecté que d'une nullité relative, l'Administration ne pourra l'écarter, car dans ce cas, la loi a énuméré d'une manière limitative les personnes qui peuvent provoquer l'annulation d'un tel acte.

N'ayant pas à se préoccuper, pour donner la formalité, de savoir si l'acte présenté est ou non valable, le receveur aura à en déterminer le caractère légal, pour lui appliquer le tarif prévu.

§ II. — DE LA DÉTERMINATION DU CARACTÈRE
LÉGAL DES ACTES

D'après Dalloz (Répertoire pratique, V^o Enregistrement, p. 302, n^o 23 et suivants), on peut résumer dans la formule suivante les règles générales d'après lesquelles doivent être perçus les droits d'enregistrement : « L'existence prouvée d'une convention prévue par la loi fiscale détermine l'exigibilité d'un droit, pourvu que la convention soit parfaite et que la perception ne soit pas repoussée par une exception dilatoire et péremptoire ».

Il y a tout d'abord lieu de remarquer à ce sujet que, vu l'infinie variété des conventions qui peuvent être formées entre parties, il était impossible à la loi de les prévoir toutes, et c'est pourquoi l'article 68, § 1^{er}, n^o 51 de la loi de frimaire dispose que le droit fixe est dû pour tout acte soumis à la formalité lors même qu'il n'est pas dénommé dans le tarif. Mais le droit proportionnel n'est dû que sur les actes prévus nommément à l'article 69 de la même loi ou à des lois subséquentes, et il n'est pas permis d'étendre ces textes à des faits non prévus. Toutefois la loi fiscale s'applique aux actes qui, bien que n'étant pas expressément et nommément désignés par elle, rentrent dans l'une des catégories des actes tarifés (Observations de M. PONT sous Cass., civ., 30 juillet 1873, D. P., 75.1.65). Il suffit qu'un acte puisse, par sa nature, son principe et ses effets être assimilé à une convention prévue par le tarif, pour qu'il soit passible du droit applicable à cette convention, quelle que soit la dénomination donnée à cet acte arbitrairement ou d'après l'usage (Foix, 30 avril 1876, D. P., 77.3.62).

Mais la loi fiscale ne définit pas les contrats qu'elle tarife : c'est dans la loi civile ou la loi commerciale qu'il convient de chercher cette définition. « L'Enregistrement, disait Paul Pont, embrasse toutes les matières du droit : les principes en sont arbitraires, en tant qu'ils touchent à la quotité de l'impôt, que le législateur peut augmenter ou diminuer à son gré ; mais ils rentrent dans les théories générales dès qu'il

s'agit de l'application de tel ou tel droit à tel ou tel acte. Ainsi la perception du droit de vente, d'échange, de bail, de donation, de partage, etc... dépendra toujours de la qualification à donner à l'acte ». (D. J. G., V^o Enregistrement, n^o 4).

La perception des droits d'enregistrement se détermine donc d'après les principes de la loi fiscale combinés avec ceux de la loi civile et commerciale : la première établit des tarifs et spécifie à quelle catégorie d'actes et de mutations ils sont applicables ; la seconde enseigne à quels caractères on reconnaît si un acte ou une mutation rentre dans tel ou telle catégorie. L'Administration doit donc rechercher et préciser, d'après les règles du droit civil ou du droit commercial, la nature des contrats qui lui sont soumis, en déterminant l'intention des parties et la qualification à donner à l'acte.

« Tout acte présenté à la formalité, dit Dalloz (J. G., V^o Enregistrement, n^o 85 et 86) ne révèle pas toujours par lui-même la convention qu'il renferme. Il arrive souvent, surtout dans les actes sous-seings privés, qu'une rédaction plus ou moins compliquée ne permet que très difficilement d'arriver à la connaissance exacte de la volonté des parties. L'œuvre du receveur, œuvre toute remplie de difficultés, consiste donc à rechercher, à travers les ambiguïtés du langage, la convention constatée par l'acte ou le contrat. Il faut préciser d'après quelles règles générales le receveur doit procéder dans l'accomplissement de cette mission si délicate, qui, dans son ensemble, embrasse la recherche de l'intention des parties, la qualification de la convention, la vérification des moyens à l'aide desquels son existence est prouvée, et l'application du tarif. A cet égard les règles d'interprétation des contrats établies par les articles 1156 et suivants du Code civil devront nécessairement fournir les premiers éléments de décision. Lorsqu'il s'agit de déterminer l'intention des parties, il importe peu que le doute, s'il résulte des termes de l'acte, s'élève entre les parties elles-mêmes ou entre l'une d'elles et le fisc. En définitive, les contrats ne sauraient avoir deux sens : les règles générales d'interprétation doivent donc leur être appliquées pour déterminer le droit à percevoir de la même ma-

nière que s'il s'agissait de déterminer l'exécution entre les parties contractantes ».

A) *Règles générales de l'interprétation des contrats*

La perception des droits s'établit non sur des hypothèses plus ou moins plausibles, mais sur des faits juridiques tels qu'ils résultent des actes dressés pour les constater. L'Administration ne peut avoir égard, en principe, qu'aux dispositions de ces actes et n'a point à examiner s'il était possible aux parties d'arriver au même résultat au moyen de combinaisons différentes (Cass. civ., 12 février 1822, D. J. G., V^o Enregistrement n^o 237-3^o note 1. — 15 mai 1861 D. P., 61.1.225. — 20 août 1867. D. P. 67.1.337. Inst. 2.362 § 1, 16 mars 1869 D. P., 69.1.247. Inst. 2.389, § 2).

Si les termes de l'acte sont clairs et précis, il y a lieu de prendre pour base de la perception le sens littéral des mots sans rechercher s'ils correspondent à la pensée des contractants et si les intéressés ont fait ou non ce qu'ils avaient l'intention de faire. Les conventions intervenues entre les parties ne peuvent donc prévaloir contre les effets légaux des actes ou des mutations et en modifier le caractère à l'égard de l'Administration; on ne peut, par exemple, opposer à la perception du droit exigible sur une transmission opérée légalement ni l'erreur des contractants sur la nature des droits cédés, ni l'appréciation différente qu'ils en auraient faite dans un partage postérieur ou qui résulterait de leur déclaration (Cass. civ., 30 décembre 1873. Inst. 2482, § 8, S., 74.1.130, D. P., 74.1.363. — 9 août 1881. Inst. 2664, § 2, D. P., 82.1.82).

Par application de ces principes, le Tribunal de Saint-Etienne a reconnu, le 24 décembre 1896 (R. P., 9197, J. E., 25.134, R. N., 9.997) que les redevables ne peuvent s'exonérer du paiement de l'impôt en alléguant qu'un acte authentique n'est pas conforme à la réalité des faits et ne révèle pas le véritable caractère de la convention. La même doctrine a été consacrée, à maintes reprises, par la Cour de Cassation. Par un arrêt du 23 février 1824, elle a décidé, notam-

ment, que lorsque les termes des actes présentent un sens net et précis, la perception des droits d'enregistrement doit se déterminer d'après leur substance et leur forme extrinsèque sans avoir égard aux intentions secrètes des parties (J. E., 7.706. Inst. 1132, § 12, S., 24.1.260. En ce sens Cass., 21 août 1811, J. E., 3987. — 11 mai 1825, J. N., 5422. Inst. 1175, § 8 et 9. — 19 juin 1826, J. E., 8468, J. N., 5829. Inst. 1200, § 20. — 6 août 1827, J. E., 9188, J. N., 6454. — 21 décembre 1831, J. E., 10.231, J. N., 7611. Inst. 1562, § 9, S., 32.1.181. — 1^{er} juin 1853, J. E., 15.653. Inst. 1982, § 6, S., 53.1.503, D. P., 53.1.651. — 11 décembre 1855, R. P., 745, J. E., 16.200. Inst. 2137, § 10, S., 56.1.456, D. P., 56.1.138, — 1^{er} février 1859, R. P., 1137, J. E., 16.888, J. N., 16.515. Inst. 2160, § 3, S., 59.1.928, D. P., 59.1.54. — 6 décembre 1884, R. P., 2023, J. E., 17.942, J. N., 18.173. Inst. 2324, § 4, S., 65.1.49, D. P., 65.1.144).

B) *Des droits de l'Administration
en ce qui concerne la qualification des contrats*

L'Administration doit s'en tenir, en principe, à la qualification que les parties ont donnée au contrat toutes les fois qu'elles l'ont fait (Cass. civ., 7 janvier 1855, D. J. G., V^o Enregistrement, n^o 97, 22 février 1842, D. J. G., *eod.*, V^o n^o 98) ; et cette qualification doit servir de base à la perception de l'impôt, dans le cas même où les parties tenteraient de l'abandonner pour payer un droit moindre que celui auquel elle donnerait ouverture (Seine, 29 mars 1854, D. P., 54.3.31).

Elle peut également se prévaloir des qualifications données aux actes par les Tribunaux, dans les décisions rendues à l'occasion des instances de droit commun.

Lorsqu'un jugement ou arrêt rendu entre les parties intéressées au contrat constate que ce contrat, bien qu'ayant l'apparence d'un contrat à titre onéreux, constitue en réalité une libéralité, il est incontestable qu'elle a, en effet, le

droit de demander à celles-ci le paiement des droits de mutation au tarif prévu pour les libéralités entre vifs, sauf à faire imputation des droits perçus au moment où la formalité a été donnée (V. notam. Epernay, 27 avril 1877, R. P., 4744, J. E., 20.692. — Seine, 6 janvier 1882, R. P., 5877. — Douai, 11 août 1897, J. E., 25.669).

Mais pour cela, il ne suffit pas que le Tribunal envisage seulement l'hypothèse d'une simulation, il faut au contraire qu'il déclare d'une manière formelle que ce contrat dissimulait une libéralité dont l'existence est nettement révélée par les motifs et le dispositif (V. Saint-Lô, 3 mars 1910, R. P., 12.170, R. E., 5038).

« Attendu, dit ce jugement, que, pour que la reconnaissance judiciaire d'une libéralité donne ouverture au droit de donation, il est nécessaire qu'elle soit faite en termes formels, clairs et non équivoques, et qu'il y ait constatation formelle de la propriété à titre de libéralité ;

Attendu que, dans le dispositif du jugement du 21 juin 1907, le Tribunal civil de Saint-Lô, appelé à statuer sur une demande en nullité de transport, s'est borné à rejeter cette demande comme mal fondée, que, dans les motifs il n'a point décidé que l'acte incriminé était une donation... que si le jugement a admis que les circonstances de la cause pouvaient être de nature à faire penser qu'il s'agissait d'une libéralité « dont aurait bénéficié le sieur G.... » l'existence de cette libéralité n'a point été affirmée en termes formels ; que G... s'est en effet borné à prétendre que la dame N... avait le droit de le faire, mais n'a point reconnu qu'elle ait effectivement usé, à son profit, de ce mode de transmission de la propriété...

Attendu, en conséquence de ce qui précède, qu'il ne résulte ni des tenues du jugement du 21 juin 1907, ni des aveux de G... que l'acte du 23 janvier 1903 ait été autre chose qu'une cession de créances entre la dame N... et G... ; qu'il convient alors de décider que le droit de créance est seul exigible ».

Quand le jugement a reconnu formellement l'existence de la libéralité, le droit de donation n'est pas dû sur l'acte

lui-même, mais sur ce jugement. En effet, ainsi que le veulent la doctrine et la jurisprudence ci-avant exposées, le contrat à titre onéreux sous le masque duquel une libéralité est déguisée ne doit pas porter en lui-même le signe ostensible de cette simulation, si l'on veut qu'elle soit valable. Dès lors, comme le soutient l'Administration actuellement, et comme elle l'a fait triompher ces dernières années devant le Tribunal civil de Grenoble (8 novembre 1917, R. P., 13.905), la décision judiciaire intervenue entre les parties contractantes ou leurs représentants « en consacrant l'existence d'une libéralité déguisée sous la forme d'un contrat à titre onéreux et en évaluant le montant de cette libéralité soumise à rapport, constitue le titre écrit de l'exigibilité du droit dû sur la convention révélée ». Dans ces conditions, le droit de donation constitue bien un droit de titre dont le recouvrement peut être poursuivi contre le donateur et le donataire ou leurs représentants.

Il est vrai de dire qu'antérieurement à l'instance terminée par le jugement précité, l'Administration s'était bornée à considérer le droit de donation ainsi perçu comme un droit de jugement qui ne pouvait être réclaté qu'à la partie qui avait profité du dit jugement ou à celle qui avait mis la justice en mouvement. (Cass. civ., 20 novembre 1901, R. P., 10.085. Inst. 3080, § 11, S., 1903.1.193. — Req., 17 décembre 1901, R. P., 10.097. Inst. 3080, § 11, S., 1903.1.195).

Mais il peut se faire que la volonté des parties ait été mal exprimée dans les actes présentés à la formalité, soit par suite de leur inexpérience des affaires, soit volontairement comme au cas de simulation. Dans cette hypothèse, il peut arriver également que les parties aient faussement qualifié cet acte (V. notamment cas de la donation déguisée sous forme de vente) ou même que les tribunaux appelés à les interpréter aient commis des erreurs dans leur décision.

Dans ces cas là, que va faire l'Administration de l'Enregistrement ? De quels droits jouira-t-elle pour dévoiler la simulation ?

DEMANTE (*Principes de l'Enregistrement*, 4^e édition, n^o 600 et s.) lui dénie tout droit à une action directe, en vue de démasquer la fraude. N'ayant pas le droit de se prévaloir de la nullité des actes, et n'étant pas juge de leur validité, elle n'a pas à intenter non plus de procès en interprétation de ces actes devant les Tribunaux. L'apparence de validité d'un contrat suffisant pour légitimer la perception, les stipulations apparentes doivent être tarifées en conséquence. La Régie ne pourrait donc, en aucun cas, faire prononcer le déguisement d'une donation cachée sous les apparences d'un acte à titre onéreux. Elle pourrait simplement réclamer un supplément de droit, le jour où le véritable caractère de l'acte serait ultérieurement établi à la requête des parties ou des tiers intéressés.

Mais cette théorie isolée n'a soulevé que des critiques et l'opinion contraire est aujourd'hui adoptée par l'ensemble de la doctrine (D. E., 4^e édition, V^o Acte en général, n^o 11 et suiv. Donation, n^o 463 et suiv., T. A., 2^e édit., V^o Donation, n^o 377 et s. R. G., 8^e édition, V^o Convention, n^o 83 et suiv. Donation, n^o 404. — WAHL, *Droit fiscal*, t. II, n^o 514 et suiv. — CHAMPIONNIÈRE et RIGAUD, n^o 2186).

D'une part, en effet, il semble tout à fait singulier d'invoquer dans le débat la théorie des nullités à propos d'actes que la majorité des auteurs et la jurisprudence déclarent valables, ainsi que cela a été expliqué au chapitre précédent, sous certaines conditions évidemment, mais dans les formes où ils ont été passés.

En outre, le droit d'interpréter les conventions qui est reconnu unanimement à l'Administration, serait absolument illusoire si les parties pouvaient s'y soustraire par le refus de souscrire à l'amiable à la réclamation des droits basés sur cette interprétation, puisqu'elle n'aurait aucune action pour faire sanctionner celle-ci par l'autorité judiciaire. Au surplus, il est de principe que tout droit entraîne au profit de celui qui le possède une action pour lui permettre de le faire reconnaître judiciairement à l'égard de ceux qui le méconnaîtraient. Enfin, dans un intérêt d'ordre public, il est nécessaire que le Trésor puisse combattre la fraude

et possède une action directe en vue d'obtenir réparation pour le dommage qui lui a été ainsi causé.

La jurisprudence s'est d'ailleurs ralliée depuis longtemps à ce point de vue par de nombreuses décisions (Cass., 20 août 1850, S., 50.1.688. Inst. 1875, § 2. — 23 mai 1853, S., 53.1.537, D. P., 53.1.337. Inst. 1.982, § 7. — 5 mars 1855, S., 55.1.299. Inst. 2042, § 10. — 6 mars 1857, S., 55.1.379, D. P., 55.379. Inst. 2042, § 11. — 10 novembre 1858, S., 59.1.844. Inst. 2.142, § 4. — 9 juillet 1861, S., 61.1.788. D. P., 61.1.322. Inst. 2.274, § 4. — 29 juillet 1863, S., 63.1.447. Inst. 2.274, § 10. — 20 août 1867, S., 67.1.407, D. P., 67.1.337. Inst. 2.362, § 1. — 5 juillet 1870, S., 71.1.246. Inst. 2.414, § 3. — 6 juillet 1871, S., 71.1.163. D. P., 71.1.343. Inst. 2426, § 4. — 5 novembre 1878, S., 79.1.83. D. P., 79.1.100. Inst. 2619, § 5. — 19 juin 1882, S., 83.1.231. D. P., 83.1.299. Inst. 2673, § 7. — 29 novembre 1893, S., 94.1.465. D. P., 94.1.299. Inst. 1864, § 4. — 25 janvier 1899, S., 99.1.295. D. P., 99.1.541. Inst. 2997, § 2. — 26 mai 1903, S., 1904.1.295, D. P., 1905.1.172. Inst. 3130, § 2. — 25 octobre 1905, S., 1906. 1.400. Inst. 3185, § 4. — 5 janvier 1909, S., 1911. 1.172, D. P., 1911. 1.460. Inst. 3.291, § 3. — 28 août 1914. Inst. 3434, § 2, J. E., 29.214).

L'arrêt du 5 mars 1855 précité a déclaré d'une manière formelle que l'Administration a le « droit absolu et le devoir d'apprécier les stipulations des contrats présentés à la formalité, pour asseoir d'une manière conforme à la loi les droits dûs par les parties contractantes à raison des contrats ».

Ce n'est pas la forme de l'acte renfermant la disposition sujette au droit qui détermine l'application du tarif, c'est uniquement la nature de cette disposition et l'effet juridique qu'elle produit.

L'arrêt du 20 août 1850 dit à ce sujet que « la nature des des contrats se détermine non par les termes dans lesquels ils sont conçus, ni par la forme extérieure dont ils sont revêtus ou par les qualifications que les parties ou le notaire leur ont données, mais par l'objet des conventions qu'ils renferment ». (Rapp. Cass., 14 décembre 1840, S., 41. 1. 53).

En droit fiscal comme en droit civil, c'est un principe que ce que font les parties prévaut sur ce qu'elles disent (Rapp. Art. 1156 du Code Civil, D. P., 68. 1. 480, note 2).

Quand la substance de l'acte résiste à la qualification donnée par les parties, lorsqu'il y a une opposition formelle entre le *scriptum* et le *gestum*, entre la dénomination attribuée au contrat et les stipulations qu'il renferme, l'acte doit donc être apprécié, son caractère et son nom déterminés, en tenant compte de la nature même et de la portée juridique de ces stipulations, c'est-à-dire d'après les effets légaux qu'il produit ou qu'il est appelé à produire : la qualification des parties doit alors être écartée et l'on ne saurait s'arrêter à la dénomination plus ou moins impropre que la convention aurait reçue soit par erreur, soit dans le but de dissimuler la véritable nature du contrat.

« Attendu, dit l'arrêt du 20 août 1867 précité, que, si en principe les parties peuvent revêtir leurs conventions de la forme qui leur agréée, et si la perception du droit d'enregistrement doit s'établir sur la forme extrinsèque et sur les effets légaux des contrats sans qu'il soit permis à la Régie de se prévaloir des vices dont ils seraient entachés, ni de rechercher les intentions secrètes des parties, il en est autrement lorsque la substance d'un acte, aussi bien que ses conséquences nécessaires et immédiates, protestent contre la qualification que les contractants lui ont donnée et qu'il ressort de l'économie de ses dispositions qu'elles ont été combinées en vue de dissimuler une autre nature de contrat qu'on voulait soustraire au droit déterminé par la loi fiscale... »

Enfin l'Administration n'est pas liée par les appréciations formulées par les Tribunaux dans des jugements où elle n'a pas été partie. Il n'y a pas lieu à cet égard de distinguer si la décision judiciaire intervenue est un jugement d'expédient (Cass., 11 janvier 1873, S., 73.1.138. Inst., 2.468, § 2. R. P., 3.565. J. E., 19.208. J. N., 20.785) ou un jugement ordinaire (Cass., 11 juillet 1814, J. E., 4.935. S., 15.1.248. — 14 février 1870, S., 70.1.136. D. P., 70.1.394. Inst. 2.402, § 1. R. P., 3085. J. E., 18.924. — J. N., 20.027).

« Attendu, porte ce dernier arrêt, que la Cour de cassation a pour fixer le véritable caractère des conventions et les conséquences légales qui y sont attachées, spécialement au point de vue de l'application des lois sur l'Enregistrement, un droit de contrôle dont l'exercice ne saurait être paralysé ni par les qualifications données à ces conventions par les parties, ni par les appréciations des Tribunaux. »

En définitive, l'Administration de l'Enregistrement n'a donc pas en principe le droit de faire reconnaître en justice l'inexistence ou la nullité des actes présentés à la formalité. Mais elle a la tâche importante et primordiale de faire rechercher, soit à l'amiable, soit par voie d'action judiciaire directe, en vue d'assurer une exacte perception des droits dûs sur chaque acte, la nature même et la portée juridique des clauses insérées au dit acte et notamment de faire établir qu'elles déguisent une libéralité. S'attacher uniquement à la forme de cet acte ou à sa dénomination pour en fixer le but et la portée, aboutirait à la négation même des règles d'interprétation posées par le Code civil et dont la jurisprudence est le développement et l'éloquent commentaire.

CHAPITRE IV

De la preuve pour établir la simulation

Il y a lieu de rechercher les modes de preuve admissibles pour établir la simulation dans les instances de droit civil et dans les instances de droit fiscal.

§ I. — INSTANCES DE DROIT CIVIL

En général, toute personne intéressée est admise à établir le véritable caractère d'une libéralité déguisée sous les apparences d'un contrat à titre onéreux afin de lui faire appliquer les règles de nullité, de révocation, ou de réduction que comportent les dispositions à titre gratuit. (En ce sens, LAURENT, t. XII, n° 329).

En principe, cette simulation ne se présume pas et c'est à celui qui l'invoque à en rapporter la preuve, mais cette preuve est soumise à des règles différentes suivant que le déguisement est invoqué par une ou plusieurs des parties qui ont concouru à l'acte ou bien par celles qui y sont restées étrangères, les tiers. Enfin, il y aura lieu d'examiner le cas particulier de dol et de fraude.

A) Les parties.

Les parties contractantes auront pu, ou auraient dû, se procurer une preuve littérale de la simulation : aussi l'administration de la preuve est, dans ce cas, régie par le droit commun.

Elles ne peuvent donc être admises à en rapporter la preuve testimoniale ou à invoquer des présomptions à cet effet, qu'autant que l'importance du litige ne dépasse point 150 francs.

C'est là l'application pure et simple des dispositions de l'article 1341 du Code civil. Mais, conformément à l'article 1347, la preuve par témoins et par présomptions est admissible, si les parties rapportent « un commencement de preuve par écrit émané de celui contre lequel la demande est formée, ou de celui qu'il représente, et qui rend vraisemblable le fait allégué ». (Req., 22 janvier 1895, D. P., 95.1.205. — Alger, 18 juin 1895, D. P., 96.2.308 et sur pourvoi. Req., 5 juillet 1897, D. P., 97.1.408. — Req., 14 juin 1899, D. P., 99.1.344. — Nouveau Code civil annoté article 1319, n° 134 et s. — PLANIOL, 6^e édition, t. II, n° 1204, P., 397 et 398).

Pour satisfaire au vœu de la loi, cet écrit doit donc émaner de la personne à laquelle on l'oppose, de ceux qu'elle représente ou de ceux par lesquels elle a été représentée, notamment ses mandataires (Cass. civ., 6 janvier 1891 (2 espèces), D. P., 91.1.57. — Paris, 29 novembre 1892, D. P., 93.2.473. — Cass. Req., 16 juin 1890, D. P., 91.1.97 et la note de M. Planiol). S'il n'émane pas d'elle il faut au moins qu'elle se le soit approprié par consentement exprès ou tacite (Cass., 6 janvier 1891, D. P., 91.1.57) : ni sa signature, ni son écriture ne sont exigées à cet effet. Ainsi, il peut résulter des conclusions produites par une partie, dans une instance à l'appui de ses prétentions (Req., 18 décembre 1895, D. P., 96.1.134. — 4 novembre 1901, D. P., 1901.1.528. — 13 avril 1908, D. P., 1908, 1.363. — Civ., 22 décembre 1914, D. P., 1917.1.88), de déclarations faites par le prévenu dans des interrogatoires subis devant le juge d'instruction (Crim., 8 décembre 1893, D. P., 97.1.266), de réponses contenues dans un procès-verbal d'interrogatoire sur faits et articles dressé dans les formes prévues par les articles 325 à 336 du Code de procédure civile (Civile, 5 mars 1895, D. P., 95.1.236. — Req., 14 février 1900, D. P., 1900.1.287. — 5 mai 1909, D. P., 1909.1.309) d'un

procès-verbal de conciliation dressé par le juge de paix (Cass., 18 décembre 1899, S., 1900.1.328), d'un acte authentique non signé par la partie ne sachant pas (Cass., 3 novembre 1891, D. P., 92.1.463), d'un message téléphonique dicté (Seine, 6 décembre 1901, D. P., 1903.2.113 et note de M. Valéry) d'un procès-verbal de gendarmerie certifié et confirmé par la signature des parties (Cass. Req., 9 décembre 1913, D. P., 1919.1.29 et note signée H. L.).

Aussi les parties agiront-elles prudemment en rédigeant toujours, lors de la conclusion de l'acte, une contre-lettre destinée à fournir éventuellement la preuve écrite du déguisement. (En ce sens Dijon, 28 mars 1862, D. P., 62.2.188. — LAURENT, t. XII, n° 328 et 427. — BAUDRY-LACANTINERIE et COLIN, t. I, n° 1255 et s. — COLIN et CAPITANT, t. III, n° 764).

B) Les tiers.

Les tiers, c'est-à-dire les personnes autres que les parties contractantes, ne sont pas en situation de se procurer une preuve écrite de la simulation. En outre, la défense de prouver par témoins contre et outre le contenu aux actes formulée par l'article 1341 ne leur est pas applicable. Aussi a-t-on pu, à bon droit, les admettre à prouver cette simulation par témoins ou par présomptions, par application des articles 1348 et 1353, (En ce sens les mêmes auteurs que *supra*. Req., 3 juin 1863, D. P., 63.1.429, S., 64.1.269. — Req., 20 juillet 1868, D. J. G., V° dispositions entre vifs et testamentaires, n° 329, S., 86.1.362. — Cass., — 27 juillet 1896, S., 97.1.327, D. P., 97.1.421 et la note. — 29 novembre 1897, S., 1902.1.15, D. P., 98.1.108. — 10 mai 1905, D. P., 1908.1.276).

D'une manière générale, on entend par tiers tous ceux qui ne sont pas les ayants-cause des parties contractantes ou qui n'agissent pas en qualité d'ayants-cause des dites parties.

Et l'on doit nécessairement considérer comme tels les héritiers purs et simples ou bénéficiaires, lorsqu'ils criti-

quent les dispositions prises à leur préjudice par le défunt, car ils agissent alors non pas comme les représentants de ce dernier, mais en vertu du droit qu'ils tiennent de la loi de se prévaloir des règles relatives à la capacité, au rapport ou à la réduction, dont directement le donateur ne peut s'affranchir et dont indirectement il a pu vouloir écarter l'application en déguisant sa libéralité ; il en est de même des co-propriétaires par indivis avec le ou les donateurs des biens ayant fait l'objet de la donation déguisée (V. notam. Cass., 3 juin 1863, S., 64.1.269, D. P., 64.1.429. — 20 juillet 1868, S., 68.1.362. — BAUDRY-LACANTINERIE et COLIN, t. I, n° 1256. — BAUDRY-LACANTINERIE et BARDE, *Des obligations*, t. I, n° 737 ; t. IV, n° 2634).

Conformément à ces principes, la preuve testimoniale a été admise au profit d'héritiers réservataires demandant à établir l'atteinte portée à leur droit par une donation déguisée (AUBRY et RAU, 4^e édition, t. VIII, p. 350. — DEMOLOMBE, t. XXX, n° 179. — LAURENT, t. XII, n° 339, al. 2 ; t. XIX, n° 588. — En ce sens Pau, 21 mars 1860, D. P., 61.2.96. — Orléans, 23 février 1861, D. P., 61.2.96. — Req., 18 août 1862, S., 63.1.265, D. P., 63.1.144. — Pau, 6 juin 1864, S., 65.2.105. — Req., 20 mars 1865, S., 65.1.208, D. P., 65.1.285. — Req., 1^{er} avril 1885, S., 86.1.168). Elle a été également admise au profit des héritiers, réservataires ou non, prétendant que leur auteur a fait des dispositions sous forme de donations déguisées ou de donations par personnes interposées au profit de personnes incapables (AUBRY et RAU, 4^e édition, t. VIII, p. 350. — DEMOLOMBE, t. XXX, n° 179. — LAURENT, t. XIX, n° 588, al. 3, 4 et 5, P., 610 *in fine* et 611. — PLANIOL, t. III, n° 2986. — Req., 28 mars 1859, S., 60.1.346, D. P., 59.1.442. — Limoges, 13 mai 1867, D. P., 67.2.81. — Grenoble, 29 février 1872, S., 74.2.87, D. P., 74.2.168. — Lyon, 10 janvier 1883, S., 84.2.136, D. P., 83.2.231. — Req., 15 décembre 1891, S., 92.1.23, D. P., 92.1.116. — Dijon, 17 février 1897, D. P., 98.2.61). Les héritiers du donateur sont admis également à prouver par témoins les faits donnant lieu au rapport (LAURENT, t. XII, n° 329, al. 2, t. XIX, n° 587. — BAUDRY-

LACANTINERIE et WAHL, *des successions*, t. III, n° 1929 al. 3. — Orléans, 26 juillet 1849, D. P., 50.2.29. — Orléans, 24 novembre 1855, S., 56.2.386, D. P., 56.2.259. — Civ. 13 août 1866, S., 66.1.383, D. P., 66.1.467. — Orléans, 2 août 1890, D. P., 91.2.209). La preuve testimoniale est également admissible pour établir le déguisement de donations faites au mépris des droits des co-propriétaires indivis avec le donateur des biens qui en font l'objet (Req., 3 juillet 1922, R. N., 19.372), ou au mépris des droits des créanciers (AUBRY et RAU, 4^e édition, t. VIII, p. 350 texte et note 24. — DEMOLOMBE, t. XXX, n° 179. — LAURENT, t. XIX, n° 603. — PLANIOL, t. II, n° 1207. — Req., 31 juillet 1872, S., 73.1.117, D. P., 73.1.340. — Req., 22 mars 1875, S., 76.1.111).

C) Cas d'erreur, de violence, de dol ou de fraude

Celui qui attaque la validité d'un contrat pour cause de violence, d'erreur, de dol ou de fraude à la loi, a été dans l'impossibilité de se procurer une preuve littérale de ce vice ; aussi peut-il invoquer à son profit les dispositions des articles 1348 et 1353 du Code civil qui lui donnent dans ce cas-là, le droit de recourir à la preuve testimoniale (Req., 25 novembre 1895, D. P., 96.1.230).

Cette disposition est d'ordre absolument général et elle s'applique tant aux tiers qu'aux parties contractantes.

Celles-ci sont donc admises à prouver la simulation tant par témoins que par présomptions, même en l'absence d'un commencement de preuve par écrit :

1^o) Si cette simulation a été consentie sous l'empire de l'erreur, de la violence ou du dol (BAUDRY-LACANTINERIE et BARDE, *des Obligations*, t. I, n° 737. — AUBRY et RAU, 4^e édition, t. VIII, p. 351).

2^o) Si cette simulation a eu pour but de cacher une fraude à la loi, de faire échec à une disposition impérative de celle-ci (Req., 23 mai 1887, D. P., 87.1.499. — 22 janvier 1895, D. P., 95.1.205. — 17 juillet 1906, D. P., 1907.1.247).

Ainsi pourra-t-on prouver, par ce moyen que, sous une obligation ayant pour cause apparente un prêt d'argent, se dissimule une obligation ayant en réalité pour cause un dédit de mariage (AUBRY et RAU, 4^e édition, t. VIII, p. 354, texte et note 31. — Civ., 11 juin 1838, S., 38.1.492 et 494), une dette de jeu (AUBRY et RAU, t. IX, p. 576. — Req., 4 novembre 1857, D. P., 57.1.441), la dissimulation d'une partie du prix d'une cession d'office (AUBRY et RAU, t. VIII, p. 354. — Req., 24 février 1863, S., 63.1.183, D. P., 63.1.236, — Bourges, 18 novembre 1890, S., 92.2.241). Plus particulièrement, en matière de donations déguisées, ce principe a été admis au cas où il y avait eu déguisement d'une disposition testamentaire ou à cause de mort, ce contrat n'étant pas susceptible, en vertu de l'article 1130, de s'appliquer aux pactes sur succession future (Req., 14 novembre 1843, D. J. G., V^o dispositions entre vifs et testamentaires, n^o 1677, 1^o et 1684, 6^o) ou, s'il y a eu simulation d'un partage anticipé (Req., 14 novembre 1816, D. J. G., *eod.*, V^o n^o 1677, 2^o) ou si la donation a été déguisée sous la forme d'un acte à titre onéreux, pour éviter le paiement de droits de mutation (Req., 27 octobre 1903, D. P., 1903.1.574 sur pourvoi d'arrêt de Grenoble, du 26 juin 1901).

« Attendu, dit cette décision, que le dit arrêt (Grenoble) constate en outre que les actes litigieux n'avaient été conservés que pour dissimuler l'existence de biens délaissés par la dame B... et éviter ainsi le paiement des droits de mutation, qu'en décidant, par suite, que cette circonstance caractéristique d'une fraude à la loi suffisait à elle seule, en dehors de tout commencement de preuve par écrit, à autoriser la preuve de la simulation, le juge du fait... n'a violé aucun des textes visés... »

D) Du sens de l'article 1353 et de sa portée.

Ainsi que les définissent l'article 1349 du Code civil, les présomptions sont des conséquences que la loi ou le magistrat tire d'un fait connu à un fait inconnu. Elles diffèrent

de la preuve en ce que cette dernière fait foi directement et par elle-même, d'un fait, tandis qu'elles en font foi par des conséquences tirées d'un autre fait. Celles que la loi a prévues sont des présomptions légales ; les autres sont abandonnées aux lumières et à la prudence des magistrats « dans les cas seulement où la loi admet les preuves testimoniales, à moins que l'acte ne soit attaqué pour cause de fraude ou de dol ». Ce sont les présomptions simples ou de l'homme.

Cette disposition est mal rédigée ; de l'adjonction de ce dernier membre de phrase, il semblerait ressortir que la fraude et le dol ne peuvent être prouvés par témoins, bien qu'ils puissent être prouvés par présomptions. Cette interprétation est repoussée par les auteurs avec juste raison (V. notamment LAURENT, t. XIX, n^o 625 et 633. — BAUDRY-LACANTINERIE et BARDE, t. IV, n^o 2697). L'article 1348 autorisant la preuve par témoins, dans le cas où l'on n'a pu se procurer une preuve écrite, ce qui est le cas de la fraude et du dol, il n'est pas admissible que l'article 1353 vienne restreindre, dans ce cas particulier, les modes de preuve permis aux présomptions simples alors qu'il pose, comme principe, que la preuve par présomptions (qui est en réalité un raisonnement concluant d'une réalité à une probabilité) est recevable lorsque la preuve testimoniale l'est. Le dernier membre de phrase de l'article est donc bien inutile, et l'on peut dire, d'une manière générale, que les présomptions sont admises dans tous les cas où la loi admet la preuve testimoniale, soit comme règle à raison de la valeur pécuniaire des litiges, soit comme exception quand il y a commencement de preuve par écrit, ou lorsqu'ils s'agit de prouver le dol ou la fraude.

§ II. — INSTANCES DE DROIT FISCAL

L'Administration de l'Enregistrement possède une action directe, ainsi que nous l'avons vu précédemment, pour faire établir en justice la simulation des contrats. Et, ce

faisant, elle doit jouir des mêmes droits que les tiers pour faire déclarer l'existence de cette simulation.

Mais tout d'abord, il y a lieu de remarquer que, le plus souvent, la preuve littérale fera défaut, car les débiteurs des droits ont toujours grand soin de ne fournir au Trésor aucun aveu qui leur soit opposable. En outre, il résulte des dispositions de l'article 65 de la loi du 22 frimaire an VII et de l'article 17 de la loi du 27 Ventôse an IX, que l'instruction des instances, en matière d'enregistrement, doit avoir lieu exclusivement par écrit. Tout débat oral est interdit à peine de nullité du jugement. Or la prohibition de la procédure orale exclut la preuve par témoins puisque la forme de l'enquête, telle qu'elle est réglée par le Code de procédure civile, suppose nécessairement l'existence d'un débat oral. C'est pour ce motif que la Cour de Cassation a décidé que la preuve testimoniale n'était pas admissible dans les instances relatives aux droits d'enregistrement (Cass. civ., 20 février 1860, S., 60.1.475. Inst. 2185, § 4. — 19 mars 1862, S., 62.1.537. Inst. 2223, § 4).

Les présomptions paraissent alors être les seuls moyens de preuve que la Régie pourra invoquer pratiquement en justice, pour établir le déguisement.

« La raison indique, porte un mémoire de l'Administration analysé au R. P., 6188, que les présomptions constituent les preuves naturelles de la fraude. Celui, en effet, qui a commis une fraude, évitera toujours de la révéler et si les tiers dont les intérêts sont compromis en étaient réduits à attendre, pour obtenir réparation, qu'un acte émané de la partie vint reconnaître leurs droits, la fraude resterait souvent impunie ».

I. — PLUSIEURS OBJECTIONS ONT ÉTÉ FORMULÉES POUR CONTESTER CE DROIT A L'ADMINISTRATION

A) *Théorie de Championnière et Rigaud*

Pour ces auteurs (*op. cit.*, n° 46,135,658 — *supp.* n° 1024),

les droits d'enregistrement doivent être distingués en droits d'actes, qui ne sont exigibles que s'il existe un acte présenté à la formalité, et en droits de mutation qui sont dûs indépendamment de tout acte, par le fait même de la convention.

« Aux termes de l'article 2 de la loi du 22 Frimaire an VII, disent-ils, notamment, le droit est proportionnel ou fixe selon la nature des actes et des mutations. Il résulte de ces expressions, dont le sens est fort clair, que, dans la perception d'un droit d'acte, c'est à la nature de l'acte qu'il faut s'attacher, mais que, dans les mutations, c'est à la nature des mutations. Les droits d'actes n'étant exigibles que sur l'acte représenté, son existence matérielle est toujours incertaine ; on n'a plus alors qu'à en déterminer la nature. Or, cette nature est indiquée par l'acte lui-même, elle ne le serait pas par des circonstances extérieures. Ces circonstances pourraient faire connaître une convention cachée, des dispositions secrètes, des faits dissimulés, mais cette convention, ces dispositions, ces faits sont tout autre chose que l'acte qu'il s'agit d'enregistrer ; loin que l'acte en soit la preuve, c'est-à-dire qu'il les mette au jour, il est le voile qui les cache ; pour les découvrir, il faut le déchirer. Jamais, dans un acte de vente, on ne peut voir le titre d'une donation ; si la donation est prouvée, ce ne sera pas par l'acte, ce sera par d'autres moyens et malgré l'acte. La nature d'un acte est donc déterminée par son contenu et par son contenu seul ; percevoir selon sa nature, c'est-à-dire percevoir le droit établi par la convention qu'il indique, qu'il prouve, dont il est le titre. Appliquer le droit en considérant les circonstances extérieures, c'est percevoir selon la nature de la convention réelle, mais non selon la nature de l'acte ; c'est faire porter le droit sur le contrat verbal et non sur le contrat écrit, c'est méconnaître le vœu de la loi qui n'atteint pas le premier mais le second. En un mot, à l'égard des droits d'actes, il faut prendre l'écrit tel qu'il est ; pour établir la perception on ne doit admettre aucune preuve, de quelque nature qu'elle soit contre et outre son contenu.

ni sur ce qui serait allégué avoir été dit, fait ou convenu avant, lors ou depuis sa rédaction (Art. 1341 du Code civil). »

Et Dalloz (J. G., V^o Enregistrement, n^o 79) en conclut qu'à l'égard des droits d'actes, il faut prendre l'écrit tel qu'il est, sans qu'il soit possible à l'Administration de faire preuve outre et contre son contenu.

Mais cette théorie n'a son fondement dans aucun des textes généraux de la loi fiscale, et elle ne résulte d'aucun des principes du droit ; elle est d'ailleurs aujourd'hui abandonnée, car on doit lui substituer la classification des droits d'enregistrement en droits exigibles dans un délai déterminé (mutations de propriété ou de jouissance d'immeubles, mutations par décès, mutations de fonds de commerce, actes assujettis à l'enregistrement dans un délai déterminé) et en droits non exigibles dans un délai déterminé (actes non assujettis à l'enregistrement dans un délai déterminé). Au surplus, son application aboutirait purement et simplement, ainsi que cela a été exposé plus haut, à paralyser le droit que possède l'Administration de combattre la fraude, comme lui refusant le seul moyen susceptible de la vaincre.

B) Théorie de Demante

(Principes de l'Enregistrement n^o 600 et suiv).

Se basant sur les motifs d'un arrêt de la Cour de Cassation du 29 février 1860 précité, qui a refusé à l'Administration le droit de se servir de la preuve testimoniale, il fait application des mêmes principes à la preuve par présomptions. D'une part le législateur n'a pas voulu que l'on puisse enquêter et pénétrer les secrets de famille, et, d'autre part, la procédure écrite est incompatible avec tout débat oral ou interrogation.

Mais il est facile de répondre que, si le législateur a eu réellement en vue de ne pas violer le secret des familles, en prohibant l'enquête ou la descente sur les lieux, il n'a jamais songé à prohiber l'emploi des présomptions. A la différence des premières, celles-ci n'ont rien d'inquisitorial. Si par

l'enquête on pouvait forcer les témoins à dévoiler des faits, que l'on peut avoir un intérêt très légitime à ne pas dévoiler, le procédé d'argumentation par présomption opère différemment. On prend, comme point de départ, des faits connus constants, qui ne supposent aucune recherche, et par un raisonnement très simple que le juge apprécie souverainement, on en déduit un autre fait, sans qu'il en résulte un trouble quelconque pour les parties adverses. Enfin, la mise en œuvre de ce moyen de preuve est compatible avec la procédure fiscale puisqu'elle ne fait intervenir ni débat oral ni procédure orale.

Enfin il y a lieu de remarquer que, loin de prohiber sévèrement et définitivement ce genre de preuves, le législateur l'a reconnu formellement en instituant de nombreuses présomptions légales pour le recouvrement de l'impôt (v. notam. Mutations : loi du 22 frimaire an VII art. 12 et 13 ; loi du 28 février 1872, art. 9 ; Successions : loi du 25 février 1904, art. 7 et 11 ; loi du 21 juin 1875, art. 6 ; loi du 30 juin 1923, art. 20).

Les présomptions de l'homme constituent donc bien un mode de preuve non seulement compatible avec l'économie des lois d'Enregistrement, mais spécialement prévu par ces lois.

C) Argumentation tirée de l'article 1353 du Code Civil.

On a objecté en outre que l'article 1353 décide que les présomptions simples ne doivent être acceptées que dans les cas où la loi admet la preuve testimoniale ; par conséquent, cette preuve étant prohibée en matière fiscale, les présomptions simples sont également irrecevables, dans les instances ayant pour but le recouvrement de l'impôt.

Cette argumentation constitue la base d'une consultation de Demolombe au sujet de l'instance qui a donné lieu à l'arrêt de la Cour Suprême du 27 juin 1883 (R. P., 6. 188. J. E., 22. 126. R. N., 6. 748. Inst. 2687, § 2).

« Il est maintenant reconnu, porte cette consultation, que la preuve testimoniale n'est pas recevable pour établir

les dissimulations. Or, la preuve par présomptions n'est admise que dans les cas seulement où la loi admet les preuves testimoniales. C'est le texte formel de l'article 1353, et le motif qui a amené le législateur à placer ces deux preuves sur la même ligne est très sage ; si la preuve testimoniale offre des incertitudes, la preuve par présomptions en présente autant, sinon plus. Qu'y-a-t-il de plus incertain que les probabilités qui pourront convaincre l'un, mais ne réussiront pas à persuader l'autre ? »

Mais tel n'est pas le véritable sens de l'article 1353. Ainsi que l'a fait remarquer à plusieurs reprises l'Administration, la prohibition des présomptions comme l'interdiction des témoignages, n'est, dans la pensée du législateur, que la sanction des dispositions qui veulent que tout acte soit rédigé par écrit. C'est pour assurer l'exécution de cette prescription, qui est d'ordre public, que la loi refuse d'admettre, toutes les fois que les parties sont en faute de n'y avoir pas obéi et dans les mêmes cas, la preuve au moyen de présomptions (V. Demolombe, t. XXX, n° 240). Si les parties ont méconnu les prescriptions de la loi, elles ne pourront ni faire entendre des témoins, ni invoquer des présomptions de fait. Si, au contraire, elles se trouvent dans les cas exceptionnellement prévus par la loi (art. 1347 et 1348), elles pourront à volonté, user indistinctement de l'une ou de l'autre preuve, si toutes les deux se trouvent à leur portée, ou de l'une des deux seulement, si quelque obstacle de fait ou de droit s'oppose à ce que l'autre preuve puisse être administrée. Pour adopter une solution contraire, il faudrait démontrer que la loi a eu en vue d'unir indissolublement l'un à l'autre ces deux modes de preuve et de faire de l'un le complément de l'autre. Mais, ainsi que la jurisprudence et les auteurs l'ont fait à bon droit remarquer, le législateur n'a à aucun moment, limité les pouvoirs du juge sur ce point. Le vieil adage : *Testis unus, testis nullus* a été rejeté par le Code civil. Or, les présomptions sont assimilées aux témoignages ; dans ces conditions, il n'est pas plus exigé, pour rapporter la preuve d'un fait, que l'on produise devant les magistrats, pour y parvenir, de nombreux té-

moignages et de nombreuses présomptions. Un seul témoignage ou une seule présomption peut fort bien déterminer et motiver la conviction du Tribunal (V. en ce sens, AUBRY et RAU, t. VIII, § 766, p. 359, texte et note 6. Paris 18 août 1851, D. P., 52. 2. 96). Comme le fait remarquer justement M. LAURENT, (t. XIX, n° 631) « l'exception de l'article 1348 s'applique aussi aux présomptions. Quand le créancier a été dans l'impossibilité de se procurer une preuve littérale, il est admis à faire la preuve par témoins de l'obligation contractée envers lui. Mais le plus souvent les témoignages manquent également ; dans ce cas, on recourt aux présomptions, en vertu de l'article 1353. Voilà pourquoi cette disposition est d'une application si fréquente ».

L'Administration, qui n'a pu avoir en mains une preuve écrite de la fraude, se trouve placée dans une de ces situations où la loi, se départissant de son inflexible rigueur, autorise la preuve de la simulation par voies de témoignages ou de présomptions. Toutefois, elle rencontre dans les formes de procédure qui lui sont imposées par des textes spéciaux, un obstacle légal à la comparution et à l'audition des témoins. On doit en conclure simplement non que la preuve par témoins et la preuve par présomptions lui sont interdites, mais que par suite de l'incapacité spéciale qui la frappe, en ce qui concerne les témoignages, le deuxième procédé lui est seul permis, puisqu'il se prête fort bien aux exigences de la procédure écrite.

Nous avons d'ailleurs vu précédemment que tous les modes de preuve, quels qu'ils soient, sont toujours de nature à être employés, soit par les tiers, soit même par les parties contractantes, lorsqu'il y a lieu d'établir une simulation, pour cause de dol, erreur, violence ou de fraude à la loi. Or l'Administration, quand elle agit dans ces cas par voie d'action directe, poursuit précisément toujours ce dernier but. Il faut ajouter que, bien souvent d'ailleurs, elle appuie sa prétention sur un commencement de preuve par écrit.

Elle se trouve donc par conséquent, de toutes façons, dans la situation où la loi civile permet de combattre la

fraude au moyen de présomptions et d'utiliser celles-ci, s'il y a lieu, pour compléter l'assertion contenue dans ce commencement de preuve. (Rappr. R. G., 7^e édit. V^o Présomptions n^o 42, et s., — D. E., 4^e édit. V^{ls}, Présomptions et Successions n^o 2421, et s., — T. A., 2^e édit. V^o Enregistrement, n^o 143 et s., — NAQUET, t. III, p. 239).

II. — LA JURISPRUDENCE RECONNAIT CE DROIT A L'ADMINISTRATION

La jurisprudence a admis à bon droit que l'Administration pouvait utiliser, en vue d'établir l'existence de la fraude, tous les modes de preuve compatibles avec la procédure spéciale en matière d'enregistrement et notamment les présomptions de fait ou judiciaires, telles que les définit l'article 1349 du Code civil (V. notam. Cass. civ. 20 mars 1855, S., 55. 1. 271. D. P., 55. 1. 130. Inst. 2043 § 3. R. P. 342. J. E., 16. 039. — Civile 9 juillet 1861. R. P., 1519 J E. 17. 135. Inst. 2204, § 4, S., 61.1.788. D. P., 61. 1. 322. — 27 juin 1883. S., 85. 1. 33. Inst. 2. 687. §, 2).

« Attendu, lit-on dans les motifs de cet arrêt, qu'en prévoyant et punissant les omissions et les insuffisances dans les déclarations, l'article 39 de la loi du 22 frimaire, an VII, n'a rien précisé quant au genre de la preuve à l'aide de laquelle ces omissions ou insuffisances seraient constatées ; que si, du silence de cet article, à cet égard, on ne doit pas conclure qu'il y a lieu d'admettre toutes les preuves du droit commun et spécialement celles qui, comme l'enquête ou la preuve testimoniale, sont contraires au texte et à l'esprit de la loi fiscale, il est juste au moins d'en induire que la preuve peut résulter soit des actes des parties, ou de leurs ayants-cause, soit même des présomptions tirées des faits constants au procès et des actes qui parviennent par l'enregistrement à la connaissance de l'Administration ou que la loi soumet à son droit d'investigation et qui la mettent ainsi à même d'exercer son droit de contrôle. »

Au cas particulier d'une donation déguisée, les présomptions, sur lesquelles l'Administration s'appuie pour faire triompher sa réclamation en justice, peuvent être tirées soit des actes opposables aux parties (formes et clauses de l'acte incriminé ou de tout autre écrit), mais ne prouvant pas directement la fraude commise, soit même des actes qui leur sont étrangers ou de tout autre fait constant au procès (relations existant entre les parties, circonstances extérieures diverses). Elles varient d'ailleurs à l'infini suivant les cas d'espèces et il n'est pas possible de les prévoir toutes.

Néanmoins, l'article 1353 du Code civil exige qu'elles présentent des caractères bien déterminés pour faire preuve.

Tout d'abord, il faut que les faits allégués soient de nature à déterminer la conviction du juge, d'une manière certaine et non équivoque, de façon à ce que l'examen du fait reconnu constant l'amène par un raisonnement exact à conclure indubitablement au fait que l'on s'attache à établir. C'est donc dans ce sens que les présomptions doivent être *graves*. Il faut en outre que ces faits soient suffisamment bien établis, pour servir de point de départ exact au raisonnement : les présomptions doivent donc être *précises*. Enfin elles ne doivent pas se contredire et se détruire les unes les autres, elles doivent au contraire se fortifier mutuellement ; elles doivent donc être *concordantes*. (En ce sens, LAURENT, t. XIX, n° 636, — AUBRY et RAU, t. VIII, § 766, p. 358. — BAUDRY-LACANTINERIE et BARDE, t. IV, n° 2697. — Cass., 21 février 1872. S., 72.1.367. — 27 juillet 1874. S., 75. 1. 15).

C'est dans ces conditions que, pour faire triompher ses réclamations, en matière de donations déguisées, l'Administration doit invoquer, à l'appui de sa demande, un certain nombre de circonstances de fait qui, dans leur ensemble, doivent être suffisamment *graves*, *précises* et *concordantes* pour faire tomber le voile qui cache les véritables stipulations des parties et faire apparaître l'intention de libéralité du donateur.

CHAPITRE V

Des pouvoirs respectifs des tribunaux et de la Cour de Cassation dans les instances en matière de simulation

Il y a lieu de distinguer à cet effet les instances intervenues entre parties ou à la requête de tiers autres que l'Administration de l'Enregistrement, de celles qui ont pour but le recouvrement des impôts dont la perception est confiée à celle-ci.

§ I. — INSTANCES PUREMENT CIVILES

Dans toute instance en matière de donation déguisée, le juge a à examiner les faits de la cause qui lui sont soumis pour déterminer les intentions des parties qui ont contracté, la nature et le nom réel de la convention ainsi arrêtée et à voir si les formes réellement employées sont valables, afin d'en tirer toutes les conséquences légales nécessaires. Il a donc par conséquent à statuer sur des points de fait et sur des points de droit.

Si les parties épuisent les deux degrés de juridiction prévus par la loi, dans quelle mesure la décision définitive rendue sur ces points, pourra-t-elle faire l'objet d'un pourvoi en cassation ?

On sait que la Cour de Cassation n'est pas un troisième degré de juridiction. Elle n'a pas à décider quelle est des deux parties en procès celle qui a gain de cause, celle qui, en fait dans l'espèce particulière qui lui est soumise, a dé-

montré l'exactitude, l'existence et la mesure de son droit. Elle a à déclarer seulement si, à cette espèce, « c'est bien le droit, la loi qui a été appliquée, telle qu'elle doit l'être à toutes les personnes quelconques, sujets d'un acte ou d'une situation juridique, identiques à l'acte ou à la situation qui lui sont soumis ». (GARSONNET et CÉZAR-BRU. *Précis de Procédure civile*, 7^e édit, n^o 897).

Comme l'a dit Merlin, à l'audience du 16 avril 1809 (Répertoire V^o Société) : « En créant la Cour, le législateur ne l'a point chargée de réparer toutes les erreurs des Tribunaux placés sous sa surveillance ; il ne l'a point investie, à leur égard, d'un pouvoir réviseur ; il ne lui a délégué que le droit d'examiner si, dans leurs arrêts, ils ont violé la loi ».

Cependant, aux termes de l'article 1134 du Code civil, « les conventions légalement formées tiennent lieu de lois à ceux qui les ont faites ». Doit-on en conclure que la décision judiciaire qui viole ou interprète faussement une convention puisse être déférée à la Cour Suprême pour violation ou fausse interprétation de la loi ? La difficulté doit être résolue par une distinction.

§ I. — DE L'APPRÉCIATION DES POINTS DE FAIT INTERDITE A LA COUR DE CASSATION

Tout d'abord, il est hors de doute que le Tribunal de première instance ou la Cour d'Appel ont seuls qualité pour examiner et déterminer souverainement tous les points de fait, pour apprécier les moyens de preuve rapportés.

Quand une partie fait appel de la décision d'un tribunal secondaire, elle soutient que le procès a été mal jugé en première instance, que les faits ont été mal examinés ou déterminés inexactement, ce qui a abouti à décrire d'une manière erronée les intentions réelles des parties ou à qualifier inexactement le contrat litigieux. Le droit et la loi sont considérés *subjectivement* : la Cour d'appel a pour mission d'examiner à nouveau la cause qui lui est soumise, en fait et en droit, au fond et en la forme ; elle recherche à nouveau

ce que les parties ont fait, ce qu'elles ont voulu en droit, quelle est l'étendue de leurs obligations respectives.

La Cour de cassation n'a pas à se préoccuper de savoir si les faits de la cause ont été exactement démêlés et si l'intention des parties a bien été interprétée. Elle a uniquement à rechercher si, étant donnés telle situation de fait et tel contrat conclu entre les parties, il a été fait à cette situation, à ce contrat, considérés objectivement, une application saine et exacte des dispositions de loi qui les régissent.

Par conséquent, il n'y a pas lieu à cassation si la décision dont il s'agit constitue simplement un « mal jugé », c'est-à-dire si, faute d'avoir constaté exactement les faits, elle renferme une erreur sur l'existence, la nature, la portée, les modalités ou quelque'une des clauses particulières de la convention (V. notam. Req., 24 février 1868. D. P., 68. 1. 308. — Civ., 28 juillet 1868. D. P., 68. 1. 403. — Req., 24 mai 1870. D. P., 71. 1. 250. — 20 avril 1874. D. P., 74. 1. 329. — 15 juillet 1875. S. 77. 1. 26. D. P., 76. 1. 232. — 14 février 1888. S. 90. 1. 477. — Civ. 25 juillet 1888. S. 90. 1. 64. D. P., 89. 1. 418. — 10 avril 1889. S., 90. 1. 214. D. P., 89. 1. 401).

En matière de donation déguisée sous les apparences d'un acte à titre onéreux, l'appréciation de l'intention de libéralité du donateur, basée sur des appréciations exactes ou inexactes des faits, rentre donc dans les attributions exclusives des juges du fond : leur décision n'est donc pas susceptible de cassation. (V. parmi les arrêts les plus récents : Req., 21 juillet 1852. D. P., 53. 1. 110. — Req. 3 juillet 1863. D. P., 63. 1. 429. — Civ., 11 février 1896 (Motifs) D. P., 96. 1. 153. — Req., 15 janvier 1890. D. P., 91. 1. 30. — Req., 3 décembre 1895. D. P., 96. 1. 284. — Cass., 26 mai 1908. S., 1909. 1. 508. — 31 mars 1909. D. P., 1909. 1. 256. — 15 juillet 1909. D. P., 1910. 1. 466).

Ainsi échappe au contrôle de la Cour suprême la décision par laquelle il est déclaré que la pension viagère reconnue à un père par son enfant dans le contrat de mariage de celui-ci ne constitue pas le simple accomplissement d'une obligation légale, mais bien une véritable libéralité (Req., 10

janvier 1877. S., 77. 1. 72). De même il appartient exclusivement aux juges du fond de rechercher si un contrat dont la nature est incertaine ou équivoque constitue une vente ou une donation, cette opération exigeant nécessairement et uniquement l'interprétation de l'acte d'après l'ensemble de ses dispositions et les circonstances qui s'y rattachent (Req., 9 juillet 1879. D. P., 81. 1. 27. — 7 décembre 1885. D. P., 87. 1. 324) ou de rechercher s'il y a eu intention de faire la libéralité par préciput (V. Jurisprudence citée au chapitre II, § 3. GP 26).

§ II. — DES POUVOIRS DE LA COUR DE CASSATION

Mais le juge du fond, après avoir vérifié et constaté les actes et les faits souverainement, n'a pas le droit de les qualifier arbitrairement dans leurs rapports avec les lois. Autrement, les pouvoirs que détient la Cour en vue de faire respecter les lois et d'uniformiser la jurisprudence seraient absolument inopérants et inefficaces. En outre, si les tribunaux ont le droit d'interpréter les conventions des parties et de rechercher leurs intentions, ils n'ont pas le droit, ce faisant, de violer eux-mêmes ces conventions en travestissant la volonté clairement exprimée des contractants, en changeant la nature et l'essence même des actes, telles qu'elles résultent manifestement de leur teneur.

La décision du juge du fond peut donc être censurée par la Cour suprême, si la solution qu'elle donne, quant à la formation, à la qualification, aux caractères ou aux effets légaux d'un contrat implique une violation de la loi (Civ. 23 février 1869. D. P., 69. 1. 196. — 3 mars 1869, S., 69. 1. 149. D. P., 69. 1. 200. — 15 janvier 1873, S., 73. 1. 29. D. P., 73. 1. 180. — 29 février 1888. S., 89. 1. 150. — 24 décembre 1888. S., 89. 1. 119. D. P., 89. 1. 415).

« Attendu, dit cet arrêt, que si large que soit le pouvoir d'appréciation qui appartient aux juges du fond à l'effet de déterminer le sens et la portée de la convention des parties, il ne saurait aller jusqu'à leur permettre, sous pré-

texte d'interprétation, de les dénaturer ouvertement ni surtout de destituer de leurs effets légaux et de leurs conséquences nécessaires celles dont ils ont eux-mêmes constaté l'existence. »

Un arrêt de la chambre des Requêtes en date du 22 novembre 1865 (S. 66. 1. 23. D. P., 66. 1. 108) distingue bien nettement le mal jugé de la fausse interprétation de la loi. « Attendu, s'exprime-t-il, qu'il ne peut y avoir violation de l'article 1134 qu'autant que le juge, après avoir constaté l'existence et le sens d'un contrat, croirait pouvoir modifier, sous un prétexte quelconque, ce qu'il reconnaîtrait avoir été convenu entre les parties et non lorsqu'il se borne à fixer le sens de la convention par interprétation de l'intention des parties, que, si erronée qu'elle puisse être, une telle interprétation ne constitue qu'un mal jugé qui ne tombe pas sous la censure de la Cour de cassation. » (Rapp. Req., 28 mai 1873. S., 74. 1. 79. D. P., 73. 1. 416. — 19 juillet 1876. S., 77. 1. 53. D. P., 77. 1. 365. — Comp. Civ., 23 mars 1886. D. P., 86. 1. 43).

En définitive, la Cour n'a pas qualité pour décider si les constatations faites par les juges du fond sont, en fait, exactes, mais bien le devoir de rechercher si les conséquences qu'ils ont tirées de ces constatations sont juridiques. Elle a donc le droit d'user elle-même de son pouvoir d'appréciation toutes les fois que, sous prétexte d'interprétation, les tribunaux auront porté atteinte à des droits que la loi a mis sous sa protection ou lorsque, après avoir vérifié des actes ou constaté des faits, il en auront tiré une conséquence légale, erronée ou contradictoire. (En ce sens, D. J. G., V^o Cassation n^o 1580 et s. — BAUDRY-LACANTINERIE et BARDE, t. I, n^{os} 336 et 337. — DEMOLOMBE, t. XXIV, n^o 388. — LAURENT, t. XVI, n^o 180).

En matière de donation déguisée, notamment, on sait qu'il n'y a simulation valable que s'il y a eu réellement et en fait intention de libéralité de la part du donateur et que si l'acte à titre onéreux qui voile la disposition à titre gratuit revêt les formes mêmes exigées par la loi pour sa validité.

La Cour ne peut pas rechercher s'il y a eu réellement

intention de donner ; mais elle se réserve le soin de vérifier si les formes du contrat à titre onéreux ont été bien employées et quel est le caractère apparent de ce contrat, pour déterminer si la libéralité a été à tort ou à raison validée ou annulée. Ces deux éléments de la validité sont en effet indépendants l'un de l'autre.

Après avoir hésité dans cette voie (V. Req. [7 janvier 1862. D. P., 62. 1. 188. — Civ. 23 mai 1876. D. P., 76. 1. 254), la jurisprudence est maintenant nettement fixée en ce sens (Civ. 11 juillet 1888, D. P., 89. 1. 479. — 11 février 1896. D. P., 96. 1. 153 et note de M. Sarrut).

« Attendu en droit, dit la Cour, dans cet arrêt, qu'une donation sous la forme d'un acte à titre onéreux est valable si elle est faite conformément aux règles exigées pour le contrat sous les apparences duquel elle est déguisée ; qu'il appartient à la Cour de cassation de déterminer si les formes d'un contrat à titre onéreux ont été employées et quel est le caractère apparent du contrat ;

Attendu, en fait, d'une part, que, par une appréciation rentrant dans les pouvoirs souverains des juges du fond, l'arrêt attaqué déclare que le prétendu contrat onéreux passé entre la dame Bruyère et le sieur Van de Vin n'était autre chose qu'une libéralité faite au dit Van de Vin et qui est ainsi conçue : « Je reconnais devoir à mon neveu, Joseph Van de Vin, la somme de 10.000 francs pour les soins donnés qui lui seront payés après mon décès », constitue dans sa forme une reconnaissance de dette, c'est-à-dire un contrat en apparence onéreux pour lequel les règles exigées ont été observées. Attendu par suite, qu'en déclarant nulle la libéralité faite par la dame Bruyère au sieur Van de Vin comme faite sans l'accomplissement des formalités prescrites par l'article 931 du Code civil, l'arrêt attaqué a violé l'article de loi sus visé. »

Et le savant commentateur de l'arrêt ajoute *in fine* : « Sans doute, le juge du fond doit consulter les éléments de la cause pour constater l'intention de donner, mais cette appréciation, quant au fond, est sans influence sur la forme de l'acte ; la forme est, par elle-même, indépendamment

du fond, ou celle d'un acte à titre gratuit ou celle d'un acte à titre onéreux. Une reconnaissance de dette peut être, au fond d'après l'intention du souscripteur, une donation ; elle est et demeure, en la forme, un acte onéreux ». C'est donc avec juste raison que la Cour, a, en l'espèce, révisé l'appréciation de la Cour d'appel puisqu'en prenant pour point de départ une situation de fait reconnue exactement et souverainement, elle en avait conclu à la nullité de la libéralité déguisée, ce qui violait ouvertement la loi.

II. — INSTANCES EN MATIÈRE FISCALE

Les jugements rendus en matière d'enregistrement ne peuvent pas être attaqués par la voie de l'appel (V. notam. Grenoble 16 novembre 1876, cité, R. G., 7^e édit. V^o instance n^o 383).

L'article 65 de la loi du 22 frimaire, an VII, dit en effet, que « l'introduction et l'instruction des instances auront lieu devant les tribunaux civils... les jugements seront rendus dans les trois mois au plus tard, à compter de l'introduction des instances... ils seront sans appel et ne pourront être attaqués que par voie de recours en cassation ».

Le pourvoi en cassation est donc le mode le plus ordinaire de voie de recours employé contre ces jugements.

Dans ces instances, le juge a à examiner quelle est la nature des actes qui lui sont soumis, soit à la lumière des lois, soit en appréciant les diverses preuves rapportées par les parties, et à en déduire le montant du droit d'enregistrement exigible. Plus particulièrement, en matière de donation déguisée, il a à rechercher et à établir, à l'aide des présomptions basées sur des actes ou des faits constants au procès, s'il y a eu réellement intention de donner de la part de celui qui a apparemment aliéné son bien au moyen d'un acte à titre onéreux ; et, suivant l'opinion qu'il s'est formée, il condamne le redevable au paiement du droit de donation ou le relève du montant de la réclamation. Or, la quotité de l'impôt est déterminée par la loi : toute décision

de justice qui porte condamnation ou absolution, en cette matière, fait donc une juste application de la loi ou la viole.

Quels sont, en vertu de ce principe, les pouvoirs de la juridiction suprême dans les instances fiscales ? A-t-elle le droit d'entrer dans l'examen des actes et des contrats relatifs à ces matières, pour en rechercher les caractères légaux et pour les qualifier d'après les faits établis ?

A) *La doctrine.*

Sous l'ancien régime, il était de principe, selon le témoignage de M. Joly de Fleury, que « les contraventions aux ordonnances, aux principes du domaine et aux édits de finances étaient toujours des moyens de fond. C'est pour cette raison, ajoute-t-il, qu'en ces matières qui sont toutes d'ordre public... on cumule parfois le rescindant et le rescisoire, et qu'en cassant un jugement on prononce sur le fond » (D. J. G., V^o Cassation, n^o 1594 et s.).

Ce principe n'ayant été inscrit dans aucun texte, soit avant, soit après la Révolution, Merlin a bien hésité avant de l'admettre et d'en trouver le motif. Impressionné par les décisions rendues par les juridictions féodales, il a tout d'abord exprimé l'avis que le simple mal jugé était considéré comme un moyen de cassation des jugements rendus en cette matière, « la Cour n'exerçant les fonctions qui lui sont attribuées que comme déléguée du souverain » (Rép. V^o Enregistrement, 4^e édit., n^o 14). Puis, revenant sur cette opinion, il déclara peu après que les jugements rendus en matière civile et les jugements rendus en matière d'enregistrement étaient susceptibles de recours en cassation, pour les mêmes motifs, et qu'il n'y avait pas lieu de faire de distinction entre eux à ce sujet. (*Op. cit.*, V^o cassation, n^o 48).

La vérité paraît être entre ces deux opinions extrêmes : le savant magistrat finit par l'apercevoir et il l'a précisée dans les termes suivants : « Quelque étendu, dit-il, que soit, sur les points de fait, le pouvoir des tribunaux qui jugent en dernier ressort, il ne va pas cependant, en matière fiscale, jusqu'à les autoriser à mettre en avant des

faits dont la fausseté est constatée, soit à nier des faits dont la preuve est sous leurs yeux. Autrement, il n'y a point de loi fiscale que les Tribunaux ne puissent violer ou appliquer à faux impunément, puisqu'ils n'auraient besoin pour cela que d'écarter les faits qui obligeraient à l'application de cette loi, ou d'imaginer des faits auxquels serait applicable telle loi qui pourtant est étrangère à l'objet de la contestation ». (*Op. cit.*, 4^e édit., V^o Enregistrement, p. 479).

Etant investie de la mission d'uniformiser la jurisprudence et de déterminer souverainement les règles de perception de l'impôt, la Cour devait avoir le droit, à cet effet, d'entrer dans l'appréciation des faits générateurs du dit impôt, sans quoi elle n'aurait pu utilement mettre un terme aux divergences des tribunaux et sauver la législation fiscale du désordre et des contradictions dans lesquels l'auraient jetée les tendances contraires de ces tribunaux.

« Ici, d'ailleurs, dit M. Tarbé, à la différence des contrats privés, la fausse interprétation est toujours une violation d'un texte formel et positif, car elle tend à soustraire à l'exigence d'un droit un contrat que la loi a qualifié pour l'y soumettre. Et la Cour ne donnerait pas force à la loi si elle abandonnait aux tribunaux le soin de rechercher cette qualification légale des actes et des contrats. Il ne s'agit plus d'intention équivoque, de volonté contestée ou de faits incertains, mais de l'application directe du droit à des faits que l'on prend dans des actes eux-mêmes, tels que les parties les rédigent et les présentent : *non extrinsecus aut aliunde, sed ex ipsomet instrumento* » (V. Inst., 1537, n^o 139).

La Cour peut donc rechercher quelle a été l'intention des parties, parce que c'est d'après la qualification donnée aux actes que se déterminent la nature et la quotité du droit qui peut être perçu et que, par conséquent, l'appréciation inexacte de cette intention entraînerait une violation de la loi fiscale.

B) La jurisprudence.

Au début, la jurisprudence a été très hésitante sur la nature des droits à reconnaître à la Cour : divers arrêts anciens (V, notam. Civ., 10 novembre 1824 et 18 février 1829, cités par Carpentier. Rep. Alfab. du Droit français, V^o cassation, n^o 2993 et s.) semblent ne pas lui permettre franchement la révision de l'examen des conventions des parties fait par le juge de première instance et de la qualification qu'il leur a données. Mais peu à peu la théorie de la révision s'est dessinée : on lit notamment dans un arrêt du 7 janvier 1835 (S., 35.1.540, D. J. G., V^o Enregistrement, n^o 97. Inst. 1537, n^o 139) : « Attendu que bien que la Cour ait, en ces matières, le droit de réviser l'appréciation des actes pour leur conserver leur véritable caractère, elle ne doit s'y livrer qu'autant que celle des premiers juges est en contradiction avec les règles légales d'interprétation et prescrit une contravention à la loi ».

Le principe a été définitivement formulé dans les termes suivants par l'arrêt rendu par la Chambre civile le 21 février 1854 : « Attendu, porte cet arrêt, que lorsqu'il s'agit de la perception des droits d'Enregistrement, soit que l'Administration ait fait prononcer en sa faveur une allocation qui n'était pas dûe, soit que le redevable ait été affranchi à tort d'un droit qui lui était justement demandé, la disposition rendue implique la violation d'une loi fiscale ; que, dès lors, les appréciations de faits et conventions exprimées dans les jugements frappés de pourvoi sont susceptibles de révision par la Cour de cassation ; qu'il lui appartient surtout d'exercer cette attribution dans les questions relatives à l'impôt, qui intéressent essentiellement l'ordre public » (S., 54.1.359, (D. P., 54.1.124, J. E., 15.837.2).

De cet arrêt et d'un grand nombre d'autres, il résulte donc que la Cour de cassation possède un droit de contrôle indépendant des appréciations des Tribunaux et des qualifications adoptées par les parties, qui lui permet de fixer souverainement la nature des conventions soumises à l'impôt et les effets qu'elles doivent produire d'après les dispo-

sitions légales qui leur sont applicables (Civ., 6 mars 1850. S., 50.1.210. D. P., 50.1.129. — 31 août 1853. D. P., 53.1.252. — 10 février 1864. S., 64.1.135. D. P., 64.1.84. Inst. 2288, § 5, R. P., 1871. — 19 mai 1868. S., 68.1.345. D. P., 68.1.306, R. P., 2695. — 26 juillet 1869. D. P., 69.1.476, S. 69.1.475. Inst. 2395, § 5, n° 1, R. P., 3.026. — 14 février 1870, D. P., 70.1.394. S., 70.1.136. Inst. 2402, § 1, R. P., 3085. — Réquisitoire. Procureur général Dupin sous Cass. crim., 28 juin 1862, D. P., 62.1.307. — Req., 5 novembre 1878, D. P., 79.1.100. S., 79.1.83. Inst. 2619, § 5, J. E., 20896, R. P., 5120 et 5.39523. — Civ., 8 février 1893, D. P., 93.1.409. — 29 juillet 1890, D. P., 91.1.54. Inst. 2798, § 4).

Lors donc que les Tribunaux statuent sur des points de fait ou des présomptions simples, il faut que leur décision indique, autant que le comporte l'instance, les bases de leur appréciation. Mais quand la conviction des magistrats ne repose que sur des circonstances toutes fugitives, la Cour ne peut discuter les éléments de la conviction de ces juges et réformer leurs jugements (Cass., 24 mars 1846, S., 46.1.317. Inst. 1767, § 8, J. E., 13.984). Si au contraire les juges ont puisé leurs convictions dans des faits constants et des actes connus et que leur décision en contredit sans justifications suffisantes les déductions apparentes, la Cour suprême a le droit d'examiner souverainement le fond du litige et de casser la décision attaquée : c'est ce qu'elle peut faire, en matière de donation déguisée, pour apprécier s'il y a eu ou non intention de libéralité de la part du disposant.

Mais elle n'use de son pouvoir qu'avec une grande réserve, et elle ne révisé les appréciations des actes faites par un tribunal que lorsqu'il lui est produit des raisons de nature à faire penser que celui-ci a commis une erreur, et que l'on se trouve en présence d'interprétations qui sont manifestement erronnées ou violent ouvertement les règles formelles prévues à cet effet par la loi (V. notam. Cass., 27 juin 1883, S., 85.1.33, D. P., 84.1.239. Inst. 2687. § 2. — 29 juillet 1890, D. P., 91.1.54. Inst. 2798, § 4. — 3 août 1908, S., 1911.1.477, D. P., 1909.1.322).

Lorsque rien n'établit que le tribunal a mal apprécié les conventions des parties pour déterminer leur véritable caractère et le droit d'enregistrement dont elles sont passibles, le pourvoi n'est pas recevable (V. notam. Req., 30 juillet 1868, D. P., 68.1.171, S., 68.5.177. Inst. 2374, § 5, R. P., 2752. — 28 janvier 1873, D. P., 73.1.307 Inst. 2468, § 3. — 18 août 1873, D. P., 74.1.258. Inst. 2472, § 11. — Civ., 20 juillet 1896, D. P., 97.1.242. — Req., 27 décembre 1914, R. E., 5466).

« Attendu, dit la Cour, dans ce dernier arrêt, que le jugement constate que les deux polices d'assurance sur la vie contractées par Brisset, payables lors de son décès, ont été passées par lui à l'ordre de la demoiselle Emilie, aujourd'hui épouse Belin, avec cette mention « Valeur en paiement de ce que je lui dois » et déclare notamment que les termes des deux polices antérieures qui remplaçaient les deux polices produites, démontrent que Brisset avait voulu faire une libéralité au profit de la demoiselle Emilie et que, d'ailleurs, il ne pouvait, à aucun moment, s'être trouvé débiteur de la dite demoiselle.

Attendu que le Tribunal, en appréciant ainsi les documents qui lui étaient soumis et les faits de la cause, a usé du pouvoir qui lui appartenait, que les demandeurs au pourvoi ne font aucune production de nature à démontrer que les rapports juridiques des parties ont été mal appréciés par les juges du fond... »

C'est donc à la partie qui critique la décision des premiers juges à faire valoir devant la Cour les motifs de cette critique, car celle-ci ne peut y suppléer d'office, conformément aux règles générales de procédure.

DEUXIÈME PARTIE

DES DIFFÉRENTES CONVENTIONS SOUS LE VOILE DESQUELLES ON DÉGUISE HABITUELLEMENT LES DONATIONS

Nous avons maintenant à rechercher quels sont les contrats sous le voile desquels on déguise habituellement les donations, quelles sont les règles qui régissent leur validité et les caractères retenus par les juges pour déceler le déguisement.

CHAPITRE PREMIER

De la simulation des donations sous forme de vente ou de cession de créances, au point de vue du droit civil

Une des formes d'actes la plus usitée, pour déguiser la donation, est, sans contredit, la vente et la cession des créances. La validité de cette simulation a été maintes fois formellement reconnue, conformément aux principes généraux ci-avant exposés (V. notam. Bordeaux, 27 avril 1839, S., 39.2.464. — Toulouse, 10 janvier 1843, S., 43.2.64. — Cass., 6 février 1849, S., 49.1.250, D. P., 49.1.170. — Rouen, 27 février 1852, S., 52.2.583, D. P., 55.2.26. — Dijon, 24 février 1865, S., 65.2.141. — AUBRY et RAU 4^e édition, t. VII, p. 84, § 659). Il en est de même de la cession de droits successifs (V. notam. Cass., 3 juin 1863, S., 64.1.269, D. P., 63.1.429).

Mais cette validité est subordonnée à la validité même de la vente ou de la cession. Il est donc nécessaire de rechercher quelles sont les conditions que la loi leur impose à cet effet.

Ces conditions concernent soit la forme de l'acte qui constate la convention, soit les éléments constitutifs de cette convention elle-même.

I. — CONDITIONS DE FORME

A) Formalité du double.

La vente étant un contrat synallagmatique, ce dernier

doit, conformément aux prescriptions de l'article 1325 du Code civil, lorsqu'il est fait en la forme sous-seing privé, être rédigé en autant d'originaux qu'il y a de parties ayant un intérêt distinct, par conséquent en double.

Cette formalité est prescrite à peine de nullité. Mais ce qui est nul, c'est l'acte, l'*instrumentum*, l'écrit lui-même, qui ne satisfait pas aux règles énoncées par le Code : il n'a aucune force probante. Mais la convention n'est pas nulle *ipso facto*, l'article 1325 ne traitant qu'une question de preuve : chacune des parties conserve donc le droit d'établir la conclusion du contrat, en dehors de l'acte non valable, selon les principes du droit commun. Celle-ci peut donc être prouvée par témoins s'il y a un commencement de preuve par écrit. (LAURENT, t. XII, n° 308. — HUC, t. VI, n° 192. — *Contra* : DEMOLOMBE, t. XX, n° 104).

Mais c'est une question encore vivement débattue que celle de savoir si cet acte irrégulier peut servir lui-même de commencement de preuve. La jurisprudence incline pour l'affirmative (V. notam. Paris, 3 décembre 1892, S., 93.2.71, D. P., 93.2.71 et Besançon, 1^{er} février 1893, D. P., 93.2.590).

Cependant, l'opinion contraire paraît plus conforme au texte, car si celui-ci dit que « l'acte n'est pas valable », c'est qu'il n'a aucune valeur comme preuve ; on lui en donne une au contraire si l'on admet que sa production rend vraisemblable la convention alléguée et permet l'admission de la preuve testimoniale (En ce sens BAUDRY-LACANTINERIE, *Manuel de Droit civil*, 10^e édit., t. II, n° 518).

Mais, si l'on soutient que l'écrit unique rédigé en violation de l'article 1325 du Code civil déguise une donation, la situation est bien différente.

Dans ces matières, en effet, le juge ne peut valider une telle convention que si, se présentant sous l'apparence d'un acte à titre onéreux régulier, elle remplit les conditions requises pour sa constitution, et si elle présente, au fond, les caractères d'une donation.

Si donc un seul original a été dressé pour constater la vente entachée de simulation, celui-ci ne peut constituer un titre régulier de la convention, servant de base aux

motifs de la décision du juge. Par conséquent, les parties ne seront pas admises, en cette hypothèse, en rapportant cet acte, à prouver son contenu par témoins ou par présomptions, la donation ne pouvant être établie directement par un tel mode de preuves, en l'absence d'un acte régulier constituant un commencement de preuve par écrit.

La donation ainsi déguisée sous la forme d'un acte de vente d'apparence irrégulière est donc nulle.

L'article 1325 exige aussi que chaque original contienne « la mention du nombre des originaux qui ont été faits ». Le défaut de cette mention, que la plupart des auteurs exigent à peine de nullité, est couvert par la représentation de tous les originaux. En outre elle ne peut être invoquée par celle des deux parties qui a exécuté les obligations lui incombant, ou celle qui reconnaîtrait expressément l'existence de la convention (Cass., 18 janvier 1899, D. P., 99.1.234).

Enfin la formalité du double peut être remplacée par le dépôt, fait par les parties d'un commun accord, entre les mains soit d'un notaire, soit même d'un simple particulier, de l'original unique qu'elles ont dressé pour constater la vente (Lyon, 17 novembre 1902, D. P., 1906.2.423). On arrive en effet, par ce moyen là, à l'égalité de situation que la loi a voulu établir entre les contractants au point de vue de la preuve.

Remarquons enfin que cette formalité a été instituée dans l'intérêt des parties elles-mêmes et que, par conséquent, la nullité résultant de son inobservation ne peut être opposée que par celles-ci et jamais par les tiers (Cass. Civ., 22 octobre 1900, D. P., 1901.1.69).

B) Formalité spéciale aux transports de créances.

Lorsque la donation est déguisée sous la forme d'un transport de créances, ce dernier n'est opposable aux tiers que s'il a été signifié au débiteur cédé, ou s'il a été accepté par ce dernier dans un acte authentique (Art. 1689 du Code

civil. — Req., 1^{er} février 1842, D. J. G., V^o Dispositions entre vifs et testamentaires, n^o 1619).

C) Des donations déguisées par la voie de l'endossement ou du transfert.

L'endossement peut servir à déguiser une donation, si celle-ci a pour objet un titre négociable par sa nature et qui, pour ce motif, se prête à ce mode de transmission (DEMOLOMBE, t. XX, n^o 108. — AUBRY et RAU, t. VII, § 659. Note 26, p. 85. — LAURENT, t. XII, n^o 310. — HUC, t. VI, n^o 193. — BAUDRY-LACANTINERIE et COLIN t. I, n^o 1246).

Sous l'empire du Code de commerce, si les formes de l'endossement ont été rigoureusement observées, surtout au point de vue de la cause, conformément à l'article 137 ancien du dit Code et si l'effet est causé *valeur reçue* ou *valeur fournie* ou *valeur reçue comptant*, la simulation est réelle, l'endossement est régulier et dès lors rien ne s'oppose à ce que ses effets translatifs se produisent au profit du donataire.

La jurisprudence citée plus haut (V. P. 17) et notamment l'arrêt de la Chambre des Requêtes du 9 mars 1837 S., 37.1.714 et l'arrêt de la Chambre civile du 3 mars 1841 (S., 41.1.621. Voir aussi Douai, 3 mai 1845, D. P., 47.2.182) qui ne faisait dépendre la validité du déguisement de l'accomplissement d'aucune condition spéciale de forme, a reconnu pour valable la donation d'effets de commerce opérée par un simple endossement en blanc joint à la remise du titre au donateur. La Cour de Paris (6 mars 1837, S, Chr.) a admis pour valable l'endossement causé pour don. Outre que cette décision viole ouvertement le principe qui veut que le déguisement soit réel et non révélé par les termes de l'acte dont la forme est empruntée (Civ., 7 février 1898, D. P., 1901.1.68), les autres arrêts ont été critiqués avec juste raison par la doctrine (Rapp. AUBRY et RAU, t. VII, § 659. Note 26, p. 85. — DEMOLOMBE, t. XX, n^o 109. — BAUDRY-LACANTINERIE et COLIN, t. I, n^o 1246).

Aux termes des articles 137 et 138 (anciens) du Code de commerce, l'endossement irrégulier n'est pas, par lui-même, en effet, translatif de propriété : il ne vaut que comme procuration et ne peut permettre, dès lors, de réaliser une donation déguisée. Et la jurisprudence la plus récente décide que l'endossement en blanc ne fait pas du titre à ordre un titre au porteur (Paris, 25 novembre 1886, D. P., 87.2.110. — Cass., 20 février 1889, D. P., 91.1.321 et notes 1 et 2. — 29 décembre 1890, D. P., 91.1.321. — Notes de M. Dupuich, D. P., 93.1.177 et notam. note 5-9, II *in fine*). Mais l'arrêt du 29 décembre 1890 a admis en même temps le porteur d'un effet endossé irrégulièrement à prouver que le donateur l'a autorisé, par acte séparé, à régulariser l'endossement en y ajoutant lui-même les mentions qui y manquent, son nom par exemple, si l'endossement ne le portait point. En effet, l'article 1339, qui décide que le donateur ne peut réparer par aucun acte confirmatif les vices d'une donation entre vifs, est spécial à la donation faite ostensiblement, car, dans ce cas, l'absence des formalités prescrites par l'article 931 la rend inexistante ou affectée d'une nullité radicale ; c'est pourquoi le législateur a mis à la fin du dit article ces mots : « Nulle en la forme, il faut qu'elle soit refaite en la forme légale » ; il ne s'applique donc pas aux donations déguisées sous la forme d'un acte à titre onéreux (V. DEMOLOMBE, t. XXIX, n° 737 *bis*. — HUC, t. VI, n° 193. — BAUDRY-LACANTINERIE et COLIN, t. I, n° 1247. — Cass., 5 décembre 1877, D. P., 78.1.481).

La loi du 8 février 1922 ayant modifié les articles 110, 116, 137 et 138 du Code de commerce, l'endossement n'a besoin désormais, pour être valable en la forme et opérer transport, que de la signature de l'endosseur ; si celle-ci fait défaut, il n'y a pas endossement irrégulier valant procuration, car cette volonté doit avoir été clairement manifestée par les parties contractantes.

Désormais, tout endossement régulier autre que l'endossement par procuration pourra seul permettre de réaliser une donation déguisée.

Quant aux valeurs mobilières nominatives, c'est au moyen

des formalités de transfert qu'elles peuvent valablement servir à déguiser une donation.

II. — CONDITIONS RELATIVES AUX ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS DE LA CONVENTION

A) Nécessité de l'accord de volonté des parties et du désaisissement du pseudo vendeur.

La donation déguisée sous forme de vente n'étant pas soumise à la formalité de l'acceptation expresse, elle n'est cependant parfaite que s'il y a accord des parties sur la chose et sur le prix (art. 1583) et elle l'est dès ce moment. Et la promesse de vente vaut vente dès que ce consentement réciproque est acquis.

Si une promesse de vente unilatérale est seule intervenue, il suffit, pour que la donation déguisée soit valable, que le bénéficiaire ait manifesté, d'une manière quelconque, l'intention de profiter de la libéralité. Les juges du fait ont à apprécier souverainement les faits et les circonstances de la cause dont l'examen révèle l'acceptation de celui-ci (Civ. 18 octobre 1909 D. P., 1910. 1. 462. — BAUDRY-LACANTINERIE et COLIN t. I, n° 1252).

Mais les difficultés peuvent se présenter si la donation est réalisée suivant une forme particulière de cession, telle que l'endossement d'un effet négociable ou le transfert d'une valeur mobilière nominative, qui n'exige point l'intervention du bénéficiaire. Dans ces cas là c'est aux Tribunaux à apprécier les faits qui peuvent impliquer l'acceptation de ce dernier (Civ. 28 janvier 1903, R. P., 10617. D. P., 1903. 1. 238 et Civ. 18 octobre 1909 précité.)

Si la donation est faite au moyen du transfert d'un titre nominatif de rente sur l'Etat, la question s'est posée de savoir si le transfert suffit à lui seul pour établir l'acceptation du donataire ; la difficulté est d'ailleurs la même s'il s'agit d'actions et d'obligations dont la transmission s'opère par une déclaration de transfert inscrite sur les registres d'une société.

D'après une première opinion, la transmission est parfaite par la seule formalité du transfert, sans qu'une acceptation isolée soit nécessaire, l'inscription faisant preuve écrite de cette acceptation sans qu'on soit admis à faire la preuve contraire (V. en ce sens Civ. 16 février 1848. D. P., 48. 1. 67. — 20 juin 1876. D. P., 77. 1. 378. — 29 mai 1889, D. P., 89. 1. 369. — Req., 31 octobre 1900. D. P., 1901. 1. 132. — Pau, 6 juillet 1870. D. P., 71. 1. 182. — Amiens, 11 mai 1877, D. P., 78. 2. 218. — AUBRY et RAU 4^e édition t, VII, § 659. note 27, p. 85. — DEMOLOMBE, t. XX, n^o 106. — BUCHÈRE, *Traité des valeurs mobilières*, 2^e édit. n^o 1255).

Mais cette solution est fort critiquée (V. notam. LAURENT t, XII, n^o 314. — BAUDRY-LACANTINERIE et COLIN, t. I, n^o 1253). Comme ces derniers le font remarquer avec juste raison, « on peut facilement supposer que l'agent de change qui a effectué le transfert est le mandataire de celui au profit duquel le transfert est établi (V. Paris 9 mars 1860. D. P., 60. 5. 123). Encore faut-il que les circonstances de la cause permettent une semblable supposition ». S'il en est autrement, la solution précédente est impossible à admettre.

Il est préférable de décider que l'immatriculation du titre au nom du donataire n'établit point de sa part l'acceptation ni même la connaissance de la donation. Jusqu'à l'acceptation du bénéficiaire, la donation est essentiellement révocable et elle doit même être considérée comme nulle si le donataire a ignoré le transfert jusqu'après le décès du donateur (Paris 25 mars 1891. D. P., 93. 2. 489. — Poitiers, 21 novembre 1898, D. P., 99. 2. 24. — Melun, 27 juin 1900, Gazette du Palais du 12 novembre 1900. — Paris 13 mars 1906, sous Requête, 11 décembre 1907. D. P. 1912. 1. 266, et note non signée). Comme le fait remarquer le commentateur de cet arrêt, l'immatriculation du titre au Grand Livre de la Dette publique a pour objet « de rendre le transfert de propriété opposable aux tiers (Req. 17 décembre 1902, D. P., 1903. 1. 157. — 10 janvier 1905. D. P. 1906. 1. 345), mais pour être maintenue, elle suppose un contrat antérieur valable, dont elle n'est en quelque sorte

que l'exécution. Le transfert peut en effet être réalisé sans la volonté de l'acquéreur; il est donc difficile d'admettre qu'à lui seul il fasse la preuve de la propriété. Et l'on doit permettre aux intéressés de faire tomber la présomption de propriété qu'il établit en prouvant que le contrat sur lequel il repose est nul ». Cette preuve peut être valablement rapportée par écrit ou même à l'aide d'un commencement de preuve par écrit rendant admissible la preuve testimoniale, ou simplement à l'aide de témoins ou de présomptions, s'il y a eu dol ou fraude, ce qui était le cas, en l'espèce.

La même jurisprudence a été consacrée par la Chambre civile de la Cour suprême en ce qui concerne les titres des sociétés, par un arrêt du 18 octobre 1909 (D. P., 1910. 1. 462). Aux termes de celui-ci, la Cour distingue soigneusement les conditions de forme de la donation déguisée, le transfert n'ayant pas besoin, à ce point de vue là, de l'acceptation du bénéficiaire pour être valable, des conditions de fond, au premier rang desquelles figure la règle essentielle qui exige de la part du donataire l'acceptation de la libéralité.

« Attendu, toutefois, dit cet arrêt, que la donation déguisée sous la forme d'un acte à titre onéreux demeure assujettie, quant au fond, à la règle essentielle qu'il y ait, avant le décès du donateur, l'acceptation de la libéralité par le donataire, que s'il n'est pas nécessaire, dans ce cas, que l'acceptation de ce dernier soit expresse et formelle, son intention d'accepter doit, tout au moins, résulter des circonstances qu'il appartient au juge du fond de constater et d'apprécier. En tous cas, il est admis que l'acceptation, dont le juge du fait apprécie souverainement l'existence ou l'absence, peut s'induire de la signature du bénéficiaire sur le transfert (Paris 9 mars 1860. D. P., 60. 2. 123. — LAURENT, t. XII, n° 313).

Si l'accord des parties est rigoureusement nécessaire, il est aussi indispensable, de par la règle « *donner et retenir ne vaut* », que le pseudo-vendeur se dessaisisse actuellement et irrévocablement de l'objet de la donation ainsi déguisée (V. Jurisprudence et auteurs cités chap. II, § 3, D. P. 23).

On ne saurait donc tenir pour valable la donation déguisée sous forme de vente d'une maison et du mobilier qu'elle contiendra au jour du décès du pseudo-vendeur, avec faculté pour ce dernier de disposer de ce mobilier, au cours de sa vie, l'exécution des obligations de l'un des contractants dépendant de sa seule volonté (Civ. 30 juin 1857. D. P. 57. 1. 308).

B) Nécessité de l'existence d'un prix sérieux et de l'animus donandi.

Toute vente nécessite la fixation d'un prix, en numéraire représentant la valeur du bien cédé contre lui, et qui peut consister soit en un capital, soit en une rente perpétuelle ou viagère.

Ce prix doit être *sérieux*, il ne doit pas être évidemment dérisoire, car il équivaldrait à un défaut de prix qui rendrait la vente inexistante; il doit en outre avoir été stipulé par le vendeur, avec l'intention bien arrêtée d'en exiger le paiement. Et le prix *sérieux* ne doit pas être confondu avec le prix *vil*, c'est-à-dire le prix dont le montant est d'une valeur inférieure à celle de l'objet fourni par le vendeur tout en n'étant pas cependant dérisoire. La vileté du prix ne donne lieu à la rescision de la vente que dans le cas prévu par l'article 1674 du Code civil, c'est-à-dire en matière de vente d'immeuble et si la valeur de celui-ci est supérieure à ce prix de plus de $\frac{7}{12}$. Dans tous les autres cas, elle n'influe pas sur la validité du contrat.

Qu'arrivera-t-il au cas où la vente déguise une donation ? C'est ce qu'il importe d'étudier.

§. I — VENTE A VIL PRIX.

La donation indirecte est valable si elle consiste en des avantages particuliers accordés en faveur de l'une des parties dans un contrat à titre onéreux, notamment au cas où un immeuble a été vendu, dans une intention libérale, pour

un prix exprimé inférieur à sa véritable valeur. La donation indirecte n'est en effet ici que l'accessoire, et le contrat qui la dissimule a la nature d'un contrat à titre onéreux, ce qui la dispense des formes prévues par l'article 931 (Rapp. POTHIER, *Traité du contrat de vente*, n° 20). Examinons également les dispositions de l'article 1595 du Code civil. Celui-ci autorise la vente entre époux dans trois cas bien déterminés, « sauf dans ces trois cas, ajoute-t-il, les droits des héritiers des parties contractantes, s'il y a avantage indirect ». Donc la vente entre époux faite dans l'un de ces trois cas pour un prix inférieur à la valeur réelle de la chose vendue reste une vente véritable, sauf les droits des héritiers s'il y a avantage indirect ; et l'acte est bien valable si cette libéralité indirecte est faite ouvertement.

Or, comme il est permis de faire d'une manière dissimulée ce que la loi permet de faire ouvertement, la donation ainsi déguisée est pleinement valable en cas de vileté du prix (TROPLONG, *Traité de la vente* — DEMANTE, t. IV n° 3 bis, V, — DEMOLOMBE, t. XX, nos 97 et 98. — LAURENT, t. XII, n° 303. — COLMAR, 10 décembre 1813, S. chr.).

Si la vileté du prix ne vicie pas la donation déguisée, elle peut servir d'élément appréciateur de l'intention libérale, de nature à déterminer, dans certains cas, la décision souveraine du juge du fait. Et il n'est pas nécessaire pour cela que l'excédent de la valeur réelle sur le prix exprimé soit énorme et puisse, s'il n'y avait réellement pas intention de libéralité de la part du vendeur, donner lieu à la rescision pour lésion (DURANTON, t. VII, n° 336).

Mais, d'un autre côté, la vileté du prix ne constitue pas par elle-même une présomption suffisamment grave de la donation déguisée (DEMOLOMBE, t. XIX, n° 329. — LAURENT, t. XII n° 311 et 312). Il se peut qu'en vendant son bien à un prix inférieur à sa valeur vénale, le vendeur ait obéi à d'autres considérations. Il pouvait être pressé de réaliser ses capitaux en vue de payer ses dettes ou de quitter le pays ; peut-être aussi voulait-il à tout prix se débarrasser d'un immeuble qui lui donnait du mal à administrer, ou qui nécessitait de gros frais d'aménagement ou d'entretien ou

qui menaçait ruine et aurait ainsi pu provoquer des accidents qui lui auraient occasionné des ennuis. Mais si la vileté du prix n'est pas expliquée d'une manière satisfaisante par l'acquéreur, le contrat peut bien être considéré comme entaché de simulation.

La validité de la donation déguisée sous forme de vente à vil prix a cependant été contestée, dans le cas où le prix a été transformé en une rente viagère, dont l'émolument, nécessairement inférieur à la valeur du bien donné, peut être cependant plus ou moins considérable, suivant que le crédi-rentier vivra plus ou moins longtemps. La jurisprudence a été longtemps hésitante sur ce point.

Les Cours d'appel ont, dans cet ordre d'idées, validé la donation déguisée, au cas où la rente stipulée était inférieure ou égale au revenu des biens donnés (V. notam. Douai, 14 juin 1852. D. P., 53. 2. 89. — Douai 12 mars 1879, sous Requête, 9 juillet 1879. D. P., 81. 1. 27).

Mais la Chambre des Requêtes de la Cour de cassation n'a pas admis ce point de vue. Elle a décidé maintes fois, qu'un tel acte n'était pas valable comme vente, faute de prix réel, ni comme donation déguisée, parce qu'alors il n'y a pas déguisement et que la libéralité est visible au premier examen de l'acte. D'après elle, en effet, le prix n'est pas sérieux, l'acquéreur n'ayant rien à déboursier pour s'acquitter chaque année de la rente dont il prélève simplement le montant sur les revenus du bien vendu. A la mort du vendeur, il sera propriétaire d'un immeuble libre de charges qui ne lui aura rien coûté (V. en ce sens notam. Req., 23 juin 1841., S., 41. 867. — 26 avril 1893. S., 93. 1. 413. DP., 93. 1. 359. — Req. 28 octobre 1895. D. P., 96. 1. 26. — Cpr. Cass., 16 mai 1899, D. P., 99. 1. 312. S., 1900. 1. 175. — 15 mai 1906. S., 1906. 1. 403).

Cependant, plus récemment, dans une espèce où l'arrêt attaqué constatait que, vu la modicité de la rente et l'âge avancé de la crédi-rentière, le contrat décelait manifestement l'intention libérale de celle-ci à l'égard de l'acquéreur et en concluait, conformément à la théorie précitée de la Chambre des requêtes, que l'acte était nul pour vice de

forme, la Chambre civile de la Cour a cassé cet arrêt, en spécifiant qu'il y avait donation déguisée, et que, par suite, celle-ci était valable en la forme d'un contrat à titre onéreux lorsque l'opération affecte les dehors de ce contrat, en l'espèce une vente dont le prix avait été transformé en une rente viagère, fût-il établi que ce prix était nécessairement très inférieur à la valeur du bien vendu (Civ. 3 décembre 1912. D. P., 1913. 1. 175, et note non signée sous cet arrêt. — S., 1914. 1. 388).

« Attendu d'une part, dit la Cour dans cet arrêt, que les libéralités faites sous le voile d'actes à titre onéreux sont valables en la forme, lorsqu'elles réunissent les conditions requises pour la constitution des actes dont elles empruntent l'apparence et que, d'autre part, elles demeurent assujetties quant au fond aux seules règles qui sont propres aux actes à titre gratuit, qu'ainsi en raison de leur caractère de contrat de bienfaisance, elles peuvent valablement assurer un avantage à l'une des parties, indépendamment de toute prestation de la part de celle-ci ; que, par suite, lorsqu'elles prennent la forme d'une vente, elles ne sauraient être déclarées nulles par le motif que le prix serait fictif, et notamment quand ce prix est converti en une rente viagère, par le motif que celle-ci ne comporterait en réalité aucune chance aléatoire au profit du donateur. »

Et le commentateur de cette décision ajoute qu'« il est permis d'hésiter entre les deux systèmes », et qu'on doit souhaiter que cet arrêt fixe définitivement l'interprétation qu'on doit donner à l'expression : donation déguisée. Le point de vue de la Chambre civile semble cependant se justifier bien mieux, à la lumière des principes, que celui de la Chambre des Requêtes.

En effet, si le prix est bien une condition essentielle de toute vente, il ne faut pas oublier qu'il y a ici vente simulée. Si les formes nécessaires à la validité d'un tel acte ont été respectées, ses conditions de fond ne sont pas exigées ; dès lors, si le contrat présente bien en apparence les traits de la vente, il paraît devoir être validé comme donation déguisée (COLIN et CAPITANT, t. III, p. 764). Au

surplus, ce que la loi exige pour la validité d'un acte de vente, c'est la stipulation d'un prix sérieux. Dès lors, s'il ne résulte pas des termes de l'acte que le vendeur n'a pas eu l'intention réelle d'exiger le paiement de ce prix, même inférieur à la valeur du bien donné sous forme de vente, la libéralité est valable comme se présentant sous les apparences formelles d'un acte à titre onéreux réunissant tous les caractères exigés par la loi pour sa validité. Il y a alors *negotium mixtum cum donatione*, ce qui n'empêche pas le contrat d'être valable (En ce sens, Cass., 9 juillet 1879, D. P., 81. 1. 205. — BAUDRY-LACANTINERIE, *Manuel de Droit civil*, t. II, n° 699). Mais dans tous ces cas-là il est nécessaire que le juge du fond reconnaisse *l'animus donandi* chez le pseudo-vendeur, pour valider l'acte comme donation déguisée.

§ II. — VENTE SANS PRIX.

Si aucun prix n'est stipulé ou si ce prix est une somme dérisoire, et si on ne peut apercevoir aucun engagement sérieux de la part du vendeur d'exiger ce prix, il n'y a plus l'apparence d'une vente, et la donation devient nulle pour absence des formes prescrites par l'article 931 (Cass. civ., 3 novembre 1896. D. P., 97. 1. 584. — Req., 28 octobre 1905. D. P., 1906. 1. 32. — Lyon 11 juillet 1908. D. P., 1910. 2. 200). Mais il faut que cette inexistence du prix résulte de l'acte lui-même, car le tribunal ne pourrait nullement y suppléer en ordonnant une expertise (Bourg, 2 février 1899, *Gazette des Tribunaux*, 10 mai 1899).

Il peut arriver que le contrat prévoie la stipulation d'un prix, tout en décidant que celui-ci sera payable soit à la volonté du vendeur, soit à une condition qu'il dépendait du vendeur seul de réaliser. Dans ce cas une telle stipulation équivaut à une absence de prix, aussi a-t-on à bon droit déclaré nul pour défaut de prix ; l'acte fait sous forme de vente dans lequel l'obligation de l'acheteur consistait en un prix payable à partir du jour où le vendeur, laissé

en jouissance de l'immeuble cédé, se déciderait à venir habiter avec l'acheteur, si le vendeur est décédé sans avoir pris cette décision (Cass., 28 janvier 1879., S., 80. 1. 212. D. P., 80. 1. 54).

Il y a pourtant bien des cas où, en réalité, la vente est faite sans prix, bien que celui-ci soit stipulé formellement dans l'acte. Ce dernier est néanmoins valable, si l'on démontre chez le vendeur l'intention de faire par ce moyen une libéralité à l'acheteur. Si l'acheteur est pauvre et sans moyens d'existence, en effet, ou s'il a une très petite aisance, il lui a été sûrement impossible de payer une prix considérable pour ses revenus et bien au dessus de ses ressources. Il se peut aussi que, dans le but de faire un paiement ostensible devant notaire, le vendeur ait remis à l'acheteur, avant la vente, les deniers qui en constituent le prix.

Par application de ces principes, on a validé notamment comme donation déguisée l'acte portant vente d'un immeuble pour la nue-propriété à un mineur et pour l'usufruit à une autre personne, avec obligation solidaire au paiement du prix, lorsqu'il a été constaté que l'acquéreur de l'usufruit, oncle du mineur, connaissait l'impossibilité où était celui-ci ou sa famille de payer tout ou partie du prix et qu'en outre aucune ventilation n'avait été opérée dans l'acte entre la valeur de l'usufruit et celle de la nue-propriété (Caen, 30 décembre 1878. D. P., 80. 2. 1).

Il se peut aussi que dans le cas où, le prix de vente ayant été quittancé à l'acte, le vendeur soit mort peu après sans qu'on ait retrouvé cette somme chez lui ou trace de son emploi. Cette circonstance a été très souvent considérée comme une présomption très grave de libéralité, dans les instances introduites à la requête de l'Administration de l'Enregistrement, ainsi que nous l'exposerons au chapitre suivant.

Ne constitue cependant pas une présomption de déguisement la clause d'un acte de vente portant que le prix ne sear remis au vendeur qu'au fur et à mesure de ses besoins (Douai, 5 janvier 1846. D. P., 46. 2. 202. — LAURENT, t. XII, n° 302). Les héritiers du vendeur sont d'ailleurs tout à

fait fondés à soutenir qu'une vente consentie par leur auteur et qui est nulle pour défaut de prix ne vaut pas non plus comme donation déguisée, en ce que l'intention de chacune des parties n'a été ni de donner ni de recevoir l'objet vendu à titre de libéralité (Cass., 9 janvier 1832. S., 32. 1. 508).

§ III. — VENTE A FONDS PERDU OU AVEC RÉSERVE,
D'USUFRUIT

L'article 918 du Code civil établit une présomption de simulation de libéralité dans le cas où la vente est faite sous réserve d'usufruit par une personne à l'un de ses successibles en ligne directe. Cette disposition déroge donc aux principes du droit commun. En effet, un contrat à titre onéreux passé entre une personne et un de ses héritiers présomptifs ou légataires institués produit les mêmes effets qu'entre étrangers. Si ce successible n'est pas un héritier en ligne directe, par conséquent réservataire, l'acte n'est pas réputé de plein droit être une donation déguisée (DEMOLOMBE, t. XIX, n° 513. — LAURENT, t. XII, n° 126. — BAUDRY-LACANTINERIE et COLIN, t. I, n° 813). Mais ce fait constitue une des présomptions que le juge peut retenir pour déterminer s'il y a eu, de la part du vendeur, intention de gratifier son acquéreur (Colmar, 7 juillet 1848, D. P., 50. 2. 81). Si c'est l'héritier réservataire qui l'invoque, au cas où l'aliénation a été faite en fraude de son droit de réserve, il n'a pas besoin de rapporter un commencement de preuve par écrit (Pau, 8 février 1892. D. P., 93. 2. 214).

Ce texte doit donc recevoir l'interprétation restrictive. Aussi a-t-il été à bon droit décidé que la présomption de libéralité qu'il institue ne doit pas être étendue à une aliénation faite sous réserve d'un droit d'usage ou d'habitation (Cass., 14 janvier 1884. S., 84. 1. 97. D. P., 84. 1. 253. — Rennes, 14 février 1901. D. P., 03. 2. 441).

C) Absence de dol et de fraude

Il est à peine besoin d'ajouter que, conformément aux

principes généraux exposés au cours de la première partie de la présente étude, la vente déguisant une donation destinée à mettre en échec des dispositions impératives de la loi est nulle.

III. — DU RAPPORT DES DONATIONS DÉGUISÉES SOUS FORME DE VENTE

Les juges du fait ayant déterminé souverainement qu'une donation déguisée sous forme de vente à vil prix était rapportable, comment doit s'effectuer ce rapport ?

Suivant une opinion ancienne, l'immeuble donné sous forme de vente devait être rapporté en nature (Req., 21 août 1837, D. J. G., V^o Successions, N^o 1129. — 25 janvier 1844, D. J. G., *ibid.*).

Mais il est préférable de décider que, dans la donation indirecte, l'héritier ne doit rapporter à la succession que la différence entre le prix stipulé et le juste prix au moment de la vente, sans qu'il y ait lieu de se préoccuper de la plus value acquise par l'immeuble ou de la diminution de valeur survenue depuis l'aliénation jusqu'à l'ouverture de la succession (Bordeaux, 8 mai 1878, D. P., 79. 2. 183. — Riom, 28 juillet 1882, D. P., 83. 2. 48). Cette solution est en effet conforme au principe général d'après lequel les avantages indirects soumis au rapport doivent être appréciés dans leur existence ou leur quotité, eu égard au temps où les conventions qui les ont procurées ont été faites. S'il y a eu déguisement, le rapport est dû sur la totalité de cette somme et non sur le supplément de prix après prélèvement de la portion disponible.

S'il y a eu acquisition d'un immeuble par une personne de ses deniers personnels au nom de son fils, cette libéralité déguisée doit donner lieu, de la part de ce dernier, au rapport du prix de l'immeuble, dont il est ainsi devenu propriétaire, à la succession de son auteur (V. en ce sens, Pau, 30 janvier 1852, D. P., 53. 2. 57).

CHAPITRE II

De la simulation des donations sous forme de vente et de cession de créances, au point de vue du droit fiscal

La donation est aussi très fréquemment déguisée sous forme de vente ou de cession de créances, en vue d'éviter le paiement de droits d'enregistrement fort élevés.

Mais l'Administration, n'ayant pas à se prévaloir de la nullité des actes, a uniquement à établir s'il y a eu réellement intention de gratifier de la part du vendeur vis à vis de l'acquéreur, l'*animus donandi*. Pour parvenir à ce résultat, elle recherche les présomptions qui sont de nature à faire apparaître nettement et clairement cette intention.

Les principales présomptions ainsi retenues, de ce chef, le plus habituellement, peuvent se diviser en quatre groupes.

1^o Les présomptions tirées de la forme même du contrat.

2^o Les présomptions se rattachant à la personne du vendeur ou à ses relations avec le prétendu acquéreur.

3^o Les présomptions se rattachant aux clauses du contrat et notamment à la fixation et au paiement du prix.

4^o Les présomptions basées sur des faits divers et des circonstances extrinsèques soumis à l'appréciation souveraine des juges.

Il importera en outre de rechercher si ces actes sont ou non assujettis au droit de timbre de dimension.

I. — PRÉSUMPTIONS TIRÉES DE LA FORME MÊME DU CONTRAT.

Bien que la donation déguisée soit valable si elle affecte

la forme d'une vente qui ne satisfait pas à la règle de la solennité, et que l'Administration n'ait au surplus aucune qualité pour en contester la validité, il y a des cas où elle peut néanmoins se baser sur la forme ainsi employée par les parties pour rédiger l'acte, afin d'en conclure qu'elle déguise une libéralité.

Il est arrivé parfois, en effet, que les parties ont observé dans un acte qualifié vente, les formalités exigées pour les actes de donation, par l'article 931. Cette particularité, jointe évidemment à d'autres circonstances, peut constituer une présomption grave de simulation.

« Attendu, porte un jugement du Tribunal civil de Châtillon s/ Seine du 14 novembre 1889 (J. E., 23417) que l'acte du 10 mars 1888 a été passé en présence de quatre témoins et que les parties ont pris soin de faire constater dans le dit acte la présence réelle de ces témoins, alors que cette formalité n'est exigée par la loi que pour les donations seulement ... » (En ce sens, Annecy, 31 décembre 1861, R. E., 56).

Si l'acte porte que la vente est faite à une femme mariée seule, assistée de son mari, qui ne comparait que pour l'autoriser, bien que tous deux soient communs en biens d'acquêts et qu'il ne soit pas fait mention que cette acquisition est faite en remploi, cette façon de procéder peut corroborer d'autres présomptions de libéralité en faveur de celle-ci.

II. — PRÉSOMPTIONS SE RATTACHANT

A LA PERSONNE DU VENDEUR

ET A SES RELATIONS AVEC LE PRÉTENDU ACQUÉREUR.

Le grand âge du vendeur, son état maladif ou ses infirmités constituent de sérieuses présomptions de libéralité. On considère avec juste raison, en effet, qu'une personne âgée ou impotente ne poursuit pas, dans ses transactions, un but de spéculation. Tout acte de dispositions entre vifs à titre onéreux fait ou stipulé par elle n'est presque

toujours qu'une anticipation sur la transmission de ses biens après décès ou sur ses dispositions testamentaires, et ce, à plus forte raison, lorsque les prix stipulés sont dérisoires ou notablement insuffisants, eu égard à la valeur réelle des biens « cédés », car elle ne peut alors alléguer qu'elle veut accroître sa fortune.

Dans la plupart des cas où ces présomptions ont été admises par la Jurisprudence, l'âge du disposant variait entre 70 et 90 (1) ans, mais il était parfois inférieur au plus faible de ces chiffres (2).

Il convient de remarquer d'ailleurs que certaines décisions de jurisprudence ont écarté cette présomption de libéralité dans des cas où le disposant était âgé de 75 ans (Beauvais, 13 novembre 1891. R. P., 7772), de 72 ans (Quimper, 19 novembre 1913, R. P., 13107), 66 ans (Barbezieux, 9 mars 1904, R. P., 10. 805).

Indépendamment de l'âge et du mauvais état de santé du disposant, la jurisprudence a retenu aussi, comme présomption de libéralité, le fait que celui-ci avait des ressources suffisantes à ce moment-là et qu'il n'avait pour ce motif

(1) V. notam. Annecy 31 décembre 1891, R. E., 56 (disposant âgé de 85 ans). — Mâcon, 26 mai 1897, et sur pourv. Cass., 25 janvier 1899, J. E., 25. 584. S., 99. 1. 295. D. P., 99. 1. 541. Inst. 2.997, § 2, (85 ans). — Montbéliard, 23 novembre 1894, J. E., 24. 549. (84 ans). — Le Havre 1^{er} mars 1912, J. E., 29. 103. (83 ans). — Châteauroux 7 février 1899, R. E., 2088 (82 ans). — La Flèche, 4 avril 1922, J. E., 31. 874. R. E. 7681 (82 ans). — Neufchâteau 25 octobre 1888, J. E., 23. 490. — Niort, 21 février, 1919, J. E., 30. 890. R. P., 13. 884. — Arbois, 17 avril 1919, R. P., 13. 884, (80 ans). — La Flèche, 26 mai 1908, R. P., 11. 717, (79 ans). — Besançon, 29 décembre, 1910 R. P., 12. 314. J. E., 28. 500 (78 ans). — Coulommiers, 19 février 1904, R. P., 10. 843. — Lorient, 5 mars 1913, R. P., 12. 807, R. E. 7. 279, (77 ans). — Niort, 21 février 1919, précité (76 ans). — Bayonne, 4 août 1897, R. P., 9. 191. — Yvetot, 12 février 1892, R. E., 83. — Châlons s/ Marne, 28 juin 1901, J. E., 26. 519. — Marennes, 24 décembre 1912, R. P., 12. 845, (74 ans). — Châtillon s/ Seine, 14 novembre 1889, J. E., 23. 417. — Laon, 11 juillet 1901, J. E., 26. 597. R. P., 10. 656. — Saint-Brieuc, 10 avril 1907, R. P., 11. 477 et sur pourvoi Cass., 5 janvier 1909, J. E., 27. 643. Inst. 3.291, § 3, (72 ans).

(2) Gaillac, 30 juillet 1912, J. E., 29. 978, R. E., 6.042 et sur pourvoi Cass., 25 avril 1914. Inst. 3. 434 § 2, J. E., 29. 214, R. P., 13. 015, R. E. 6.042 (69 ans). — Dinan, 15 janvier 1909, R. P., 13. 884. J. E., 31. 654, (69 ans). — Melle, 30 mars 1895, R. E., 986, (61 ans.)

aucun intérêt à céder tout ou partie de ses biens pour assurer son existence (1).

« Attendu, porte notamment le jugement du Tribunal civil de Besançon du 29 décembre 1910, cité en note, que la demoiselle B... jouissait d'une belle aisance, n'était pressée par aucun besoin d'argent l'obligeant à vendre la maison même où elle habitait... »

L'Administration a d'ailleurs le droit et le devoir de faire toutes recherches pour établir la situation de fortune et les moyens d'existence du pseudo-vendeur, en vue d'établir sa présomption et permettre au tribunal de statuer sur des bases précises.

« Attendu, lit-on dans les motifs du jugement du tribunal civil de Dinan du 15 janvier 1919, cité en note, qu'il convient encore de retenir que, en raison de son âge, de ses goûts simples, de son genre de vie particulièrement modeste, la demoiselle G... n'avait nullement besoin de vendre ses immeubles pour assurer son existence ; que le revenu des biens vendus, s'élevant environ à 900 francs, lui fournissait des moyens d'existence suffisants ; que les investigations faites par l'Administration n'ont révélé aucune inscription hypothécaire sur les immeubles qui constituaient toute la fortune de la soi-disant vendeuse. »

Mais la présomption de libéralité que les tribunaux ou la Cour de Cassation considèrent comme la plus grave, c'est celle qui se rattache aux liens de parenté, d'alliance ou d'affection qui unissent les contractants. De nombreuses décisions ont été rendues en faveur de l'Administration dans les cas où les parties étaient soit des parents : fils (2),

(1) Rouen, 3 mai 1877, et sur pourvoi Cass., 5 novembre 1878, J. E., 20. 696. Inst., 2. 619, § 5, S., 72. 1. 83. D. P., 79. 1. 100. — Le Blanc, 15 juillet 1896, R. P., 8.992. — Saint-Brieuc, 10 avril 1907, J. E. 27. 643. R. P., 11. 477. — La Flèche, 26 mai 1908, R. P., 11. 717. — Besançon, 29 décembre 1910, J. E., 28. 500. R. P., 12.314. — Dinan, 15 janvier 1919, précité. — Arbois, 17 avril 1919, R. P., 13. 884. J. E., 31. 102.

(2) Mayenne, 28 avril 1922, J. E. 31. 852, R. E., 7586.

frères ou sœurs (1), neveux ou nièces (2), petits-neveux ou petites-nièces (3), soit des alliés : gendre, belle-fille, belle-sœur, neveu par alliance (4), soit des amis intimes (5), des fiancés, des gens vivant maritalement (6).

Cette présomption est souvent fortifiée par le fait que le pseudo-acquéreur est l'héritier présomptif du disposant (7) ou a été institué par lui son légataire par un testament dont la date est rapprochée de l'acte de vente ou de cession (8).

(1) Neufchâtel, 6 mai 1864, J. E., 17. 847. — Rouen, 3 mai 1877 et Cass., 5 novembre 1878. Inst. 2619, § 5. J. E., 20. 896. S., 79. 1. 83. — Bar-le-Duc, 28 juin 1878, J. E., 20. 847. — Versailles, 3 août 1880, J. E., 21. 678. — Cass., 9 juillet 1879, J. E. 21554. — Melle, 30 mars 1885. R. E., 986. — Brest, 12 décembre 1895, R. P., 8. 722. — Lannion, 24 janvier 1898, R. P., 9. 330. — La Rochelle 13 décembre 1910, J. E., 28. 610. — Pontarlier, 6 juin 1918, R. P., 18. 884. — Dinan, 15 janvier 1909, R. P., 13. 884. — Contra : Saint-Affrique, 18 octobre 1918, R. P., 13. 884.

(2) Le Havre, 4 août 1859, J. E., 16. 982. et sur pourvoi Cass., 9 juillet 1861, J. E., 17. 315. — Privas, 30 juillet 1866, R. P., 2. 371, — Bar-le-Duc, 28 juin 1878, J. E., 20. 847. — Verdun, 3 août 1880, J. E., 21678, R. P., 5653. — Nevers, 25 juillet 1881, et sur pourv. Cass., 19 juin 1882, J. E., 21. 929. Inst. 2673, § 7, S., 83. 1. 131. — Nîmes, 28 février 1884, R. E., 435. — Versailles, 5 février 1884, J. E., 22. 412. — Neufchâteau, 25 octobre 1888, J. E., 22. 190. — Châtillon s/ Seine, 14 novembre 1889, J. E., 23. 417. — Yvetot, 12 février 1892, R. E., 83. — Montbéliard, 23 novembre 1894, J. E. 24. 549. — Bayonne, 4 août 1897, R. P., 9. 191. — Libourne, 2 avril 1903, R. P., 10. 594. — Coulommiers, 19 février 1904, R. P., 10. 843. — Lorient, 5 mars 1913, R. P., 12. 807. — Niort, 21 février 1919, J. E., 30. 891. R. P., 13. 884. Bourges, 7 décembre 1922, inédit. Contra : Barbezieux, 12 mars 1903, R. E., 3354. — Quimper, 19 novembre 1913, R. P., 13. 107. — Vannes, 6 janvier 1922, R. E., 7. 575.

(3) Le Blanc, 15 juillet 1896, R. P., 8. 992. — Châteauroux, 7 février 1899. R. E., 2088.

(4) Millau, 9 janvier 1885, J. E., 22. 412. — Toulouse, 13 juillet 1892, R. E., 317. — Soissons, 9 juin 1904, J. E., 26. 870. — Marennes, 24 décembre 1912, R. P., 12. 845. — Contra : Marmande, 21 novembre 1918, R. P., 13. 884.

(5) Dijon, 22 janvier 1896, R. E., 1160. — Guéret, 15 février 1909, J. E. 27. 881. — Arbois, 17 avril 1919, R. P., 13. 884., J. E., 31. 102.

(6) Seine, 16 juillet 1921, J. E., 31. 873. R. E., 7. 682.

(7) Nevers, 25 juillet 1881, et sur pourvoi Cass., 19 juin 1882, J. E., 21. 929. Inst. 2673, § 7. — Melle, 30 mars 1885, R. E., 986. — Bayonne, 4 août 1886, R. P., 9. 141. — La Rochelle, 13 décembre 1910, J. E., 28. 610. R. P., 12. 410. — Besançon, 29 décembre 1910, J. E. 28. 500. — Lorient, 5 mars 1913, R. P., 12. 807. — Pontarlier, 6 juin 1918, Dinan, 15 janvier 1919, et Niort, 21 février 1919, R. P., 13. 884. — Bourges, 7 décembre 1922, inédit.

(8) Saint-Dié, 8 février 1883, J. E., 22. 140. — Neufchâteau, 25 octobre 1888, J. E., 23. 190. — Châteauroux, 7 février 1899, R. E., 2088. — Laon, 11 juillet 1901, J. E., 26. 597. R. P., 10. 656. — Libourne 2 avril 1903, R. P., 10. 594. — Coulommiers, 19 février 1904, R. P., 10. 843. — Soissons, 9 juin 1904, J. E., 26. 870. — La Flèche, 26 mai 1908, R. P., 11. 707. —

« Attendu, s'exprime notamment le Tribunal civil d'Arbois dans son jugement du 17 avril 1919 cité en note, que la demoiselle D... sentait sa fin imminente, que d'ailleurs, le 21 septembre 1911, jour même des prétendus actes de vente, elle faisait son testament et que, quatre jours après, elles instituait P... comme légataire universel, qu'il est particulièrement important de noter que les dispositions qui présentent un caractère apparent de libéralité, à savoir les dispositions testamentaires et la désignation d'un légataire universel, sont concomitantes de celles en question. »

Mais il est à remarquer que chacun de ces faits pris isolément ne constitue pas une présomption et qu'il faut au contraire les apprécier dans leur ensemble pour en tirer une preuve complète et irréfutable de la simulation.

Les motifs du jugement précité rendu par le tribunal civil de Dinan le 15 janvier 1919, permettent de se rendre compte de la portée de ce principe.

« Attendu, y lit-on, qu'en effet Madame G... acquéreur, est sœur de la venderesse et que le lien d'affection qui unissait les parties était tel que l'une des conditions de la prétendue vente était la charge imposée à Madame G... et à son mari d'entretenir la venderesse, tant en santé qu'en maladie, de toutes choses nécessaires à la vie, de la nourrir, de la blanchir et de lui fournir tous les habillements nécessaires.

Attendu que, de plus, Madame G... est, ainsi qu'il résulte des documents de la cause, l'unique héritière présomptive de la demoiselle G... et que, par suite, on ne voit pas l'intérêt qu'auraient eu les époux G... à payer le prix d'immeubles dont ils ne devaient pas profiter du vivant de la venderesse, celle-ci s'en étant réservé l'usufruit ; que l'on s'explique d'autant moins une acquisition à titre onéreux

La Rochelle, 13 décembre 1910, J. E., 28. 610. R. P., 12410. — Marennès, 24 décembre 1912. R. P. 12. 845. — Arbois, 17 avril 1919, R. P., 13. 884. J. E., 31. 102. — Corbeil, 11 mars 1920, J. E., 30. 909. R. E., 7417. — Contrai Dreux, 27 mai 1878, J. E., 21. 833. — Saint-Affrique, 18 octobre 1918. R. P., 13. 884. — Vannes, 6 janvier 1922. R. E., 7. 575.

que légalement Madame G... était, en raison de sa qualité, appelée à recueillir gratuitement la succession de sa sœur, et ce, dans un avenir prochain, étant donné l'âge de cette dernière.

Attendu que le fait que la demoiselle G... était âgée de près de 70 ans, lors de la rédaction de l'acte litigieux, rend encore plus suspecte la sincérité de la prétendue vente du 14 janvier 1916 ; qu'à moins d'être dans le besoin, les personnes de cet âge sont beaucoup moins mues par des sentiments de spéculation que par le désir d'assurer la dévolution gratuite de leur succession au profit de leurs héritiers naturels... »

III. — PRÉSOMPTIONS SE RATTACHANT AUX CLAUSES MÊMES DU CONTRAT

Pour dissimuler le caractère réel de la libéralité, les parties ont recours le plus souvent à l'un des procédés suivants : Ou bien le prix est fixé en rapport avec la valeur vénale des biens cédés ; mais alors ce prix ne sera jamais payé. Ou bien le prix fixé est dérisoire ou tout au moins bien inférieur à la valeur de ces biens : dans ce cas là, il y a plutôt donation indirecte. Mais, au point de vue fiscal, la jurisprudence semble avoir confondu ces deux sortes de donations, comme étant faites en définitive, toutes deux, en fraude des droits du Trésor.

Dans le premier cas, et pour éviter une déclaration quelconque au sujet du paiement fictif de ce prix, les parties ont souvent recours à la rédaction d'un acte sous seing privé. (1). Si elles font appel au ministère d'un notaire, l'acte porte que le prix a été « payé comptant, en dehors de sa vue, ainsi déclaré ». La jurisprudence considère aussi cette déclaration, si elle est accompagnée d'autres présomptions graves précises et concordantes, comme une preuve

(1) Niort, 21 février 1919, R. P., 13. 884. — Contra : Saint-Affrique, 18 octobre 1918, R. P., 13. 884.

ou un indice de nature à établir la simulation de la donation à l'aide du contrat de vente (1).

Les tribunaux ont vu également une présomption de fraude dans le fait de stipuler dans ce contrat que le prétendu vendeur se réserve, sa vie durant, l'usufruit du bien cédé (V. en ce sens Jurisprudence citée au chapitre précédent, II, B. § III, p. 91). Grâce à cette disposition, celui-ci ne court en effet aucun risque de perte, puisqu'il continue à jouir de la totalité de ses revenus ; peu lui importe alors que le prix ne soit pas payé, ou que, s'il l'a été, il soit reversé ensuite à l'acquéreur ainsi gratifié (2).

Mais, la plupart du temps, au lieu de stipuler un prix fictif, les parties stipulent un prix dérisoire, bien inférieur à la valeur des biens transmis. L'Administration peut très bien se baser sur l'existence d'une différence importante entre ces deux valeurs pour prouver la simulation du contrat. C'est ainsi que le caractère de libéralité a été reconnu à un contrat par lequel le cessionnaire devait, moyennant le prix de 3.217 frs 50, bénéficier d'une créance de 45000 frs. soumise à l'usufruit d'une personne âgée de 67 ans (Neufchâtel, 6 mai 1864. J. E., 17. 847. R. P., 1947).

Il y a également donation quand la vente ou la cession a été faite moyennant un prix, d'ailleurs insuffisant, converti en l'obligation par le cessionnaire ou acquéreur de loger, nourrir et entretenir le cédant tant en santé qu'en maladie (3), quand cette charge représente un capital

(1) Le Havre, 4 août 1859, J. E., 16. 982. — Bar-le-Duc, 26 juin 1878, J. E., 20. 847. — Verdun, 3 août 1880. J. E., 21. 678. — Neufchâteau, 25 octobre 1888, J. E., 23. 190. — Le Blanc, 15 juillet 1896, R. P., 8. 992. — Châteauroux, 7 février 1899. R. E., 2. 088. — Laon, 11 juillet 1901, J. E., 26. 597. — Marennnes, 24 décembre 1912, R. P., 12. 845. — Lorient, 5 mars 1913, R. P., 12. 807. — Lorient, 27 mars 1914, J. E., 30. 386. — Arbois, 17 avril 1919, R. P., 13. 884, J. E., 31. 102. — Mayenne, 28 avril 1922, J. E., 31. 852. R. E., 7586. — Rappr. Besançon, 29 décembre 1910, J. E. 28. 500. — Contra : Bar s/ Seine, 27 avril 1892, R. E., 186.

(2) Laon, 11 juillet 1901, J. E., 26. 597. — Besançon, 29 décembre 1910, J. E., 28. 500. — Marennnes, 24 décembre 1912, R. P., 12. 845. — Lorient, 5 mars 1913, R. P., 12. 807. — Arbois, 10 avril 1913, R. P., 12. 826, Pontarlier, 6 juin 1918, Dinan, 15 janvier 1919, Niort, 21 février 1919, Arbois, 17 avril 1919, R. P., 13. 884.

(3) On verra ci-après (chapitre IV-1) que les contrats de l'espèce sont plutôt des baux à nourriture que des ventes ; mais la jurisprudence les a souvent confondus, surtout en matière de donation déguisée.

bien inférieur à celui des biens transmis (Annecy, 31 décembre 1891, R. E., 56. R. P., 865) ou en l'obligation d'employer à son décès une certaine somme en frais funéraires et en prières (Dinan, 15 janvier 1919. R. P., 13. 884. J. E., 31. 654). Dans cette dernière instance, le Tribunal a d'ailleurs déclaré avec juste raison que l'intention de la venderesse était bien de gratifier ses acquéreurs, puisque, faisant allusion à cette dernière stipulation, il remarque qu'elle a fait insérer, dans cet acte qualifié vente, « une disposition que l'on ne trouve habituellement que dans les donations ou dans les testaments ».

Dans une espèce toute particulière, le tribunal de Lyon, par un jugement du 25 mars 1887, (Pandectes françaises, 87. 6. 60. T. A., 2^e édition, V^o donation, n^o 384. 4^o) a reconnu le caractère de donation au contrat qui stipulait l'abandon par une tante à son neveu d'une créance de 60.000 frs à charge par celui-ci de se désister de l'appel d'un jugement rendu à son préjudice dans une instance contre son frère à laquelle la cédante était étrangère.

Mais ces présomptions basées sur les clauses du contrat ne sont pas suffisantes par elles-mêmes pour prouver que l'on est en présence d'une donation déguisée. Elles acquièrent au contraire une singulière force quand le contrat est intervenu entre personnes ayant entre elles des liens de parenté, d'alliance ou d'affection. Dans ce cas-là l'administration de l'Enregistrement est parfaitement fondée à soutenir qu'on est en présence d'une donation déguisée et non d'une simple insuffisance d'évaluation.

La jurisprudence l'a nettement reconnu dans des espèces où la prétendue vente moyennant un prix fictif était intervenue entre frères ou sœurs (Neufchâtel, 6 mai 1864. J. E. 17. 847. — La Rochelle, 13 décembre 1910. J. E., 28. 610. — Dinan, 15 janvier 1919, R. P., 13. 884), soit entre oncle et neveu (Privas, 30 juillet 1866. R. P., 2371. — Lyon, 25 mars 1887, cité supra), surtout lorsque le pseudo-acquéreur est l'héritier présomptif du disposant (Saint-Brieuc, 6 juillet 1880. J. E., 21841. — Nevers, 25 juillet 1881, et sur pourvoi Cass. 19 juin 1882. Inst. 2673, §. 7. J. E., 21. 929).

« Attendu, lit-on dans le jugement du tribunal de Dinan du 15 janvier 1919 précité, que la fictivité du prix de la prétendue vente ressort au surplus de tous les éléments mêmes dont se compose ce prix, tel qu'il est stipulé au contrat, savoir :

1^o Une charge de nourriture et d'entretien, dont l'intérêt pour la venderesse ne se conçoit nullement, puisqu'avec les revenus de son usufruit, il lui était facile de vivre suivant ses goûts, laquelle charge n'est évaluée par les parties elles-mêmes qu'à un chiffre total ne dépassant pas le revenu des biens cédés ; 2^o une charge d'acquitter, jusqu'à concurrence de 3.000 frs, des dettes envers des créanciers non désignés ; 3^o une somme de 8.000 frs dont on ne trouve pas trace quatre mois après le contrat ; 4^o enfin, une charge funéraire qui, naturellement et légalement, sans qu'il fût nécessaire de la considérer comme un prix, devait incomber lors du décès de la demoiselle G... à la même qui s'engage à l'assumer.

Attendu que ces circonstances qui, envisagées dans leur ensemble, constituent des présomptions de simulation graves, précises et concordantes, sont encore aggravées par l'insuffisance certaine du prix, par la disproportion existant entre ce prix fictif, tel qu'il a été établi, et la valeur réelle des biens transmis.

Qu'il résulte, en effet, des documents invoqués par la Régie et non contredits, que le revenu de la part appartenant à la demoiselle G... dans les immeubles licités s'élève à 760 frs 50 et que celui des immeubles propres à la venderesse est de 340 frs.

Attendu qu'il est inadmissible qu'une cession d'immeubles d'un revenu de 1.100 frs, libérée quatre mois plus tard, jusqu'à concurrence de près de 900 frs, de l'usufruit de la venderesse, ait été consentie pour un prix ne s'élevant, y compris l'acquit des charges, qu'au prix total de 12.500 frs.

Attendu qu'en résumé, les circonstances sus-indiquées, considérées dans leur ensemble, constituent des présomptions graves, précises et concordantes, faisant apparaître la fraude alléguée comme évidente, c'est-à-dire démontrant

que la demoiselle G... a, pour éviter le paiement des droits élevés dûs au Trésor, au taux de la ligne collatérale, en cas de mutation par décès, déguisé, sous la forme et la qualification d'un contrat à titre onéreux, une donation de tous ses biens... »

IV. — PRÉSUMPTIONS TIRÉES DE FAITS OU CIRCONSTANCES EXTRINSÈQUES.

Enfin la Régie a le droit d'invoquer, pour établir le déguisement des donations, les présomptions les plus diverses, tirées de faits ou de circonstances extrinsèques. Celles-ci étant extrêmement nombreuses et variées, il n'y a lieu de s'arrêter qu'aux plus intéressantes et aux plus caractéristiques.

C'est ainsi qu'il y a lieu de citer tout d'abord la preuve basée sur le fait que l'acquéreur était dans une situation de fortune bien précaire ne lui permettant pas d'acquitter le prix stipulé (1).

Le tribunal de Besançon, aux termes de son jugement du 29 décembre 1910 (J. E. 18. 500) a même exigé que les acquéreurs fissent la preuve de leur solvabilité et de l'existence de ressources nécessaires à acquitter le montant du prix stipulé ; mais il est peu probable que la Cour de cassation admette cette théorie, qui renverse l'obligation de la preuve, car celle-ci, en l'état actuel de la législation, semble devoir incomber uniquement à l'Administration.

Le droit de donation a été déclaré exigible sur la cession de la nue propriété d'une créance de 12.000 frs, moyennant une somme de 6000 frs, payée comptant, faite par un oncle à son neveu, alors que cette cession coïncidait avec la donation de la nue propriété de ses biens faite par le cédant au cessionnaire dans son contrat de mariage (Privas, 30 juillet 1866. R. P., 2. 371).

(1) Muret, 25 mars 1863, J. E., 17. 724. — Neufchâteau, 25 octobre 1888. J. E., 23. 910. — Châteauroux, 7 février 1899. R. E., 2088. — Lorient, 5 mai 1903, R. P., 12. 807. — La Flèche, 26 mai 1908, R. P., 11. 717.

De même. la preuve de la donation déguisée a paru certaine dans un cas où la cession avait été faite au profit d'une personne sans aucune fortune, qui n'avait aliéné aucun immeuble, dont les parents étaient dans une situation gênée, qui n'avait contracté aucun emprunt, en un mot qui ne justifiait d'aucune ressource pour acquitter le prix de la cession et même qui n'avait pas pu s'en libérer au moyen des recouvrements de minime importance par elle faits sur les créances cédées (Muret, 25 novembre 1863, précité).

Dans une instance engagée plus récemment et terminée par un jugement du Tribunal civil de Mayenne du 28 avril 1922 (J. E. 31. 852. R. E., 7. 586), le caractère de donation déguisée a été reconnu à une vente de fonds de commerce consentie par une mère à son fils, moyennant un prix de 120.000 frs payé hors la vue du notaire rédacteur de l'acte, celle-ci étant concomitante au mariage de l'acquéreur, car il est invraisemblable d'admettre que la mère, au lieu de faciliter l'établissement de son fils pour ce mariage, l'ait obligé à lui verser une somme importante à ce moment, alors surtout que la situation de fortune du fils ne lui permettait pas de disposer de cette somme. Les parties alléguaient, il est vrai, que ce dernier, quoique âgé de 29 ans seulement et ayant été mobilisé cinq ans, avait pu payer cette somme, tant à l'aide de ses gains et économies qu'avec les dons manuels par lui reçus. Le tribunal a fait ressortir l'invraisemblance de cette hypothèse, en ces termes :

« Attendu que le moyen tiré de gains et économies qu'aurait réalisés M. Jean C..... avant la guerre en un temps très court d'aide à sa mère et à une époque où les bénéfices étaient normalement beaucoup moins importants que ceux réalisés pendant et depuis la guerre, est proprement invraisemblable, que le moyen tiré de dons manuels que M. Jean C..... aurait reçus de son père, époux séparé de corps en 1907, puis divorcé par conversion en 1911 de la dame R....., lequel est dans une situation pécuniaire que les opposants à contrainte s'abstiennent volontairement de définir, à coup sûr précaire, qui n'a jamais reparu à V.....

depuis sa séparation d'avec sa femme, même pour assister au mariage de son fils, n'est pas plus probante ;

Attendu qu'en admettant même ces deux hypothèses (économies et dons manuels) le tribunal ne pouvait manquer de retenir l'invéraisemblance du fait que la dame R....., dont la situation de fortune est assez brillante, de son propre aveu, n'aurait rien donné à son fils unique pour faciliter son établissement par mariage et l'aurait au contraire obligé à lui verser, la veille de son mariage, une somme de 120.000 francs résultant de ses économies ou de dons manuels, laquelle somme eût pu venir, jointe à la dot constituée par la dame R..... équilibrer un peu plus les apports importants (402.000 frs) de sa future... »

On considère également comme présomption grave de la donation le fait que le prétendu vendeur est mort peu de temps après la vente et que la somme déclarée payée comptant n'a pas été retrouvée dans la consistance de la succession. La jurisprudence a souvent retenu cette allégation pour en conclure qu'il y avait simulation, surtout dans les cas où il était prouvé que le défunt n'avait aucune dette et qu'il n'était nullement justifié que celui-ci avait fait emploi des deniers provenant du prix de la prétendue vente au profit d'œuvres pieuses et charitables (1).

(1) Le Havre 4 août 1859, J. E., 16, 982 et sur pourvoi. Cass., 9 juillet 1861, J. E., 17, 315. Inst. 2, 201, § 4. S., 61, 1, 788. — Dieppe, 28 novembre 1861, J. E., 17, 402. — Orthez, 27 mai 1864, J. E., 17, 891. — Bar-le-Duc, 28 juin 1878, J. E., 20, 847. — Verdun, 3 août 1880, J. E., 21, 678. — Saint-Dié, 8 février 1883, J. E. 22, 140. — Neufchâteau, 25 octobre 1888, J. E., 23, 190. — Annecy, 31 décembre 1891, R. E., 56. — Yvetot, 12 février 1892, R. E., 83. — Le Blanc, 15 juillet, 1896, R. P. 8, 992. — Châteauroux, 7 février, 1899, R. E. 2, 088. — Laon, 11 juillet 1901, J. E., 26, 597. — Soissons, 9 juin 1904, J. E., 26, 870. — La Flèche, 26 mai 1908, R. P., 11, 717. — Saint-Brieuc, 10 avril 1907, et sur pourvoi Cass., 5 janvier 1909, J. E., 27, 643. Inst. 3, 291 § 3, S., 1911, 1, 172. D. P. 1911, 1, 460. — Besançon, 29 décembre 1910, J. E., 28, 500. — Rennes, 24 décembre 1912, R. P., 12, 845. — Lorient, 5 mai 1913, R. P., 12, 807. — Arbois, 10 avril 1913, R. P., 12, 826. — Lorient, 27 mai 1914, J. E. 30, 386. R. P., 13151. — Pontarlier, 6 juin 1918, J. E., 30, 768. R. P. 13, 884. — Dinan, 15 janvier 1919, R. P. 13, 884. — Niort, 21 février 1919, J. E., 30, 891. R. P., 13, 884. — Arbois, 17 avril 1919, R. P., 13, 884. J. E., 31, 102. — Contra : Bar s/ Seine, 27 avril 1892, R. E., 186. — Saint-Affrique, 18 octobre 1918, R. P., 13, 884. — Marmande, 21 no-

Il est d'ailleurs à remarquer que, dans les espèces soumises à ces juridictions, le temps écoulé entre la date du contrat et celle du décès variait entre un jour et plusieurs mois.

« Attendu, porte l'arrêt de la Cour de Cassation du 5 janvier 1909 (Inst. 3.291, § 3, S., 1911.1.172, D. P., 1911.1.460), que le jugement (Saint-Brieuc, 10 avril 1907) déclare notamment que la somme stipulée payable comptant n'a jamais été payée ; que parmi les circonstances qui amènent à en décider ainsi, il convient de remarquer que la dite somme ne s'est pas retrouvée dans la succession de la demoiselle L. M.... bien que celle-ci soit décédée dans la nuit qui a suivi la rédaction de l'acte... »

« Attendu, déclare de son côté le tribunal civil de Lorient (Jugement du 27 mai 1914, J. E., 30.386, R. P., 13.151), que la demoiselle L. G.... est décédée le 30 mars 1912, soit sept mois seulement après la signature de l'acte ; que le contrat stipulait que le prix convenu de 30.000 francs avait été payé en bonnes espèces de cours comptées, délivrées avant ce jour, et hors la vue du notaire soussigné ; que pourtant il n'a pas été trouvé trace dans la succession de la défunte, en deniers ou en équivalent, du prix de vente relativement important qu'elle aurait dû toucher peu de temps avant son décès ; que rien ne semble pouvoir expliquer cette constatation négative, si ce n'est le caractère fictif de la vente intervenue... »

V. Du droit de timbre applicable à ces actes.

Aux termes de l'article 6 de la loi du 22 avril 1905 « les minutes, originaux et expéditions des actes ou procès-verbaux de vente, licitation ou échange d'immeubles ainsi que les cahiers de charges relatifs à ces mutations sont affranchis de tout droit de timbre ».

vembre 1918, J. E., 30. 744. R. P., 13. 884. — Les motifs de ce dernier jugement sont manifestement contraires à tous les principes universellement admis en la matière, et il est regrettable que l'Administration n'ait pas cru devoir le déférer à la censure de la Cour suprême

Lorsqu'é le contrat de vente constitue en réalité une donation, l'exemption de timbre ne peut plus s'appliquer à lui et les parties doivent acquitter les droits au tarif en vigueur au jour de la rédaction de celui-ci tant sur la minute que sur les expéditions. Le notaire rédacteur de l'acte n'en-court cependant pas les amendes prévues par la loi du 13 brumaire an VII, article 26, parce que, si l'acte revêt avant tout les apparences d'une vente et si la libéralité n'est pas ouvertement déclarée, la fraude ne peut être réputée connue de lui.

Il en serait autrement, à notre avis, en ce qui concerne les parties ayant rédigé le contrat en la forme sous-seing privé, car elles ne peuvent invoquer alors la même excuse que cet officier ministériel, le déguisement provenant de leur fait, et parce qu'elles ont ainsi rédigé sciemment, sur papier non timbré, un acte qui n'avait de la vente que le nom et les apparences. Les amendes prévues par le même article de loi paraissent donc bien applicables dans ce cas.

CHAPITRE III

De la simulation des donations sous forme de contrat de rente viagère

Le contrat de rente viagère est un contrat par lequel une personne appelée débi-rentier s'engage à payer des arrérages annuels à une personne appelée crédi-rentier, pendant toute sa vie, soit à titre onéreux, moyennant l'abandon d'un capital, soit à titre gratuit, dans un pur esprit de libéralité.

La rente viagère peut donc être constituée soit à titre onéreux, soit à titre gratuit. Elle peut en outre être apparemment constituée à titre onéreux et déguiser en réalité une libéralité.

I. DES DIFFÉRENTES MANIÈRES DE CONSTITUER LA RENTE VIAGÈRE

§ 1. — DE LA CONSTITUTION A TITRE ONÉREUX PROPREMENT DITE

La rente viagère est constituée à titre onéreux lorsque le crédi-rentier fournit ou s'engage à fournir la contre-valeur de la rente. Cette contre-valeur peut consister, aux termes de l'article 1968 du Code civil, « soit en une somme d'argent, ou en une chose mobilière appréciable, ou en un immeuble ».

Lorsque le contrat est formé par suite de l'aliénation d'un immeuble, c'est une vente qui est parfaite par le seul

consentement des parties, sans que la délivrance de la chose soit nécessaire. Comme c'est un acte synallagmatique, il doit être rédigé en double exemplaire s'il est fait en la forme sous seing privé, conformément aux dispositions de l'article 1325 du Code civil.

Au contraire, ce contrat est réel si la rente viagère est stipulée comme contre partie du versement d'une somme d'argent. L'article 1909 dit en effet que « le prêt prend le nom de constitution de rente s'il est fait moyennant un capital que le prêteur s'interdit d'exiger », et l'article 1910 spécifie que « cette rente peut être constituée de deux manières, et en perpétuel et en viager ». Ce contrat est donc un prêt, par conséquent un contrat unilatéral, qui ne sera parfait que par la tradition de la somme d'argent au débirentier et qui, s'il est passé en la forme sous seing privé, n'a besoin que d'être rédigé en un seul original.

Si la rente viagère est accordée en récompense de services antérieurs rendus, le contrat est synallagmatique et doit être rédigé en double exemplaire, si les parties n'en font pas dresser acte authentique.

Quand la rente est constituée à titre onéreux, elle est un contrat aléatoire, car les deux parties ignorent pendant combien d'années les arrérages seront servis, et elles ne savent laquelle des deux gagnera ou perdra.

Si le crédit-rentier meurt peu de temps après la signature du contrat, le débirentier réalise un bénéfice, mais, s'il vit encore longtemps, le débirentier éprouvera alors une perte.

§ II. — DE LA CONSTITUTION A TITRE GRATUIT

La rente viagère est constituée à titre gratuit, quand elle a sa cause non dans la prestation fournie par le débirentier pour l'obtenir, mais dans l'esprit de libéralité qui anime le constituant.

Si elle est constituée entre vifs, c'est une donation qui doit être obligatoirement assujettie aux formalités prévues

par l'article 931 du Code civil. Si elle doit être servie après le décès du constituant, elle doit être contenue dans un testament, dressé selon les formes ordinaires (article 1969).

§ III. — DU CONTRAT DE CONSTITUTION DE RENTE A TITRE ONÉREUX DÉGUI SANT UNE LIBÉRALITÉ

Enfin les parties déguisent souvent les libéralités sous le couvert d'une constitution de rente viagère à titre onéreux. Conformément aux principes généraux ci-avant exposés, la jurisprudence valide la donation ainsi déguisée (V. notam. Cass., 11 juillet 1888, S., 88.1.409, D. P., 89.1.479).

Ce contrat doit être rédigé en double si l'objet donné est un immeuble ou si la constitution a pour cause apparente la récompense de services rendus. Si l'objet donné est une somme d'argent, un seul original est nécessaire.

II. — DES PRINCIPES APPLICABLES AU RÉGIME DE LA CONSTITUTION DE RENTE A TITRE ONÉREUX ET DE CEUX APPLICABLES A LA CONSTITUTION DE RENTE A TITRE GRATUIT.

§ 1. — LES ARTICLES 1974 ET 1975 DU CODE CIVIL

Aux termes de l'article 1974, « tout contrat de rente viagère créé sur la tête d'une personne qui était morte au jour du contrat ne produit aucun effet ».

Cependant, si la mort était connue des parties, l'acte peut être validé, comme donation déguisée de rente viagère, si l'intention de libéralité est démontrée.

La loi assimile le cas où la personne sur la tête de laquelle la rente est constituée se meurt à celui où elle est morte. L'article 1975 dit en effet qu'« il en est de même du contrat par lequel la rente a été créée sur la tête d'une personne atteinte de la maladie dont elle est décédée dans les vingt jours de la date du contrat ».

Ces nullités reposent sur le défaut de cause, l'absence d'aléa qui empêchent le contrat de se former.

Cette disposition s'applique-t-elle au cas où les parties auraient connu, en contractant, l'état de la maladie de la personne sur la tête de laquelle la rente a été constituée et même la gravité de la maladie ? Ce fait peut-il par conséquent, à lui seul, permettre de présumer que les parties ont voulu procéder à une donation déguisée ?

Certains auteurs ont soutenu la non application de l'article 1975 dans ce cas, en faisant valoir que la volonté de faire une libéralité explique seule le contrat (V. notam. en ce sens PONT, *Traité des petits contrats*, t. I, n° 719).

Mais on peut faire valoir tout d'abord, en sens contraire, que les parties, tout en connaissant la maladie de cette personne et sa gravité, ont pu s'illusionner sur son résultat. Enfin l'article 1975 à une portée des plus générales, et il ne cesserait de s'appliquer que s'il résultait d'un ensemble de présomptions graves, précises et concordantes tirées tant des termes et stipulations de l'acte que des circonstances qui ont présidé à sa conclusion, que les parties ont eu réellement l'intention de déguiser une libéralité sous la forme de cette constitution à titre onéreux. (En ce sens, AUBRY et RAU, t. IV, p. 583, § 388, note 9. — GUILLOUARD, *Des contrats aléatoires*, n° 154). Cependant, si les parties manifestent formellement l'intention de contracter, malgré la prohibition de cet article, l'*animus donandi* peut seul alors servir de cause à cet acte et le déguisement en ressort (BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL, *Des contrats aléatoires*, n° 228. — *Contra* : GUILLOUARD, n° 154) ; il en est autrement cependant si elles se sont contentées d'antidater l'acte (Cass., 15 juillet 1824, S., chr. — AUBRY et RAU, t. IV, p. 584, § 388, note 10. — GUILLOUARD, n° 154. — *Contra* : PONT, t. I, n° 719. — Cpr. LAURENT, t. XXVII, n° 285).

Les dispositions de ces articles ne s'appliquent donc qu'aux constitutions de rente viagère faites à titre onéreux. Elles ne s'appliquent ni aux constitutions faites à titre gratuit, ni aux donations déguisées sous forme de contrat onéreux.

§ II. — L'ARTICLE 1674

Au cas particulier où la prestation fournie par le créancier est un immeuble, le contrat est une véritable vente. Si les vices du consentement des contractants donnent lieu à une action en nullité dans les mêmes conditions que pour les ventes ordinaires, l'action en rescision pour cause de lésion de plus des sept douzièmes est-elle recevable, d'une manière absolue, quand le contrat est fait à titre onéreux, bien que cette cause de rescision résulte des termes absolus de l'article 1674 ?

On fait valoir tout d'abord, pour dénier au demandeur l'exercice de cette action, les termes de l'article 1976, qui sera commenté plus loin en détails, mais qui pose comme principe la liberté absolue du taux de constitution de la rente, et l'exposé des motifs de Portalis. Cependant il est à présumer que ce dernier article a été écrit plutôt en vue d'affranchir les rentes du taux limitatif que l'on songeait déjà à établir, dès 1804, pour les intérêts des prêts.

La nature même du contrat aléatoire implique toujours une possibilité de lésion pour le vendeur à rente viagère, qui peut toujours craindre de mourir après avoir touché un seul terme de sa rente. La durée de la vie humaine est donc l'élément aléatoire par excellence : toute fixation en est arbitraire. Aussi l'action en rescision basée sur des motifs tirés uniquement de cette détermination est irrecevable (Cass., 30 mai 1831, S., 31.1.217. — Toulouse, 21 novembre 1831, S., 32.2.108. — Caen, 6 janvier 1879, S., 79.2.184, D. P., 80.2.176. — Pau, 29 décembre 1886, S., 88.2.107, D. P., 87.2.194. — Civ., 16 mai 1900, D. P., 1900.1.585. — Req., 5 février 1902, D. P., 1903.1.382).

Si au contraire le demandeur établit qu'il y a lésion et que le contrat est, pour un autre motif, dépourvu d'aléa (notamment en comparant, ainsi que nous le verrons ci-après, la valeur de la rente stipulée avec le revenu des immeubles aliénés ou le taux des intérêts du prix), le demande est recevable (V. notam. Cass., 13 novembre 1867, D. P.,

68.1.344. — Req., 28 octobre 1895, D. P., 95.1.36. — Req., 15 juin 1895, D. P., 1900.1.489 et note non signée. — D. J. G. V^o Vente, n^o 157, V^o Rente viagère, n^o 72. — AUBRY et RAU, t. IV, p. 358, texte et note 12, § 359. — Texte et note 26, p. 356. — LAURENT, t. XXIV, n^o 85 à 87. — DEMANTE et COLMET DE SANTERRE, t. VII, n^o 14 *bis*, III. — GUILLOUARD, t. I, n^o 97. — V^o cep. HUC, t. X, n^o 34). Dans ce cas là il est plus conforme aux principes de dire que la vente est nulle faute de prix réel.

L'acquéreur contre lequel est dirigée cette action en nullité prétend souvent qu'il a bénéficié d'une donation déguisée : le contrat de vente nul pour défaut de prix ou rescindable pour cause de lésion, réunissant néanmoins toutes les conditions de forme requises pour sa validité, en tant que contrat de vente, peut être maintenu comme contenant une donation déguisée irrévocable, à la condition que l'intention libérale du vendeur soit établie. (Amiens, 31 juillet 1894, D. P., 96.2.108 et la note — D. J. G., supplément, V^o Vente, n^o 157). Dans ce cas là, en effet, la vileté du prix ne vicie pas le déguisement de la libéralité, ainsi que nous l'avons vu précédemment, mais sert d'élément d'appréciation de celle-ci.

§ III. — L'ARTICLE 918

On sait qu'aux termes de cet article, il y a présomption de déguisement pour les aliénations faites à un successible en ligne directe, lorsqu'elles sont faites à charge de rente viagère. Mais si une telle aliénation est consentie à un autre successible, elle n'est pas réputée; pour cela, être une donation (DEMOLOMBE, t. XIX, n^o 513. — LAURENT, t. XII, n^o 126. — BAUDRY-LACANTINERIE et COLIN, t. I, n^o 813). On ne pourra invoquer le lien de parenté qu'à titre de présomption judiciaire, que les héritiers réservataires pourront combattre par la preuve contraire (Colmar, 7 juillet 1848, D. P., 50.2.81).

Les aliénations consenties aux personnes visées par l'article 909 ne sont pas réputées de plein droit être des dona-

tions déguisées, seules les circonstances de fait laissées à l'appréciation souveraine du juge du fait peuvent permettre de faire déclarer qu'il y a déguisement.

III. — DES CIRCONSTANCES DE FAIT QUI PERMETTENT DE CONCLURE A L'EXISTENCE DU DÉGUISEMENT POUR LA PERCEPTION DES DROITS D'ENREGISTREMENT.

§ I. — LE CHIFFRE DE LA RENTE. PRÉSUMPTIONS S'Y RATTACHANT

Aux termes de l'article 1976 du Code civil, « la rente peut être constituée au taux qu'il plaît aux parties contractantes de fixer. Aussi a-t-on objecté que, pour ce motif, on ne saurait arguer du peu d'importance de l'aléa pour dénaturer ce contrat dont aucun texte de loi n'a déterminé l'étendue (Versailles, 5 février 1884, J. E., 22.412. — Toulouse, 5 juillet 1893, R. P., 8232).

Evidemment, il est indiscutable que le taux des arrérages varie à l'infini, qu'il dépend de l'âge, de la santé et du genre de vie de la personne sur la tête de laquelle la rente est constituée. Les parties doivent, pour toutes ces chances, calculer toutes les probabilités en faisant entrer aussi en ligne de compte les cas qui peuvent prolonger ou abrégé la durée de la vie du crédi-rentier.

Mais cette disposition de loi ne fait pas obstacle au devoir qui incombe à l'Administration de rechercher, si, dans les constitutions de rente viagère qui lui sont présentées sous forme de contrat à titre onéreux, le taux qui a été stipulé implique ou non l'aléa qui est son caractère essentiel.

« On comprend, enseigne Dalloz (J. G., V^o Rente viagère n^o 71) que l'article 1976 du Code civil n'a pour objet que de protéger les contrats sérieux et que, sous l'apparence d'une constitution de rente viagère, les parties ne sont pas recevables à faire valoir des prêts usuraires ou des libéralités excessives. Il appartient donc aux tribunaux de découvrir la fraude et d'en faire justice ».

« La constitution de rente viagère à titre onéreux, dit encore Merlin (Question de droit, V^o Rente viagère, p. 504), est un contrat intéressé de part et d'autre dans lequel chacune des parties reçoit l'équivalent de ce qu'elle donne, soit en réalité, soit en risque ou en espérance ».

Ainsi et spécialement, lorsque la rente viagère stipulée est inférieure, égale ou à peu près égale à l'intérêt du capital aliéné, calculé au taux normal de l'argent à l'époque de sa constitution, l'acte d'aliénation de ce capital a le caractère d'une donation et doit être tarifé en cette qualité, puisqu'il assure au débiteur de la rente un avantage immédiat et certain qui enlève à la convention tout caractère aléatoire.

La convention, dans cette hypothèse, ne procure, en effet, aucun avantage au cédant. Le cessionnaire d'autre part, pouvant assurer le service de la rente avec, où à peu près, les seuls produits du capital aliéné, se trouve dans la même situation que s'il avait reçu ces derniers à titre de donation sous réserve d'usufruit au profit du cédant.

Comme le fait encore remarquer avec juste raison le *Journal de l'Enregistrement* (1) « le contrat de rente viagère suppose nécessairement qu'il puisse y avoir pour les parties contractantes, ou pour l'une d'elles au moins, une chance de gain ou de perte. Si le capital aliéné doit produire une rente dont le montant est inférieur ou égal à l'intérêt de ce capital au taux légal, le débi-rentier n'est exposé à aucune perte, l'extrême longévité du crédi-rentier ne produisant d'autre résultat que de retarder le moment où le débi-rentier pourra appliquer à son profit les intérêts du capital aliéné, sans qu'en aucun cas ce capital subisse la moindre diminution » (Seine, 22 novembre 1878, J. E., 21.001).

L'opération n'est alors, en définitive, qu'une donation.

C'est en ce sens que s'est fixée la jurisprudence la plus récente des tribunaux civils et de la Cour de cassation (2).

(1) N^o 29. 327. — Janvier 1915.

(2) Cass., 15 mai 1866, S., 66. 1. 350. — Châtillon s/ Seine, 28 décembre

« Attendu, précise notamment le jugement du Tribunal Civil de Lille du 23 juin 1870 cité en note, que, pour bien apprécier un acte, on doit considérer son caractère et sa nature plutôt que s'arrêter au nom dont il a plu aux parties de le revêtir ;

Attendu qu'on ne saurait voir dans l'acte intervenu les 3 et 31 décembre 1868 une constitution de rente à titre onéreux ;

Que le dit acte, qui constate l'aliénation d'une somme d'argent moyennant une rente viagère équivalente à un intérêt de 50/0, assure au débi-rentier un avantage évident ;

Que l'intention de libéralité de la crédi-rentière ne saurait être douteuse, si l'on rapproche l'acte précité des deux autres actes intervenus entre la demoiselle D.... et deux autres de ses frères et sœurs dans des circonstances et dans des conditions identiques... »

Le Jugement du Tribunal Civil de Melle du 30 mars 1895 n'est pas moins catégorique :

« Attendu, porte cette décision, que suivant acte de notaire du 9 octobre 1892, les consorts B.... ont constitué au profit de leurs sœur et belle-sœur, la demoiselle B....

1858, J. E., 16. 896. — Castres, 1^{er} juillet 1859, J. E., 17. 024. — Briey, 29 août 1861, J. E., 27. 377. — Mortagne, 3 décembre 1868, J. E. 18. 729 — Lille, 23 juin 1870, R. P., 3.734. — Versailles, 30 juin 1870, R. P., 3. 209. — La Réole, 12 novembre 1873, J. E., 19. 471. — Bordeaux, 19 août 1874, J. E., 19. 583. — Seine, 22 novembre 1878, J. E., 21. 001. — Albertville, 8 mai 1880, J. E., 21. 842. — Nevers, 25 juillet 1881, et sur pourvoi Cass., 19 juin 1882. Inst. 2. 673, § 7. — Morlaix, 10 janvier 1884, et Versailles, 5 février 1884, J. E., 22. 412. — Nîmes, 28 février 1884. R. E., 435. — Millau, 9 janvier 1885, J. E., 22. 412. — Toulouse, 13 juillet 1892, R. E., 317. — Melle 30 mars 1895, R. E., 986, R. P., 8. 532. — Brest, 12 décembre 1895, R. P., 8. 722. — Dijon, 22 janvier 1898, R. E., 1. 160. — Lannion, 24 janvier 1898. — R. P., 9. 330. — Bayonne, 4 août 1898, R. P., 9. 191. — Châlons s/Seine 28 juin 1901 et sur pourvoi Cass., 26 mai 1903, S., 1904. 1. 295. D. P., 1905. 1. 172. Inst. 3. 130, § 2. — Bordeaux, 2 février 1904, R. E., 3. 595. R. P., 10. 844. — Montdidier, 21 décembre 1904, R. P., 11. 004. R. E., 3. 869. — Saint-Brieuc, 10 avril 1907, et sur pourvoi Cass., 5 janvier 1909, S., 1911. 1. 172. D. P., 1911. 1. 460. J. E., 27. 043. R. P., 11843. R. E., 4. 744. — Gaillac, 30 juillet 1912, R. P., 12. 705 et sur pourvoi Cass., 25 avril 1914. Inst. 3434, § 2. — Grasse, 18 janvier 1913, R. E., 6. 278. — La Rochelle, 13 décembre 1913. R. P., 12. 410. J. E., 2. 860. — Le Havre, 19 février 1914, R. E., 6. 300. — Dreux, 15 octobre 1919, R. E., 7. 046. — Corbeil, 11 mars 1920. R. E., 7. 107. — Bourges, 7 décembre 1922, inédit.

alors âgée de 60 ans et 11 mois, une rente annuelle et viagère de 412 francs moyennant la somme de 8.000 francs ;

Attendu que le contrat dont il s'agit ne pourrait être considéré comme une constitution de rente viagère que si les arrérages stipulés représentaient, outre l'intérêt usuel dans le pays des prêts hypothécaires, une partie du capital lui-même aliéné sans retour et définitivement perdu pour les constituants ;

Attendu qu'il est constant qu'en 1892 le taux ordinaire des prêts d'argent a été, dans le département, le taux légal de 5 0/0... »

En outre, s'il s'agit d'une cession de valeurs mobilières, « c'est uniquement à la date du contrat, précise à cet égard un arrêt de la Cour de Cassation du 26 mars 1903 (S. 1904. 1. 295. D. P., 1905. 1. 172. Inst. 3. 130 §, 2.), qu'il y a lieu de se placer pour déterminer le rapport entre la valeur des titres cédés et la rente stipulée pour le prix de la cession ».

S'il y a eu cession d'immeubles moyennant la constitution de la rente viagère, l'Administration de l'Enregistrement a incontestablement le droit de demander aux tribunaux d'ordonner l'expertise de ces immeubles pour apprécier si leur valeur est en rapport avec la dite rente (1).

Mais le plus souvent, la Régie s'est fondée, pour établir la simulation, sur les tarifs des grandes compagnies d'Assurances. Elle a cherché à démontrer que le contrat de rente viagère était une donation lorsque la vente stipulée était bien inférieure à celle que le crédi-rentier aurait pu obtenir, d'après ces tarifs, au moyen d'un versement à capital aliéné d'une somme égale ou même inférieure à la valeur des biens cédés.

Cette prétention a été cependant rejetée par quelques

(1) Saint Calais, 10 août 1877. R. P., 4. 780. J. E., 20. 583. — Yvetot, 24 novembre 1878, R. P., 5 256. J. E., 21337. — Le Havre 1^{er} mars 1912, J. E., 29. 102. R. P. 12629. — Mâcon, 3 avril 1913, R. P. 12. 947 — Corbeil, 20 novembre 1913, et 11 mars 1920. R. E., 7. 117.

tribunaux (1). Ceux-ci ont déclaré que, si le cédant avait la facilité de s'adresser à une compagnie d'assurances pour obtenir le paiement d'une rente plus élevée, « il pouvait n'avoir aucune confiance dans les dites Compagnies » et préférer que les biens vendus restassent la propriété des débiteurs, de façon à les reprendre si la rente n'était pas payée, et, moyennant un sacrifice d'argent, ne pas les vendre à un tiers, pour en verser le prix à un assureur ».

Mais la grande majorité des tribunaux et la Cour de Cassation ont admis ce mode de preuve (2).

« Attendu, dispose l'arrêt de la Cour du 15 janvier 1899 cité en note, qu'il est établi dans l'espèce que, par acte notarié du 5 mai 1894, la Veuve Philibert B... a cédé aux sieurs L...F et L...B : 1^o un titre de 1646 francs de rente française 4 1/2 0/0 ; 2^o 10 actions nominatives de la Banque de France ; 3^o 671 actions au porteur de la Société anonyme Becq-Conflans ; 4^o une créance au capital de 202.000 francs sur un sieur Urion, moyennant le prix de 569.819 frs 55 immédiatement converti en une rente annuelle et viagère de 30.000 frs sur la tête de la cédante, que la Régie a soutenu que cette convention contenait une libéralité déguisée sous la forme d'un contrat à titre onéreux, la-

(1) Guéret, 15 février 1909, J. E., 27. 881. — Dreux, 27 mai 1879, J. E., 21. 833. — Besançon, 23 janvier 1890, R. P., 7.406. — Beauvais 13 novembre 1891, R. P., 7. 772. — Barbezieux, 12 mai 1903, R. E., 3. 354. — Vesoul, 31 juillet 1912, R. P., 12. 764.

(2) Albertville, 8 mai 1880, J. E., 21. 442. — Nevers, 25 juillet 1881, R. P., 5. 310. — Cass., 19 juin 1882, D. P., 83. 1. 299, J. E., 21929, R. P., 5. 976. Inst. 2673, § 7. — Mâcon, 26 mai 1897 et sur pourvoi Cass., 25 janvier 1899, S., 99. 1. 295. D. P., 99. 1. 541. Inst. 2997, § 2. — Yvetot, 12 février 1892, R. E. 83. — Cherbourg, 10 août 1892, R. E., 307. — Montbéliard, 23 novembre 1894, R. P., 8583, J. E., 24. 549. — Châlons s/ Marne, 28 juin 1901, J. E., 26. 519, et sur pourvoi Cass., 26 mai 1903, R. P., 10. 521, J. E., 26519, R. E., 3. 346. R. N., 11. 946. J. N., 28. 107. Inst. 3. 130, § 2. S., 04. 1. 295. D. P., 05. 1. 172. — Fontainebleau, 29 mai 1907, R. P., 11. 478. — Saint-Brieuc, 10 avril 1907, et sur pourvoi Cass. 5 janvier 1909, J. E., 27. 643. R. P., 11. 843. R. E., 4. 744. Inst. 3291, § 3. S., 1911. 1. 172. D. P., 1911. 1. 460. — Pamiers, 16 mars 1911, R. P., 12. 409. J. E., 28. 933. — Le Havre, 1^{er} mars 1912, R. P., 12. 629 — Gaillac, 30 juillet 1912, et sur pourv. Cass., 25 avril 1914, J. E., 29. 214. Inst., 3434 § 2. — Grasse, 18 juillet 1913, J. E., 30. 173. — Le Havre, 19 février 1914, J. E., 30. 176. — Corbeil, 11 mars 1920, R. E., 7. 117. — La Flèche, 4 avril 1922, R. E., 7. 681. — Bourges, 7 décembre 1922, inédit.

quelle forme n'aurait été employée que pour éviter de payer le droit de 9 0/0, que pour faire la preuve qui lui incombait à cet égard elle a démontré que la veuve B... crédi-rentière de 85 ans, pouvait, en faisant abandon d'un capital aussi considérable, obtenir des compagnies d'assurances une rente de 93.000 frs, et est arrivée à cette conclusion que, en se contentant d'une rente de 30.000 frs faite par les consorts B... son intention de faire une libéralité était évidente ;

Attendu que le tribunal civil de Mâcon, en s'appuyant sur l'âge très avancé de la Veuve B... et sur la disproportion considérable entre les valeurs abandonnées par elle et les charges imposées à ses cessionnaires, a pu reconnaître que le véritable caractère du contrat contenu dans l'acte du 25 mai 1894 était celui d'une donation déguisée sous la forme d'une cession à titre onéreux ;

D'où il suit qu'en décidant, dans ces circonstances, que c'était le droit de donation qui devait être perçu et non le droit de 2 0/0 auquel sont assujettis les contrats de rente viagère à titre onéreux, le jugement attaqué qui satisfait aux exigences de l'article 7 de la loi du 20 avril 1810, n'a pas violé les articles visés au pourvoi, mais a fait une juste application des principes à la matière... Rejette... »

Inversement, si la rente constituée est d'une valeur bien supérieure au droit abandonné, on peut en conclure qu'il n'y a pas contrat aléatoire à titre onéreux, mais une donation au profit du crédi-rentier : la convention doit être alors imposée comme telle.

C'est ce qui a été reconnu notamment dans une espèce où une veuve, pour prix de sa renonciation à l'usufruit éventuel d'immeubles d'un revenu de 1233, francs avait obtenu de son beau-père, usufruitier actuel, une rente viagère de 5.000 francs payable immédiatement (1).

La remise de la dette résultant du contrat de rente via-

(1) Béthune, 8 décembre 1870. R. P., 3315 et sur pourvoi. Req., 23 août 1871, R. P. 3. 373. J. E., 19095. R. N., 3062. J. N., 20. 100. Inst., 2. 426. § 5. S., 71. 1. 107. D. P., 71. 1. 340. — Comp. Versailles, 5 février 1884. J. E. 22. 4

gère revêt le caractère d'une libéralité si elle a lieu sans équivalent et en vue de gratifier le débi-rentier, et le droit de donation est exigible sur le capital moyennant l'aliénation duquel la rente avait été constituée à l'origine (1).

§ II. — PRÉSUMPTIONS SE RATTACHANT AUX LIENS UNISSANT LES CONTRACTANTS

En outre, il y a lieu de remarquer que toutes ces considérations tirées du chiffre de la rente deviennent encore plus significatives si elles se trouvent corroborées par des présomptions se rattachant aux liens existant entre les contractants ou des circonstances extrinsèques diverses dont l'appréciation est abandonnée à la lumière des magistrats.

En ce qui concerne les liens existant entre les contractants, la jurisprudence citée plus haut (V. Chap. précéd.) a retenu les liens de parenté, d'alliance, d'affection et même simplement d'amitié, surtout lorsqu'à cette qualité s'ajoute celle d'héritier présomptif du disposant.

§ III. — PRÉSUMPTIONS TIRÉES DE CIRCONSTANCES EXTRINSÈQUES

Ces présomptions sont des plus nombreuses et sont à peu près les mêmes que celles qui ont été invoquées pour prouver la simulation d'un contrat de vente ou d'une cession de créances.

On peut y ajouter une preuve tirée du fait que le pseudo-vendeur a passé plusieurs actes de même nature, le même jour, en vue de disposer de l'ensemble de sa fortune (2).

« Attendu, lit-on dans l'arrêt du 5 novembre 1878 cité en note, que, dans l'espèce, il a été reconnu que les deux

(1) Louviers, 24 mai 1866, J. E., 18. 238. R. P., 2. 475.

(2) Privas, 20 juillet 1866, R. P., 2. 371. — Lille, 23 juin 1870, R. P., 3734. — Cass., 5 novembre 1878, S., 79. 1. 83. D. P., 79. 1. 100. Inst., 2619, § 5. J. E., 20. 896. R. P., 5. 120. — Arbois, 17 avril 1919, J. E. 31 102. R. P., 13. 884.

actes passés entre les parties le 19 août 1874 et portant, le premier, donation de 34.000 francs, le second constitution d'une rente viagère de 18.000 francs, au capital de 260.000 francs constituaient en réalité une donation de 600.000 francs à charge d'une rente viagère de 18.000 francs, que cette décision est fondée sur une saine appréciation et imprime aux actes dont il s'agit leur véritable caractère (1) ».

Enfin l'acte de constitution peut aussi contenir certaines clauses qui révèlent la simulation, notamment la stipulation suivant laquelle les arrérages de la rente en cours au jour du décès ne seront pas dûs par le débi-rentier, la dispense accordée au Conservateur des Hypothèques de prendre inscription contre les débi-rentiers, et le désistement par le crédi-rentier de tous droits de privilège ou d'action résolutoire (V. en ce sens notam. Arbois, 17 avril 1919 précité).

Mais il faut observer que, comme pour les donations déguisées sous forme de vente, la simulation sous forme de constitution de rente viagère ne résulte que d'un ensemble de faits susceptibles de prouver, d'une manière certaine et irréfutable, le caractère gratuit du contrat.

Pour préciser la portée de cette remarque finale, il est utile de citer les motifs d'un jugement rendu par le Tribunal Civil de Corbeil le 11 mai 1920 (R. E., 7. 117. J. E., 30.909) dans une affaire de ce genre, qui sont basés sur des présomptions tirées de l'âge et de la situation du disposant, de ses rapports avec les contractants, des stipulations du contrat et des évaluations portées dans celui-ci.

« Attendu que Madame P... a vendu aux époux C... sous réserve d'usufruit à son profit la nue propriété de divers immeubles moyennant le prix principal de 10.000 francs converti en une rente annuelle et viagère de 600 francs payable par trimestre ;

Attendu que les époux C... prétendent que l'acte intervenu est un contrat de rente viagère à titre onéreux en raison de son caractère essentiellement aléatoire et qu'au

(1) Rapp. Annecy, 31 décembre 1891. R. E., 56. R. P., 7. 865. — Orthez, 27 mai 1864. R. P., 2. 108. J. E., 1789 1.

surplus on ne saurait critiquer le taux de la dite rente, les parties étant libres de la fixer, aux termes de l'article 1976 du Code civil, que cette prétention ne saurait être admise, en l'espèce, la nature spéciale du contrat étant révélée en la cause par les faits suivants : grand âge de la venderesse, disproportion entre la valeur des biens cédés et l'importance des charges imposées aux prétendus acquéreurs, faiblesse du prix de vente et vente à deux personnes déjà instituées, par une disposition testamentaire antérieure, légataires universelles de la venderesse ; qu'il y a lieu de considérer comme déguisant une véritable libéralité le contrat présenté sous la forme d'une cession à titre onéreux par lequel une personne âgée vend la nue propriété de tous ses biens immeubles, moyennant un prix modique converti en une rente viagère qui représente moins de la moitié de celle qui, eu l'égard à l'âge de la venderesse, aurait dû lui être payée dans les conditions ordinaires et normales de placements en viager, alors surtout que les prétendus acquéreurs sont les légataires universels, institués préalablement, de la prétendue cédante... ;

Attendu qu'il résulte du rapport des experts que la valeur vénale de la nue propriété des immeubles vendus était au jour du contrat, de 16. 236 francs ; qu'il y a lieu en conséquence, de considérer le dit contrat comme une donation déguisée qui doit, comme telle, être soumise aux droits des donations entre vifs, et qu'il y a lieu d'homologuer le rapport des experts ;

Attendu que, bien que par son testament, Madame P... n'ait institué les époux C... pour ses légataires universels qu'en nue propriété, l'usufruit ayant été légué à sa sœur Madame P..., il apparaît que la vente dont s'agit ne faisait que révoquer tacitement le legs d'usufruit fait antérieurement et que le dit contrat de vente résultait bien des sentiments d'affection nourris par Madame P... vis à vis des époux C... ;

Attendu qu'il résulte du dossier que Madame P... était toujours en mauvais état de santé ; qu'elle est d'ailleurs décédée le 6 décembre 1910... »

CHAPITRE IV

De la simulation des donations sous forme de bail a nourriture, de constitution de pension alimentaire ou de conventions matrimoniales.

L. — LE BAIL A NOURRITURE

Le bail à nourriture est un contrat par lequel l'une des parties, appelée le preneur, s'engage à pourvoir à tous les besoins de l'autre partie, le bailleur ou pensionnaire, c'est-à-dire à le nourrir, le loger et l'entretenir moyennant une redevance, payable à périodes fixes, par exemple annuellement, ou à fonds perdus, c'est-à-dire moyennant l'aliénation d'un capital (Req., 21 novembre 1892 D. P., 93. 1. 291. — Seine, 2 mai 1898. D. P., 1901. 2. 145. et note. — Fontainebleau, 7 février 1907. D. P., 1907. 5. 53. — Toulouse 25 novembre 1911 et sur pourvoi. Req. 9 décembre 1913. D. P., 1919. 1. 29. et la note signée H. L.). L'expression de bail à nourriture ne se rencontre pas dans le Code civil, dont aucun article ne traite spécialement de ce contrat. En dehors de la jurisprudence citée ci-dessus, on n'en trouve mention que dans deux lois fiscales : la loi du 22 frimaire an VII, article 69, § I, n° 1 et §, 2. n° 5, et la loi du 16 juin 1824, article 1^{er}.

A) Nature du contrat

Ce contrat impliquant des prestations réciproques au moyen desquelles chacune des parties paie l'avantage qu'elle en retire, il est donc en principe un contrat synallag-

matique à titre onéreux. S'il est dressé en la forme sous seing privé, l'acte qui le constate doit être rédigé en double exemplaire.

Dans le cas où le pensionnaire paie une redevance périodique, le contrat ne paraît pas être aléatoire puisque cette redevance sera proportionnelle à la durée du bail, qu'il soit temporaire ou à vie. (BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL. Des contrats aléatoires, n^o 355) ; cependant quelques auteurs lui attribuent ce caractère, par suite des circonstances qui peuvent augmenter ou diminuer la valeur de la charge imposée, en cours de bail (maladie, augmentation ou diminution du coût de la vie) (LALOU, *Du bail à nourriture* nos 204 et 205) ; si le bail est au contraire consenti moyennant l'abandon d'un capital fixé à forfait, quelle que soit la durée de la vie du pensionnaire, il y a alors un aléa réel.

Au surplus, on insère souvent, dans l'acte de constitution, cette clause aux termes de laquelle les prestations en nature stipulées pourront être remplacées par le service d'une rente viagère.

Si le montant de cette rente viagère est inférieur au revenu de l'immeuble ou aux intérêts du capital aliéné, on s'est demandé si le contrat était valable. Il est sûr et certain que dans ce cas, les parties paraissent avoir fixé la valeur des prestations en nature au montant de la rente éventuelle, et celle-ci étant inférieure au revenu du capital aliéné, le contrat paraît entaché de nullité, faute d'aléa ou de prix réel (Req., 28 octobre 1895. D. P., 96. 1. 36. — Comp. Req., 15 mai 1899. D. P. 99. 1. 312). Mais les Tribunaux ont un pouvoir souverain pour apprécier si oui ou non l'aléa fait défaut.

Dans tous les cas, le bail à nourriture constitué à la suite de l'abandon d'un capital forfaitaire paraît être une variété d'aliénation à fonds perdu (Agen, 17 février 1830. D. J. G., V^o vente n^o 350. 1^o — Nancy, 28 novembre 1833. D. J. G., *eod*, V^o n^o 350, 2^o — Bordeaux, 7 août 1849. D. P., 50. 2. 462. — Colmar, 23 juin 1857. D. P. 58. 2. 44. — Gex sous Lyon 19 décembre 1867. D. P., 69. 2. 30). Mais cette assimilation est critiquée par la majorité des auteurs (V. Nouv. Code

Civil annoté, art. 1591. n° 3, et s. — D. J. G., v° vente n° 344. Supplément *eod.* V° n° 151. — AUBRY et RAU, 5^e édit. T. V. § 349, p. 13, note 23. — COLIN et CAPITANT, t. II, p. 435).

Remarquons tout d'abord en effet que le prix d'une vente doit consister seulement en argent ou tout au moins en denrées cotées aux mercuriales ; des prestations en nature, de valeur indéterminée, ne peuvent donc être assimilées à un prix. En outre, le contrat de rente viagère suppose une obligation de payer des arrérages, des prestations fixes, par conséquent une obligation de donner. Dans le bail à nourriture, le preneur s'engage à entretenir le pensionnaire et à le soigner tant en santé qu'en maladie ; il contracte donc une obligation de faire, comme contre-valeur du bien qu'il reçoit.

Ce contrat n'est donc ni une vente, régie par les articles 1582 et suivants du Code civil, ni un contrat de rente viagère régi par les articles 1968 et suivants du dit Code. C'est un contrat du type *do ut facias* qui, à défaut de règles spéciales, est assujetti au droit commun des contrats (nouveau Code civ. annoté article 1968. n° 75 et s., D. rép. prat., v° louage à nourriture n° 1 et s. — PLANIOL, 6^e édit, t. II, n° 2. 116 et 2.135. pp. 667 et 671. — COLIN et CAPITANT, t. II, p. 695. — LALOU, op. cité. p. 127 et 128. — Fontainebleau, 7 février 1907 D. P., 1907. 2. 53).

Aussi critique-t-on à bon escient les décisions de jurisprudence qui annulent les contrats de l'espèce, soit pour défaut de prix réel et sérieux (V. notam. Toulouse, 25 novembre 1911, sous Req., 9 décembre 1913. D. P., 1919. 1. 29 et note signée H. L.) ou par application de la disposition exceptionnelle prévue par l'article 1975 du Code civil, étudiée ci-dessus (V. chapitre précédent) (V. notam. Seine, 2 mai 1898. D. P. 1901. 2. 145). Ce contrat est plutôt nul pour défaut de cause (art. 1131 du Code civil) si l'aléa fait défaut, soit par suite de la disproportion qui existe entre les revenus du capital aliéné et l'obligation contractée par le bailleur, soit parce que le pensionnaire était si malade lors de la conclusion du contrat qu'il était voué à une

mort prochaine. Mais le juge du fait est souverain dans ce cas pour apprécier si cet aléa existe ou fait défaut (V. notam. D. P. 1901. 2. 145 note non signée. — LAURENT, t. XXVII, n° 263. — BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL, op. cit. n° 357. — COLIN et CAPITANT, t. II, p. 695. — Bordeaux, 9 octobre 1911. — Gazette des Tribunaux du 10 novembre 1911.)

B) Du déguisement des libéralités au moyen de ce contrat

Mais ce même juge a également la possibilité d'admettre que ce défaut d'aléa était voulu par les parties, celles-ci ayant employé ce mode de contracter pour dissimuler une libéralité. Dans ce cas-là, en droit civil, la libéralité est bien valable, si l'acte a été dressé selon les formes prévues pour la validité des contrats de ce nom qui ne sont pas simulés (V. Paris, 29 novembre 1900. *Gazette des Tribunaux* du 21 mars 1901).

En matière fiscale, le droit de donation est exigible dans le cas où la charge de nourriture et d'entretien, contractée par le preneur, est d'une valeur inférieure ou même égale au revenu des biens abandonnés par le pensionnaire, s'il est constant, d'autre part, que les relations existant entre les contractants rendent très vraisemblable l'hypothèse d'une libéralité.

Les décisions de jurisprudence rendues en ce sens sont basées sur les mêmes motifs qu'en matière de vente et de constitution de rente viagère (Châtillons / Seine, 14 novembre 1889. J.E. 23. 417. — Lille, 5 décembre 1884. R. E. 436. — Lectoure, 18 janvier 1889. R. P., 7. 226 — Annecy, 31 décembre 1891. — R. P., 7. 865. R. E., 56. — Rapp. Dinan, 15 janv. 1919. R. P., 13. 884).

II. — LA CONSTITUTION DE PENSION ALIMENTAIRE

Bien que les lois fiscales ne prévoient aucun tarif spécial pour les constitutions de pension alimentaire faites en vertu des articles 205, 208 et 209 du Code civil, une décision ministérielle du 12 septembre 1809 (Instruct. 450) a déclaré

que le droit de 0 fr. 20 0/0, (aujourd'hui 0.60 0/0) fixé par les articles 69 § 2, n° 5 de la loi du 22 frimaire, an VII pour les baux à nourriture, et 1^{er} de la loi du 16 juin 1824 pour les baux à nourriture de mineurs, était également applicable à ces constitutions. Dès lors, on s'explique fort bien pourquoi de telles conventions ont été souvent stipulées pour déguiser une donation, car l'économie des droits d'enregistrement était, dans ce cas, tout à fait appréciable.

L'Administration a donc pour mission de rechercher quand elle se trouve en présence d'un tel acte, si la pension a été réellement constituée à titre alimentaire. Ainsi que l'enseigne en effet les auteurs des Pandectes françaises « dans tous les cas où à raison des circonstances ou des conventions la prestation des aliments ne peut être considérée comme l'accomplissement des dispositions du Code civil, le tarif ordinaire des donations est applicable » (t. VI, V^o aliments n° 649).

§ I. — NATURE ET CARACTÈRES DE LA DETTE ALIMENTAIRE EN DROIT CIVIL

A) *La dette alimentaire est personnelle*

L'un des caractères les plus saillants de la dette d'aliments, c'est d'être essentiellement *personnelle*, et par conséquent, intransmissible. « La loi, dit Demolombe, ne fait pas de la dette d'aliments une dette permanente et perpétuelle, une dette du patrimoine, mais uniquement une dette viagère, une dette de la personne. » (*Traité du mariage*, t. III, n° 40. EN CE SENS LAURENT, t. I, n° 373. — BAUDRY-LACANTINERIE et HOUQUES-FOURCADE. *Traité des Personnes*, t. III, n° 2061 et 2062).

La Cour de Cassation a consacré cette doctrine par un arrêt de la Chambre civile du 8 juillet 1857 (S. 57. 1. 809. D. P., 57. 1. 351), qui peut être considéré comme ayant mis fin à toute controverse sur ce sujet.

« Attendu, dit la Cour, qu'aux termes des articles 205 et suivants du Code civil, le droit de réclamer des aliments

et l'obligation de les fournir n'existent qu'entre ascendants et descendants et leurs alliés ; qu'au delà de ce degré, l'obligation légale s'éteint avec le degré de parenté lui-même et n'est pas transmissible de la ligne directe à la ligne collatérale ;

Attendu que ce principe ne peut recevoir exception au cas où un jugement passé en force de chose jugée, avait, comme dans l'espèce, condamné l'ascendant à payer une pension alimentaire à sa belle-fille ; que s'il est vrai, en thèse générale, que les titres exécutoires contre le défunt le sont également contre ses héritiers (art. 877 du Code civil) et qu'on soit censé stipuler pour soi et ses ayants cause (art. 1122), la loi elle-même a pris soin d'ajouter « à moins que le contraire ne résulte de la convention » ;

Attendu que la convention ou le jugement qui en tient lieu et qui forme le titre de la demanderesse contre le défunt ne crée pas son droit à des aliments, qu'il ne fait que déclarer ce droit en constatant les liens qui unissaient les parties et leur position respective ; que ces liens ayant été rompus par le décès de l'ascendant, le droit qu'ils avaient engendré a cessé lui-même, ainsi que le titre qui en avait réglé l'exercice, l'effet ne pouvant survivre à la cause... » (En ce sens, V. également Orléans, 24 novembre 1855. D. P., 56. 2. 259. — Besançon, 9 juillet 1879. D. P., 80. 2. 142).

B) La dette alimentaire est variable

La dette alimentaire offre un second trait caractéristique qui la distingue des autres obligations ; elle est essentiellement *variable*, non seulement suivant l'âge, la santé et les ressources de celui qui la réclame, mais encore d'après la position de fortune de celui qui la doit. Les articles 208 et 209 du Code civil disposent en effet que « les aliments ne sont accordés que dans la proportion des besoins de celui qui les réclame et de la fortune de celui qui les doit » et que « lorsque celui qui fournit ou celui qui reçoit les aliments est remplacé dans un état tel que l'un ne puisse plus

en donner et que l'autre n'en ait plus besoin, en tout ou en partie, la décharge ou réduction peut en être demandée ».

L'obligation alimentaire ne saurait donc être irrévocablement fixée à un chiffre invariable. Comme le fait observer justement Demolombe, « toutes les parties peuvent, à toute époque, venir ou revenir devant les tribunaux demander un changement, une réduction ou une décharge, sans qu'on soit fondé à leur opposer la chose jugée ou un traité quelconque antérieur. Le jugement ou la convention sont alors de plein droit subordonnés à la condition que les choses resteront dans le même état ». (*Traité du mariage*, t. II, n° 67. — En ce sens AUBRY et RAU, 4^e édition, t. VI, § 553, p. 111. — LAURENT, t. III, § 5, p. 103. — Cass., 23 juin 1841, S., 41.1.630).

§ II. — DE L'APPLICATION DE CES PRINCIPES EN MATIÈRE FISCALE

La Cour de cassation a fait application de ces principes dans une instance de droit fiscal, en déniant le caractère de constitution de pension à titre alimentaire à un contrat aux termes duquel une des parties constituait au profit de sa mère une pension alimentaire de 6.000 francs, qui devait être servie même par ceux des héritiers ou représentants du débi-rentier que la loi affranchit de cette obligation légale, et dont le chiffre était ainsi définitivement fixé, sans tenir compte de la variation possible des besoins de la personne à laquelle la pension était due et des ressources de celle qui devait la payer (Seine, 3 juillet 1891 et sur pourvoi Cass. civ., 29 novembre 1893, S., 94.1.465, D. P., 41.1.299. Inst. 2.864 § 4).

« Attendu, dit l'arrêt, que si, par exception à la règle générale écrite dans l'article 69, § 5, n° 2 de la loi du 22 frimaire, an VII, d'après laquelle l'enregistrement des actes constitutifs de pension viagère donne ouverture à la perception du droit proportionnel de 2,50 0/0, les actes qui assurent l'exécution de l'obligation d'aliments édictée par

les articles 205 et suivants du Code civil ne sont soumis qu'au droit proportionnel de 0,20 0/0, c'est-à-dire à la condition qu'ils présentent les caractères essentiels de cette obligation tels qu'ils résultent des dispositions des articles précités ;

Attendu... que la dette du sieur G..., au lieu de s'éteindre avec le degré de parenté, est transmissible même à ceux de ses héritiers ou représentants de Madame G..... mère, de la même obligation légale que lui, et que le chiffre de la pension alimentaire est fixé à 6.000 francs sans varier avec les besoins de la personne à laquelle la pension est due et avec les ressources de celle qui la doit ;

Attendu que, sur ces deux points essentiels, la convention sus-mentionnée déroge aux caractères constitutifs de l'obligation alimentaire réglementée par les articles 205 et suivants du Code civil... »

En vertu des mêmes règles, on n'a pas reconnu, à bon droit, le caractère de constitution de pension alimentaire à l'acte par lequel un père avait gratifié sa fille d'une rente viagère à titre d'aliments, alors que celle-ci devait contracter mariage quelques jours après et que ses constitutions dotales étaient négatives : c'était une donation hors contrat de mariage (Muret, 18 juin 1859, R. P., 1217, J. E., 16.973, J. N., 15.591).

De même on a considéré à juste titre, comme libéralité ordinaire l'acte par lequel un fils abandonnait la jouissance de divers immeubles à sa mère, alors qu'il était reconnu que celle-ci était dans une situation de fortune qui ne permettait pas de la considérer comme étant dans le besoin (Corbeil, 11 février 1904, R. P., 10.787, J. E., 26.867, R. E., 3.684. — Rapp., Seine, 14 avril 1921, R. P., 14.226. — Seine, 13 avril 1922, R. E., 7661, R. P., 14.213).

Mais cette détermination du caractère de l'acte est laissée à l'appréciation discrétionnaire et souveraine des tribunaux.

C'est ainsi que dans une espèce où la future épouse déclarait, dans son contrat de mariage, se constituer une rente viagère que le tuteur à l'interdiction de sa mère était autorisé par le Conseil de famille à lui payer, il a été décidé

que le droit de donation n'était pas exigible, car il résultait de la délibération du Conseil de famille et du jugement qui l'homologuait, que la vente était bien constituée à titre alimentaire (Seine, 28 décembre 1853, J. N., 15.235). Mais cette décision s'explique plutôt par le motif que le tribunal a voulu, dans le différend fiscal, respecter le jugement rendu en matière civile, qui validait la décision du Conseil de famille ; elle n'a donc aucune portée doctrinale.

III. — DES CONVENTIONS MATRIMONIALES

Les conventions matrimoniales peuvent déguiser des donations, soit dans le contrat de mariage, par le moyen des apports, ou, en stipulant certains régimes matrimoniaux soit au cours du mariage, par le moyen des remplois.

§ I. — APPORT DÉGUISANT UNE DONATION

Le droit perçu sur la valeur des apports faits par les futurs époux dans leur contrat de mariage étant seulement de 1 0/0, alors que le tarif minimum des donations est de 3,50 0/0, on conçoit que ces apports dissimulent souvent une donation à eux faite par des parents ou même des étrangers.

L'Administration, se basant sur des décisions de jurisprudence rendues en général en matière de donations déguisées, chercha à établir le déguisement sous la forme d'apport à l'aide de présomptions simples telles que l'âge, la position des futurs, leur défaut de ressources. C'est ainsi qu'elle fit décider qu'il y avait une donation masquée par un apport dans des cas où la future épouse, étant encore mineure et vivant avec ses parents, n'exerçait aucune industrie ni aucun commerce propres, susceptibles de lui donner des ressources personnelles (V. notam. Arcis-sur-Aube, 13 novembre 1856, J. N., 15.984, R. P., 783. — Mortain, 20 décembre 1856, J. E., 16.749, J. N., 16.035. — Semur, 31 décembre 1856, J. E., 17.053, J. N., 16.018, R. P., 830. —

Colmar,, 10 août 1857, J. E., 16.601, J. N., 16.189, R. P., 884. — Rouen, 23 août 1858, J. E., 811, R. P., 1061. — Argentan, 30 décembre 1858, J. E., 16.910, J. N., 16.587, R. P., 1153).

Mais un pourvoi en cassation ayant été formé par les parties contre le jugement du tribunal de Semur du 31 décembre 1856 précité, la Chambre civile de la Cour a cassé cette décision et rejeté la théorie administrative qu'il consacrait par un arrêt du 28 novembre 1859 (D. P., 59.1.510 et 512. Inst. 2174, § 5).

La Cour suprême n'admet pas l'Administration, à la différence des parties ou des autres tiers, à faire la preuve du déguisement au moyen de présomptions tirées de faits non constatés au contrat, c'est-à-dire de circonstances extrinsèques, lorsqu'il s'agit de biens pouvant se transmettre manuellement, pour le motif, tout à fait juridique d'ailleurs, que l'article 6 de la loi du 18 mai 1850 sur les reconnaissances de don manuel fonde l'exigibilité du droit de donation non sur le simple fait du don, mais sur le fait bien spécial et nettement caractérisé de la déclaration d'existence de ce don faite dans un acte par le donataire.

En disant, en effet, que « les actes renfermant soit la déclaration par le donataire ou ses représentants, soit la reconnaissance judiciaire d'un don manuel, seront sujets au droit de donation », le législateur a entendu subordonner uniquement l'exigibilité de l'impôt, dans ce cas, à une reconnaissance du donataire ou à une constatation du don par le juge, toute autre considération ou allégation étant inopérante.

« Attendu, en droit, dit l'arrêt précité, que la loi du 22 frimaire an VII, dispose que le droit de mutation n'est dû, pour la transmission des meubles, que lorsque cette transmission s'effectue par décès, tandis que, d'après la même loi, pour toutes les autres transmissions mobilières, quel qu'en soit le mode, il ne peut jamais y avoir lieu qu'au droit d'acte ;

Que c'est par application de ce principe que, sous l'empire de la loi du 22 frimaire an VII, il a été admis, spécia-

lement pour les dons manuels, que même la déclaration dans l'acte, par le notaire, des dons de cette nature n'était assujettie à la perception qu'autant que de cet acte ressortait un lien de droit entre le donateur et le donataire ;

Qu'il suit de là que, si la loi du 18 mai 1850, art. 6, a innové sur ce point, en disposant qu'à l'avenir les actes renfermant soit la déclaration par le donataire ou ses représentants, soit la reconnaissance judiciaire d'un don manuel seront sujets au droit proportionnel pour donation, c'est par exception au droit commun ;

Attendu qu'il est de la nature des exceptions de ne pas être étendues au-delà des termes qui en fixent les conditions et limitent les effets, et que cela est plus particulièrement vrai en matière fiscale où tout est rigoureux et de droit étroit ;

Attendu à cet égard que l'énonciation, dans le contrat de mariage, de l'apport de valeurs mobilières par les futurs époux, exclusive, d'ailleurs, comme dans l'espèce, de toute déclaration ou reconnaissance judiciaire de don manuel, rentre si peu dans les termes de l'exception prévue et définie par la loi précitée qu'elle manque précisément de la condition essentielle qui, d'après cette loi, constitue seule la base légale de la perception du droit proportionnel de donation ;

Attendu d'ailleurs que la loi du 18 mai 1850, en fondant ainsi la perception de ce droit non sur le fait pur et simple du don manuel, mais bien sur le fait distinct et nettement caractérisé de la déclaration de ce don, dans l'acte par le donataire, a voulu surtout interdire des recherches qui ne pourraient, en dehors de cette déclaration ou des stipulations de l'acte formant titre entre les parties, tendre à la constatation des dons manuels à l'aide de simples présomptions sans porter par là même une grave atteinte aux principes qui, en fait de choses mobilières et notamment vis-à-vis de la Régie, couvrent d'une immunité inviolable la pleine et entière liberté de leur transmission..... (1) ».

(1) En ce sens Châteauroux, 15 juin 1857, D. P., 57. 3. 80. — Châtillon, 12 juillet 1858. D. P., 59. 3. 70. R. P., 1153. — Sol, 28 février 1879. T. A.,

Le droit de donation sur les apports de meubles ou de valeurs mobilières ne peut donc être exigible que si le contrat de mariage, tout en les constatant comme faits par les époux ou l'un d'entre eux seulement, contient des énonciations et déclarations qui permettent d'appliquer la loi précitée.

Conformément à ce point de vue, la Cour de Cassation a, à bon droit, confirmé, par un arrêt de sa Chambre des Requêtes en date du 20 mars 1855 un jugement du Tribunal civil du Havre du 23 mars 1854 (R. P., 342 et 376, J. E., 16.029, S., 55.1.271, D. P., 55.1.130. Inst. 2042, § 3). qui a reconnu le caractère de donation déguisée à la clause d'un contrat de mariage par lequel la future épouse déclarait apporter une somme d'argent lui appartenant en propre, qu'un parent présent au contrat prétendait avoir en mains et promettait de lui rembourser dès la célébration du mariage.

« Attendu, dit la Cour, qu'il suffit d'énoncer une pareille stipulation pour faire reconnaître combien les faits sur lesquels elle s'appuie sont invraisemblables ; que la possession d'une somme aussi considérable par la demoiselle B... en état de minorité, n'ayant exercé aucune industrie, n'ayant pu faire aucun héritage puisque ses père et mère existent, est un fait absolument inadmissible ; que le placement de cette somme aux mains des époux Q.... et la faculté que ceux-ci se réservent de la rembourser aussitôt après le mariage font reconnaître quelle est l'origine de cette prétendue créance ; que les fonds sont aux mains des époux Q.... ; qu'ils doivent en sortir après le mariage ;

Qu'évidemment la position est absolument identique à celle qui aurait appartenu aux parties si la même somme avait été donnée par les époux Q.... à cause de ce mariage ;

Que la seule différence concerne l'origine de la propriété dans les mains de la demoiselle B.... ; Qu'entre cette dernière origine et celle énoncée, qui est évidemment le fruit de la dissimulation, le choix ne peut être douteux.... »

V^o Contrat de mariage N^o 1708, — Sol, 12 novembre 1898. R. P., 9. 455, R. E., 2054. L'administration a pris désormais ces principes comme règle de perception.

(En ce sens, Charolles, 8 mars 1856, J. E., 16.245, J. N 15.869, R. P., 664. — Châteaudun, 2 juillet 1875 cité au T. A. V^o donation, n^o 378, note *in fine*. — *Contra* : Dôle, 26 novembre 1919, R. E., 7045).

Mais si ce dernier tribunal a rejeté la demande de la Régie, c'est que grâce à son pouvoir discrétionnaire il a admis que les explications des parties présentaient un caractère tout aussi marqué de vraisemblance que les présomptions de fraude invoquées par l'Administration dont il n'a contesté aucunement le droit de prouver la simulation par toutes les voies que la loi fiscale autorise.

La reconnaissance par un époux d'un apport fictif de l'autre constitue au profit de ce dernier une donation déguisée, car elle lui donne un droit de reprise sur la communauté (En ce sens : Dijon, 13 juin 1868, J. E., 18.915-5^e). L'omission de déclaration d'apports, au contraire, fut-elle même intentionnelle, ne constituerait pas une simulation, car elle peut parfaitement être réparée lors de la liquidation de la communauté.

§ II. — RÉGIME MATRIMONIAL DÉGUISANT UNE DONATION

A) Régimes de Communauté.

Les stipulations d'ameublement, de communauté universelle, de préciput et d'attribution totale de communauté ne constituent pas en principe des libéralités, bien qu'elles renferment des avantages réels au profit de l'un ou de l'autre des époux. Ce sont ou des régimes matrimoniaux permis ou des conventions de mariage régies par les articles 1515 et 1520 du Code civil. Elles ne donnent donc ouverture à aucun droit particulier (V. notam. en ce sens : Cass., 6 mars 1822. Inst. 1113, § 1^{er}. — Cass., 6 avril 1856, J. E., 16.321, S., 56.1.538). Mais s'il est manifeste que les parties ont eu en vue, non point de faire des conventions de mariage sérieuses, mais de déguiser une donation, l'acte doit être soumis soit au droit fixe de donation éventuelle, soit au droit de mutation à titre gratuit entre vifs.

1^o *Stipulations d'ameublement.* — Certaines clauses d'ameublement peuvent déguiser de véritables libéralités. C'est ainsi que le tribunal de Nogent-le-Rotrou a jugé, le 27 mai 1876, que la clause du contrat par laquelle la future déclarait ameubler tous ses biens, meubles et immeubles, présents et futurs, qui tombaient ainsi dans la communauté, alors que le futur en excluait tous les biens lui appartenant, ainsi que ceux pouvant lui advenir, constituait une donation « indirecte », étant donné surtout que la part de la future dans la communauté était fixée à forfait à 24.000 francs alors que son seul apport immobilier était évalué à 67.000 francs (R. P., 4401).

2^o *Stipulations d'une communauté universelle.* — La stipulation d'une communauté universelle constitue en principe, un pacte de société, un contrat commutatif, une convention intéressée de part et d'autre. Mais il en est autrement lorsque les biens mis en communauté, au lieu de procéder des apports réciproques des futurs époux, ne proviennent que de l'un d'eux ; il y a alors, dans ce cas, libéralité déguisée (V. TROPLONG, *Du contrat de mariage*, n^o 2189 à 2192. — RODIÈRE et PONT, t. III, n^o 1359 et 1360. — AUBRY et RAU, 4^e édition, t. V, § 515, p. 483). La Cour de Cassation a fait une très intéressante application de ce principe, en matière civile, dans le cas où l'apport de la femme était d'une importance considérable par rapport à celui du mari, qui consistait seulement dans les droits lui revenant dans une succession à peu près négative.

Cet arrêt rendu le 3 avril 1843, par la Chambre civile (S., 43.1.289, D. J. G., V^o dispositions entre vifs, n^o 799), s'exprime ainsi :

« Attendu qu'il est constaté, par l'arrêt attaqué, que par leur contrat de mariage, les époux B.... ont établi entre eux une communauté de biens à titre universel, que l'apport de la femme B.... a consisté dans des biens d'une valeur de 168.303 francs, que l'apport du mari a été dit consister en sa portion dans la succession de son père ; que cette succession n'offrant aucun actif réel, la stipulation de communauté universelle et l'apport de la femme B....

étaient une donation déguisée dont l'effet serait de diminuer la quotité de la réserve de S.... dans la succession de sa fille... »

Et la Chambre des Requêtes a, par un arrêt du 18 janvier 1888, consacré le même principe en matière fiscale (D. P., 88.1.174. Inst. 2750, § 6).

« Attendu en droit, dit-elle, que si les articles 1520 et 1525 du Code civil autorisent entre époux la dérogation à la règle du partage égal des biens composant leur communauté et l'attribution à l'un d'eux d'une plus grande part ou même de la totalité du fonds commun, cette dérogation ne doit, dans aucun cas, affecter les apports et capitaux tombés dans la communauté du chef de l'autre époux ; que, limitée aux acquêts ou bénéfices produits par la collaboration commune, la stipulation constitue une simple convention de mariage ;

Mais que tel ne saurait être le caractère de la clause d'attribution, quand elle confère cumulativement à l'un des époux des droits sur tout ou partie des acquêts et des apports et capitaux tombés dans la communauté du chef de son conjoint, qu'elle revêt alors, pour le tout, le caractère d'une pure libéralité... »

Quand la libéralité est faite au profit du mari, celui-ci ne pouvant renoncer à la communauté, la donation faite à son profit sera toujours mise à exécution : le droit de mutation à titre gratuit et entre vifs semble donc exigible sur la moitié des biens donnés, la renonciation ultérieure de la femme à la communauté rendant le droit exigible sur la valeur de l'autre moitié.

Si la libéralité était faite par le mari au profit de la femme, le droit n'en serait pas moins exigible immédiatement, car, bien qu'elle puisse renoncer à cette communauté, lors de sa dissolution, elle n'en existe pas moins jusqu'à cette époque (D. J. G., V^o Enregistrement, n^o 3404. — Nouv. Code civil annoté art. 1526, n^o 12 et s. — T. A., 2^e édition, V^o Contrat de mariage, n^o 1660).

3^o *Stipulations de préciput.* — « Le préciput conventionnel, disent AUBRY et RAU (4^e édition, t. V, § 529), est

la clause par laquelle les futurs époux conviennent que le survivant d'entre eux ou que l'un d'eux, en cas de survie, sera autorisé à prélever sur la masse commune, avant tout partage, soit une certaine somme, soit une certaine quantité d'objets mobiliers ou immobiliers, soit enfin certains meubles ou immeubles spécialement désignés » (Art. 1515, C. c.).

Cette stipulation, lorsqu'elle porte uniquement sur des biens de communauté, aboutit en définitive à un partage inégal de communauté qui ne donne ouverture ni au droit de donation éventuelle, lors de l'enregistrement du contrat de mariage, ni au droit de mutation par décès, lors de la dissolution de la communauté (Cass., 20 juillet 1823. Inst. 1256, § 4).

Si elle porte au contraire sur des biens propres ou sur l'ensemble des biens (biens de communauté et biens propres), le prélèvement se fera en totalité ou en partie sur des biens étrangers à l'association. Elle aboutit donc alors à une véritable donation éventuelle consentie par un des époux à l'autre, passible, lors de l'enregistrement du contrat de mariage, du droit fixe de donation éventuelle et, lors de l'événement, du droit de mutation par décès (Cass., 15 février 1832. Inst. 1401, § 4 — 15 février 1841. Inst. 1643, § 4. — 24 décembre 1850. Inst. 1883, § 7).

Il est parfois stipulé que la femme est autorisée à prélever son préciput, même si elle renonce à la communauté : on s'est demandé alors si cette clause constituait ou non une libéralité. En faveur de la négative, on fait valoir que, suivant les termes de l'article 1516 du Code civil, « le préciput n'est point regardé comme un avantage sujet aux formalités des donations, mais comme une convention de mariage ».

Les règles de forme et de fond des donations, notamment celles qui sont relatives à la quotité disponible ou à la réserve, ne lui sont pas applicables, sauf dans le cas, prévu par l'article 1527, où l'époux qui a consenti le préciput a des enfants issus d'un premier mariage ; dans ce cas, le préciput doit être réduit à la quotité fixée par l'article 1098. Cette exception étant la seule prévue par le Code civil,

on ne doit pas l'étendre au cas où la renonciation de la femme ne l'empêche pas d'exercer son préciput. Tel est l'avis de la majorité de la doctrine et de la jurisprudence civile (Paris, 12 avril 1900, D. P., 1903.2.159. — Seine, 16 avril 1902, D. P., 1902.2.239. — RODIÈRE et PONT, t. III, n° 1532. — AUBRY et RAU, 4^e édition, t. V, p. 498, notes 4 et 5. — LAURENT, t. XXIII, n° 349. — BAUDRY-LACANTINERIE et LE COURTOIS DE SURVILLE, *Du contrat de mariage*, t. II, n° 1421. — *Contra* : TROPLONG, *Du contrat de mariage*, t. III, n° 2124).

Malgré tout, l'affirmative a été soutenue par l'Administration de l'Enregistrement et ses conséquences consacrées, en droit fiscal, par la jurisprudence de la Cour de Cassation (Cass., 12 juin 1872. Inst., 2456, § 2. — Le Havre, 1^{er} juin 1894, J. E., 24.412) ; on a fait valoir pour l'expliquer, que, dans ce cas, la succession du prémourant comprend toute la communauté et que c'est, par conséquent, sur cette succession que le préciput sera prélevé. Le droit fixe de donation éventuelle est donc dû sur cette clause ainsi considérée comme une libéralité, et le droit de mutation par décès devra être perçu, lors du décès du mari, sur la valeur des biens préciputaires. Bien qu'il n'y ait plus de contestation sur ce point, il semble que cette pratique ne soit pas tout à fait juridique, par le motif qu'aucun texte spécial n'existant sur la matière, la convention dont s'agit ne peut avoir un caractère différent en droit civil et en droit fiscal (Voir R. E., 5124).

4^o *Attribution totale de communauté.* — Aux termes de l'article 1525 du Code civil, « il est permis aux époux de stipuler que la totalité de la communauté appartiendra au survivant ou à l'un d'eux seulement, sauf aux héritiers de l'autre à faire la reprise des apports et capitaux tombés dans la communauté du chef de leur auteur. Cette stipulation n'est point réputée un avantage sujet aux règles relatives aux donations, soit quant au fond, soit quant à la forme, mais simplement une convention de mariage et entre associés ». Et la jurisprudence a étendu cette solution au cas où les apports et capitaux tombés dans la masse-

commune du chef du conjoint prédécédé seraient expressément compris dans cette attribution (Cass., Ch. réunies 19 décembre 1890. Inst. 2811, § 1. — Civ., 2 août 1899. R. E., 2480, S., 1900.1.233, D. P., 1901.1.433, J. E., 25.801. R. P., 10364, J. N., 27503).

Et même la qualification de donation qui serait attribuée par les parties à cette convention de mariage ne suffirait pas pour la faire considérer comme libéralité au point de vue fiscal (Cass., 11 novembre 1873. Inst. 2427, § 1. — Arras, 12 mai 1880, J. E., 21.885, R. P., 5562 (2 jugements) Civ., 9 août 1881, J. E., 21.701).

La question de savoir si cette clause renferme ou non une libéralité ne peut être résolue qu'en recherchant l'intention des époux, non en s'en tenant aux termes employés, mais par l'examen des stipulations du contrat, dans leur ensemble, et par une appréciation des circonstances de fait qui ont présidé à l'élaboration du dit contrat. Parmi les stipulations qui sont de nature à faire incliner l'interprétation vers la libéralité, lorsqu'elles sont accompagnées de présomptions dans le même sens, il faut citer la clause portant que l'attribution de tout ou partie de la communauté sera réduite à la quotité disponible, au cas d'existence d'enfants, ainsi que la clause prévoyant une réduction de l'attribution en cas de convol du survivant des époux (En ce sens, Cass., 15 février 1832. Inst. 1401, § 4, J. E., 10.318. — Lille, 6 mars 1852, J. E., 15.738. 1^o — *Contra* : Lille, 20 novembre 1856, J. E., 16.430).

Mais si l'attribution de la communauté est stipulée, non au profit du survivant des époux, mais au profit de l'un des deux, s'il survit, cette clause constitue une donation éventuelle passible des droits y afférents (En ce sens, COLMET DE SANTERRE, *Du contrat de mariage*, n^o 193 bis).

B) Régime de séparation de biens

Par une solution du 2 avril 1888 (T. A., 2^e édit. V^o Donation n^o 409), l'Administration a été appelée à statuer sur le cas d'un contrat de mariage, portant adoption du ré-

gime de la séparation de biens avec application aux charges du ménage, jusqu'à concurrence du nécessaire, des gains et revenus des époux, dans lequel il avait été stipulé que l'excédent de ces revenus et gains appartiendrait en totalité au futur époux ou à ses héritiers, à charge de payer, à titre de forfait, à la future épouse, ou à ses héritiers, dans l'année du décès du prémourant, sans intérêts, une somme dont le montant serait calculé à raison de 800 francs pour chaque année de mariage. Cette convention a paru constituer, au profit de la future épouse, une libéralité passible du droit de donation sur un capital à déterminer par les parties, l'adoption du régime de la séparation de biens ne permettant pas de lui attribuer le caractère de forfait de communauté.

Il y aurait également donation si, sous le régime dotal, il était attribué à la femme, à titre de gain de survie, une portion quelconque de biens acquis par son époux, pendant le mariage, car elle n'y a aucun droit même éventuel (Cass. 28 mars 1854. Inst 2015, § 2).

§ III. — EMPLOI DÉGUISENT UNE DONATION

Le remploi réalisé par le mari pour le compte de la femme peut aussi déguiser une libéralité lorsque l'origine des deniers n'est pas justifiée. A ce sujet, CHAMPIONNIÈRE et RIGAUD s'expriment cependant comme suit (Op. cit., n° 2.188) : « Un mari fait une acquisition et déclare que les deniers avec lesquels il paye appartiennent à sa femme et qu'il en fait remploi, ce qui n'est pas accepté par cette dernière. Le silence des parties sur l'origine des deniers pourrait faire supposer une donation simulée du mari au profit de la femme. Les héritiers auraient le droit, dans l'intérêt de la réserve, d'exiger des justifications à l'égard de la propriété de cette dernière ; mais ce droit n'appartient pas à l'Administration, qui doit prendre les actes tels qu'ils sont avec les déclarations qu'ils contiennent, sauf à rassembler les indices qui pourraient établir, à ses yeux, l'existence d'une mutation. »

Mais cette théorie ne semble pas fondée; en droit, et l'on doit plutôt admettre que les intéressés et les tiers, tels que l'Administration, ont droit de considérer qu'à défaut de justifications de la propriété de la femme sur les deniers dont il a été fait emploi, l'immeuble ainsi acquis appartient à la communauté ou au mari.

CHAPITRE V

SECTION I. — DE LA SIMULATION SOUS FORME D'OBLIGATIONS OU DE RECONNAISSANCE DE DETTE OU DE PRÊT RAPPORTABLE

§ I. — DE LA RECONNAISSANCE DE DETTE

Il arrive très souvent que, pour éviter de dresser un acte authentique ou pour éviter de payer des droits d'enregistrement, celui qui veut faire une donation la déguise en souscrivant, au profit de celui qu'il veut gratifier, la reconnaissance d'une dette, qui n'existe pas en réalité et dont le montant, payable le plus souvent à son décès, correspond à la somme qu'il veut lui conférer à titre de libéralité.

La validité des donations ainsi faites a été reconnue depuis longtemps par la Jurisprudence (V. notam. Paris, 4 juin 1829, S., 30. 2. 319. — Cass., 24 mars 1848, D. P., 48. 1. 94. S., 48. 1. 401. — Cass., 6 décembre 1854., D. P., 54. 1. 411. S., 54. 1. 801. — Cass., 18 novembre 1861, D. P., 61. 1. 465. S. 62. 1. 33. — Cass., 11 juillet, 1888. D. P., 89. 1. 479. S., 88. 1. 409. — Cass., civ., 11 février 1896, D. P., 96. 1. 153. S., 96. 1. 69. J. E., 24. 958. R. E., 1116. — Cass., 28 janvier 1903. D. P., 1903. 1. 238).

Cette possibilité de faire une donation au moyen d'un billet ou d'un engagement de payer paraît moins se justifier juridiquement que lorsque la simulation a eu lieu sous forme de vente. Si celle-ci est en effet un acte translatif qui produit des effets de droit, on peut facilement la transformer en libéralité par une simple modification de ses conditions. Le billet est rédigé uniquement, au contraire

en vue de prouver la reconnaissance d'une obligation préexistante. En admettant la validité du déguisement d'une donation sous cette forme, on a donc confondu deux choses bien distinctes : la création de cette obligation qui, dans ce cas n'a jamais été contractée antérieurement par le donateur, puisqu'il ne doit rien au donataire, et le mode de preuve de la dite obligation (Rapp. PLANIOL, t. III note 2 au bas de la page 613).

I. — RÉGIME DE CE DÉGUISEMENT EN DROIT CIVIL

La validité d'un tel déguisement est, en droit civil, subordonnée à la validité du titre de l'obligation, tel qu'il se présente apparemment. Ces conditions concernent soit la forme de ce titre, soit les éléments constitutifs proprement dits de l'obligation.

A) Conditions de forme : respect des formes prévues par l'article 1326.

On sait qu'aux termes de l'article 1326 du Code civil « le billet ou la promesse sous seing privé par lequel une seule partie s'engage envers l'autre à lui payer une somme d'argent ou une chose appréciable, doit être écrit en entier de la main de celui qui le souscrit ; ou, du moins, il faut qu'outre sa signature, il ait écrit de sa main un *bon* ou un *approuvé* portant en toutes lettres la somme ou la quantité de la chose ».

L'absence de cette formalité ne rend pas l'acte nul, mais infirme seulement sa force probante et l'empêche de faire par lui-même preuve complète de l'obligation qu'il constate. D'où il suit qu'il peut, en règle générale, servir de commencement de preuve par écrit (V. notam. en ce sens : Req., 20 octobre 1896. D. P., 96. 1. 528. — 26 octobre 1898 D. P., 99. 1. 16).

Cependant, il n'en est pas ainsi lorsque le billet masque une libéralité. Une simulation de ce genre n'est en effet

valable que si le contrat dont elle a emprunté l'apparence est régulier en la forme, et peut réellement servir de titre régulier de la convention. Or, dans le cas présent, cette condition essentielle fait défaut ; la donation déguisée est donc nulle (V. en ce sens : Paris, 7 décembre 1871. D. P., 72. 2. 149. — Douai 8 juin 1896. D. P., 97. 2. 196, et sur pourvoi Req., 7 mars, 1898. D. P., 98. 1. 220. S., 1902. 1. 231).

« Attendu, dit notamment la Cour dans ce dernier arrêt, qu'un billet ainsi rédigé ne peut pas constituer un commencement de preuve par écrit qui eût rendu admissible la preuve par témoins ou par présomptions, la donation ne pouvant pas être établie directement par un tel mode de preuve, et ce mode de preuve étant essentiellement impropre à donner à l'acte invoqué l'apparence d'un acte à titre onéreux régulier en la forme, apparence qui seule aurait pu permettre au demandeur de s'en prévaloir... »

Néanmoins, il en serait autrement si la reconnaissance émanait d'une femme qui, longtemps domestique ou journalière, n'a cessé de l'être qu'à une époque très voisine de la confection du billet (En ce sens : Angers 30 mai 1873. D. P., 73. 2. 140).

En tous cas, l'irrégularité de l'acte provenant de l'omission du *bon* ou *approuvé* peut être couverte, comme dans le cas de l'article 1325, par l'exécution volontaire de l'obligation.

B) De la cause

On sait que, pour qu'il y ait déguisement valable de la libéralité, l'acte qui la masque doit exprimer une cause de nature à lui donner le caractère d'un contrat à titre onéreux.

Mais, parfois, le billet sous seing privé est muet sur la cause, sur l'origine de l'obligation. La jurisprudence a eu notamment à statuer sur la validité de donations déguisées sous la forme de reconnaissances de dettes souscrites sous la seule forme. : « Bon pour telle somme », ou « Je paierai

telle somme ». Un tel écrit était bien valable puisque, d'après l'article 1132 du Code civil, « la convention n'en est pas moins valable, quoique la cause n'en soit pas exprimée » ; mais, au fond, il ne manifestait pas le caractère onéreux de l'engagement, et, dès lors, ce dernier était nul en tant que libéralité sans forme (V. notam. en ce sens : Cass., 23 mai 1876. D. P., 76. 1. 254. S., 76. 1. 342).

Il en est autrement cependant si le billet porte la mention de *devoir* ; cette mention suffit en effet comme indication de l'existence d'une cause à l'obligation souscrite, car cette reconnaissance apparaît comme la contre-partie légitime d'une opération précédente. Il est vrai de dire que le débiteur a le droit de combattre cette présomption légale d'existence d'une cause réelle et licite en prouvant qu'elle est ou fausse ou illicite (En ce sens : Cass., 28 octobre 1885. D. P., 86. 1. 69. S. 86. 1. 200. — 25 février 1896. S. 96. 1. 280. D. P., 96. 1. 199 — Bourges 19 novembre 1900. D. P., 1901. 2. 39) ; mais ce droit ne lui est reconnu que si le créancier veut faire sortir à effet le billet en tant qu'acte à titre onéreux. Si ce dernier l'invoque comme libéralité, la situation est toute différente : la présomption d'existence d'une cause ainsi exprimée suffit, car, dans ce cas, celle-ci masque la cause réelle qui est l'intention de libéralité. La jurisprudence a donc validé, pour ces motifs et avec juste raison, les donations ainsi déguisées (V. en ce sens notam. Civ. 11 juillet 1888. D. P., 89 1. 479. S. 88. 1. 409. — Rapp. Req., 6 décembre 1854. D. P., 54. 1. 411. S. 54. 1. 801 — Req. 23 avril 1913 D. P., 1914. 1. 193) et note signée R. D. « Attendu, s'exprime l'arrêt du 11 juillet 1888, que les donations déguisées sous la forme d'actes à titre onéreux sont valables, lorsque le contrat dont elles empruntent la forme est rédigé suivant les prescriptions de la loi ;

Attendu que l'acte sous seing privé produit par la demanderesse est ainsi conçu : « Je soussigné déclare à Mademoiselle R... M... lui devoir la somme de 400 francs de rente jusqu'à sa mort. »

Attendu qu'un tel acte, revêtant tous les caractères d'un contrat à titre onéreux, est valable, alors même, que, comme

le déclare la Cour d'appel, le souscripteur aurait eu l'intention de faire une libéralité, qu'il était en conséquence dispensé des formalités prescrites par l'article 931 du Code Civil... »

Cependant, d'après la jurisprudence, les articles 1108-1131, 1132 et 1133 du Code Civil, qui subordonnent la validité des contrats à l'existence d'une cause licite, sont applicables aux donations déguisées (V. notam. en ce sens : Bordeaux, 25 mai 1892. D. P., 92. 2. 563. — Civ., 11 mars 1918. D. P., 1918. 1. 100. — Laurent, t. XII, n° 318. — *Contra* : Paris, 15 février 1893. D. P., 93. 2. 416. — Huc, t. VI, n° 194). Mais la cause exprimée ou paraissant sous entendue est toujours, dans de tels contrats, nécessairement fausse, puisque la cause réelle, l'intention de libéralité, doit être obligatoirement cachée. Or, il est de principe constant qu'un acte n'est pas nul, bien que la cause exprimée soit fausse, s'il est démontré que celle-ci est simulée et que la cause véritable est valable ou licite (V. notam. en ce sens : Orléans, 27 mai 1875, et 27 juin 1875, D. P., 77. 2. 177. (cas de donations déguisées). = Civ., 5 décembre 1900, D. P., 1901. 1. 192. — Agen, 1^{er} juin 1904, D. P., 1907. 2. 53). Par contre, si l'obligation simulée est fondée sur une cause illicite, l'acte manque d'une des conditions essentielles à sa validité, et la nullité dont il est entaché, de ce chef, atteint la donation elle-même qu'il avait pour but de dissimuler (En ce sens notam. Bordeaux, 25 mai 1892. D. P., 92. 2. 563. — Req., 4 janvier 1897. D. P., 97.1. 126. — Civ., 24 mars 1898, D. P., 03. 1. 403. — Civ., 11 mars 1918. D. P., 1918. 1. 100).

Cette dernière solution, qui est d'ailleurs en accord avec les décisions qui ont annulé des donations, comme ayant une cause illicite ou immorale, même en tenant compte de circonstances extrinsèques (V. notam. Cass. 2 janvier 1907. D. P., 1907. 1. 137,) est des plus discutables (V. dissertation de M. Ambroise Colin sous cet arrêt).

En effet, la cause d'une donation, c'est une pensée généreuse, c'est l'intention de libéralité, ce qui est toujours une bonne action, et le législateur n'a sûrement pas eu en vue

de la réprouver comme étant illicite. Le mobile qui a inspiré le donateur peut être évidemment illicite, mais c'est là le motif et non la cause juridique de l'obligation que le Code prévoit et punit seule, si elle est contraire à la loi et aux bonnes mœurs (En ce sens : BAUDRY-LACANTINERIE, t. II n° 77 bis. — PLANIOL, t. II, n° 344. — LAURENT, t. XI, n° 506. — Bordeaux, 6 février 1885. S., 86. 2. 16. — Paris, 10 janvier 1905. D. P., 1905. 2. 158).

C) Du dessaisissement

Enfin il est bien évident que le billet ne pourra former titre contre le souscripteur que si celui-ci s'en est dessaisi définitivement par application de la règle : « *donner et retenir ne vaut* ». C'est ainsi qu'on a, à bon droit, annulé la donation déguisée sous forme de reconnaissance de dette, parce que cette reconnaissance était restée en possession de son auteur, chez lequel elle avait été retrouvée à son décès, cinq ans après avoir été rédigée (Dijon, 11 mai 1904 sous Req., 17 juillet 1906. D. P., 1910. 1. 286).

II. — RÉGIME DE CE DÉGUISEMENT EN DROIT FISCAL.

A) De l'appréciation de l'*animus donandi*

Le droit de donation est incontestablement exigible, si une décision de justice rendue entre parties considère, comme déguisant une libéralité, un acte présentant la forme extérieure d'un titre d'obligation tel qu'un billet à ordre (Toulouse, 13 mars 1887, cité au T. A. V° donation n° 307, R. G., 8^e édition cod. V°, n° 2. 151) ou une reconnaissance de dépôt (Seine, 21 juillet 1899. R. P., 9. 832. J. E., 25. 910. R. E., 2. 151. — Rapp. Cass., 20 mars 1855. R. P., 342. J. E., 16. 029. S. 55. 1. 271. D. P., 55. 1. 130. Inst. 2042, § 3. — 9 juillet 1861. S., 61. 1. 788. D. P., 61. 1. 322. R. P., 1519. J. E., 17. 135. Inst. 2. 201, § 4). Ce complément de droit est d'ailleurs dû non sur l'acte, mais sur le jugement lui-même comme droit de titre, puisque

c'est lui qui constate la simulation (V. I^e partie, chap. III, § 2, p. 43).

Mais si c'est l'Administration qui a la charge de la preuve, celle-ci est particulièrement difficile à administrer, car la simple reconnaissance de devoir sans cause exprimée ne suffit pas à caractériser la libéralité (Cass., 29 août 1831. S., 31. 1. 410. J. N., 7617). Le droit de donation ne peut donc être réclaté que s'il résulte du rapprochement d'autres actes ou de faits suffisamment probants que le signataire de la reconnaissance a réellement entendu gratifier la personne envers laquelle il s'est obligé au paiement de la somme d'argent (V. Chârolles, 8 mars 1856. J. E., 16. 145. R. P., 664). On peut invoquer à cet effet, la plupart des présomptions ci-avant analysées quand le déguisement a eu lieu sous forme de vente.

B) Difficulté relative au timbre du billet

Quand le billet a été reconnu être le masque qui cache la libéralité, l'Administration se refuse à restituer ou à imputer sur le droit de donation exigible le montant des droits proportionnels de timbre auxquels le titre lui-même avait été assujéti et elle a fait triompher son point de vue en justice (V. en ce sens : Sens, 23 mai 1868. J. E., 18. 542. R. P., 3. 293).

La doctrine de cette décision paraît à première vue critiquable, car l'Administration semble se contredire en considérant l'acte comme une donation, au point de vue des droits d'enregistrement, et en lui déniaut cette qualification, en s'attachant uniquement à sa forme, pour maintenir la perception des droits de timbre (Voir en ce sens : T. A. 2^e édition V^o donation n^o 388). Mais cette contradiction n'est qu'apparente, car si la restitution ou l'imputation des droits de timbre est refusée, c'est par suite de la nature spéciale de cet impôt, qui est un impôt de consommation acquis au Trésor par le seul fait de la débite, ou par l'emploi du papier timbré à la création matérielle de l'acte. Donc, si le détenteur de ce papier l'emploie pour

rédiger un acte dispensé du timbre, ce fait ne saurait donner lieu au remboursement du prix payé pour son achat. A plus forte raison ne pourra-t-on lui restituer l'excédent, si, comme au cas actuel, il a rédigé son acte sur timbre proportionnel, au lieu de le rédiger sur timbre de dimension.

§ II. — DU PRÊT RAPPORTABLE

Le prêt que fait un père à son fils d'une somme exigible à son décès produit, à beaucoup d'égards, des effets semblables à ceux que produirait la donation de cette somme rapportable à sa succession. Dans l'un et l'autre cas, le rapport est dû (article 829 du Code civil).

Il y a cependant une différence importante entre les deux cas : si l'héritier doit le rapport comme donataire, il peut retenir la libéralité en renonçant à la succession ; s'il doit au contraire le rapport comme débiteur, il demeure, dans l'hypothèse d'une renonciation, tenu de payer sa dette à la succession.

Le point de savoir si le prêt consenti déguise une donation dépend évidemment des circonstances particulières de chaque affaire. Mais, en principe, la clause d'après laquelle la somme prêtée sera remboursable au décès des prêteurs et imputée sur leurs successions, ne suffit pas pour faire percevoir le droit de donation (V. en ce sens : CHAMPIONNIÈRE et RIGAUD, op. cité n° 2319).

Le tribunal de la Seine, par un jugement du 27 novembre 1875 (R. P. 4430 J. E., 19. 925) a refusé de voir, avec juste raison, une donation déguisée dans une espèce où un fils s'était reconnu débiteur envers ses père et mère d'une somme déterminée pour prêt remboursable au décès du prémourant des prêteurs, jusqu'à concurrence des droits en pleine propriété de l'emprunteur dans la succession de ce prémourant, sans intérêt jusque là et pour le surplus au décès du survivant, sans intérêt jusqu'à cette époque, mais avec stipulation que le montant intégral du prêt deviendrait immédiatement exigible en cas de décès de l'emprunteur.

Dans tous les cas, il y a donc lieu, pour prouver la simulation, de produire des présomptions sérieuses de gratuité de la convention, tirées de faits bien établis et de circonstances extrinsèques qui impliquent une idée de libéralité chez le prêteur apparent envers le pseudo-emprunteur.

SECTION II. — DE LA SIMULATION SOUS FORME DE QUITTANCE FICTIVE

Nous avons vu qu'il y a présomption sérieuse de déguisement d'une donation sous la forme d'une vente dans laquelle il est donné quittance du prix, lorsque les circonstances de la cause permettent d'affirmer qu'il n'a jamais été payé (V. chap. II de la 2^e partie).

Cette présomption a la même force probante, si la quittance du prix est postérieure à l'acte de vente ou si les circonstances de la cause amènent à penser que la quittance de toute autre somme a été donnée en l'absence de tout versement d'espèce.

La validité de ce déguisement a été maintes fois reconnue par la jurisprudence civile, qui a basé son appréciation de l'intention de libéralité sur la plupart des présomptions qui ont été examinées en matière de vente (V. notam. Cass., 26 juillet 1848. S., 49. 1. 257. D. P., 48. 1. 107. — Pau, 23 juin 1884. D. P., 85. 2. 248. — Paris, 8 août 1850. D. P., 51. 5. 181).

En matière fiscale, il a été également fait application plusieurs fois de ces principes. |

C'est ainsi que dans une espèce où une personne avait, vingt jours avant sa mort, donné quittance à sa sœur, seule héritière présomptive, d'une somme de 13.000 francs, prix de vente sur licitation que celle-ci lui devait, et où cette somme ne s'était pas retrouvée dans sa succession, le droit de donation a été reconnu exigible (Solution, 5 août 1876, citée au T. A. 2^e édition V^o donation n^o 393).

De même, on a considéré, à bon droit, comme une donation déguisée par voie de remise de dette, la quittance de

diverses sommes données par un testateur, le jour même de son décès, à son débiteur institué antérieurement son légataire universel, alors que ce dernier n'a pu fournir aucune justification au sujet de la provenance des fonds qu'il déclarait avoir remboursés et qu'on n'a retrouvé aucune trace, au décès, de cette valeur qui, aux termes de l'acte, aurait été versée au *de cujus* quelques mois auparavant. Le droit de donation entre vifs est, en conséquence, exigible sur un tel contrat, à l'exclusion du droit de quittance (Le Blanc, 15 juillet 1896. R. P., 8. 892. — Rapp. Soissons, 9 juin 1904. J. E., 26. 870. R. E., 3688. R. P., 10828).

Aux termes de l'article 1906 du Code civil, « l'emprunteur, qui a payé des intérêts qui n'étaient pas stipulés, ne peut ni les répéter ni les imputer sur le capital ». On ne doit pas voir là évidemment une présomption légale de déguisement de la donation du montant de ces intérêts au prêteur. C'est plutôt en vertu d'une convention tacite, intervenue entre les parties, que ce paiement a eu lieu : pour ce motif, la loi n'en permet pas la répétition (En ce sens : BAUDRY-LACANTINERIE, t. II, n° 1094). On dit aussi parfois que la loi considère l'emprunteur comme tenu, en vertu d'une obligation naturelle, de payer des intérêts lorsqu'il n'a été fait aucune convention à cet égard : l'article 1906 ne serait alors qu'une application particulière du principe posé par l'article 1235 alinéa 2, « la répétition n'est pas admise à l'égard des obligations naturelles qui ont été volontairement acquittées (V. en ce sens : Pont, *Traité des petits Contrats* », t. I, n° 154).

Mais les intéressés peuvent-ils faire la preuve qu'une donation a été déguisée par ce moyen là ? Bien que certains auteurs penchent pour la négative (V. notam. AUBRY et RAU, t. IV, p. 602 § 396. texte et note 6) il y a plutôt lieu d'adopter l'affirmative. L'article 1906 n'interdit pas de rechercher le but que se sont proposées les parties, et le mobile qui les a inspirées ; on pourra donc produire à cet effet les modes de preuve ordinaires (V. en ce sens : CARPENTIER, *Répertoire Général alphabétique du Droit français*, V° Donation, n° 3.821).

SECTION III. — DE LA SIMULATION SOUS FORME
DE BAIL A VIL PRIX

Un bail à vil prix peut très bien déguiser une libéralité, et la validité de cette simulation ne fait pas de doute (V. en ce sens : Req, 20 janvier 1893. D. P., 93. 1. 598. — Rennes, 4 mai 1875, D. P., 77. 2. 173). Dans ce dernier cas, il avait été fait un bail de divers immeubles par deux époux au profit d'un de leurs enfants, sous la condition de les nourrir et de les entretenir pendant 9 ans et avec stipulation qu'en cas de décès de l'un des deux ascendants seulement ou des deux, le preneur continuerait à jouir des lieux loués sans payer de fermage. C'était une donation déguisée, car l'âge des bailleurs pouvait faire prévoir leur mort prochaine, et elle a été à bon droit annulée, la quotité disponible ayant déjà été épuisée.

Mais si un avantage de ce genre est consenti à un héritier, en doit-il le rapport ?

Suivant une opinion, le bail à vil prix n'étant que l'abandon des fruits et revenus de la chose qui en fait l'objet, ne peut donner lieu à rapport (En ce sens : DEMOLOMBE, t. XVI, n° 445. — AUBRY et RAU, 4^e édition t. VI, § 631 texte et note 48, p. 636. — BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL, *Des successions*, t. III, n° 3601. — Bourges, 10 décembre 1879. D. P., 81. 2. 22. — Chambéry, 3 février 1914. D. P., 1915. 2. 52). Ces tribunaux et ces auteurs estiment en effet que les père et mère peuvent faire de leurs revenus ce qui leur plaît et que les avantages de ce genre ainsi consentis à un ou plusieurs de leurs enfants ne nuisent en aucune façon aux autres et ne sont pas de nature à diminuer la part qu'ils recueilleront dans leur succession éventuelle.

Mais la plus grande partie de la jurisprudence décide au contraire que la seule circonstance qu'une libéralité ou une avance ont été faites sur des revenus, ne suffit pas pour les dispenser d'être rapportables. Comme le fait remarquer avec juste raison M. Planiol (t. III, n° 2264) :

« La Cour de cassation a introduit un principe rigide

qui mettra fin sans doute à tout développement ultérieur de la jurisprudence : est sujette à rapport toute libéralité, même faite sur les revenus, si elle ne rentre pas dans les termes de l'article 852 du Code civil. C'est la cause et la nature de la dépense et non l'origine du fonds qu'il faut considérer pour savoir si elle est rapportable ». (Req., 13 avril 1899. D. P., 1901. 1. 233 et la note de M. Boistel. — Cass., Belgique, 27 février 1902. D. P. 1904. 2. 445.— Rennes, 6 avril 1910. D. P., 1910. 2. 329. — En ce sens : LAURENT, t. X, n° 610. — Huc, t. V, n° 362).

Il est à peine besoin d'ajouter que si le bail avait été fait moyennant un loyer plus élevé, le *de cujus* aurait pu économiser la différence, en faire emploi, ce qui aurait grossi d'autant le montant de sa succession. Dans ce système, l'avantage à rapporter doit être déterminé d'après la valeur locative de l'immeuble à l'époque du bail, en tenant compte de sa durée, et non d'après celle de l'immeuble au décès du bailleur (Civ., 29 janvier 1863. D. P., 64. 1. 110 et 111. — Gand, 17 décembre 1886, *Pasicrisie belge* 1887.2. 133.)

En matière fiscale l'Administration ne paraît pas avoir engagé beaucoup d'instances pour faire reconnaître de telles simulations, mais elle pourrait très bien le faire, conformément aux principes généraux, et réclamer le droit de donation sur la valeur des avantages ainsi procurés gratuitement au locataire par le bailleur, s'il y avait réellement intention de libéralité de sa part ; au cas contraire, le bail consenti sans prix exprimé n'emporte que le droit de 0.60 0/0 sur la valeur locative déclarée par les parties (Loi du 22 frimaire an VII art. 16 — Sol. 21 février 1859. R. P., 1289. — Novembre 1872. R. G., 8^e édition V^o Bail n° 127. — *Contra* : Compiègne, 7 février 1872. R. P., 3524).

SECTION IV. — DE LA SIMULATION SOUS FORME D'APPORT FICTIF EN SOCIÉTÉ

On conçoit très bien que l'acte de constitution d'une

société puisse déguiser une donation, lorsque l'un des associés obtient un avantage particulier sans équivalent de sa part (V. en matière fiscale, Lille 13 décembre 1888. J. E., 23. 267. R. E., 459), ou que la mise d'un des associés a été fournie gratuitement par un des autres associés, en l'espèce son père (Toul, 15 juin 1827. J. E., 8760. — Rapp., loi du 18 mai 1850 art. 6). Cependant il est certain que si l'acte de société, sous seing privé, passé entre le défunt et l'un de ses héritiers a été exécuté, lors du partage, par tous les héritiers volontairement et sans réserves, il y a lieu d'en conclure qu'il a été ainsi ratifié par eux comme acte de société et non pas comme donation déguisée réductible à la quotité disponible (En ce sens : Cass., 6 juillet 1869, S. 69. 1. 459. D. P., 69. 1. 478).

Aux termes de l'article 1840 du Code civil « nulle société universelle ne peut avoir lieu qu'entre personnes respectivement capables de se donner ou de recevoir l'une de l'autre et auxquelles il n'est point défendu de s'avantager au préjudice d'autres personnes ». Par conséquent, si une société universelle est formée entre personnes incapables de disposer les unes en faveur des autres, cette société est considérée comme donation déguisée par une présomption *juris* et *de jure* de la loi (En ce sens : BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL, *Des contrats aléatoires*, *De la société*, n° 127).

Mais si les parties contractantes sont capables de disposer entr'elles, y a-t-il présomption légale de simulation ? Bien que l'affirmation soit soutenue par quelques auteurs (V. notam. GUILLOUARD n° 37 et 40. — PONT, n° 221) l'opinion contraire est préférable.

L'article 1840 ne prononce pas en effet le nom de donations déguisées ; or, nous savons que celles-ci ne se présument pas, en principe, et que les présomptions légales ne peuvent s'étendre d'un cas prévu à un cas non prévu (En ce sens, BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL, n° 433). Il y a lieu d'admettre cette solution, même si l'un des associés est décédé en laissant des héritiers réservataires : il est vrai que dans cette hypothèse, l'article 1840 ordonne la réduction, en faveur de ces héritiers, des avantages con-

sentis aux associés survivants. C'est là évidemment une solution qui déroge au droit commun, mais sur ce point spécial seulement, et cela ne prouve pas *ipso facto* que la société ainsi constituée déguise une libéralité.

On ne saurait approuver non plus les décisions de jurisprudence qui déclarent nulles les sociétés constituées entre parents et enfants (V. notam. Bourges, 17 avril 1835 sous Cass., 25 juin 1839, S., 39.1.545), car elles heurtent le principe général qui admet la validité du déguisement des donations.

L'article 854 du Code civil dit « qu'il n'est pas dû de rapport pour les associations faites sans fraude entre le défunt et l'un de ses héritiers, lorsque les conditions en ont été réglées par un acte authentique ». Mais si le fait que l'acte d'association a été dressé en la forme sous seing privé peut faire présumer qu'il y a eu en réalité donation déguisée, cette présomption tombe, au cas où il est établi que les bénéfices obtenus par l'héritier ne constituent pas des libéralités et doivent être considérés comme une juste rétribution du concours apporté par celui-ci dans l'administration des affaires sociales et du risque couru par ses capitaux (Douai, 21 juin 1906, D. P., 1908.2.225 et la note de M. Planiol).

SECTION V. — DE LA SIMULATION SOUS FORME DE DÉPÔT ET DE MANDAT

On a bien souvent déguisé des libéralités sous forme de reconnaissance de dépôt (En ce sens : Bordeaux, 26 avril 1854, S., 55.2.109) ou à l'aide d'un mandat (Agen, 30 novembre 1885, Recueil d'Agen, 85.309). On a même parfois combiné ces deux contrats de la façon suivante : Une personne confie à une autre le dépôt d'une somme, de valeurs ou d'objets divers avec ordre de les restituer à un tiers désigné comme mandataire, mais qui est en réalité un donataire.

Pour contester la validité de cette convention, on fait

valoir notamment que le mandat est essentiellement révocable, alors que la donation est irrévocable. Mais si le mandat est en fait révocable, cela ne veut pas dire que les parties ont eu en vue de le révoquer : bien au contraire, il peut être dans leur pensée de le rendre irrévocable comme la donation qu'il déguise.

Néanmoins, par application des articles 1939 et 2003 du Code civil, en cas de mort du déposant, le dépôt devra être restitué à ses héritiers et non à la personne désignée pour le recevoir, le mandat étant révoqué de plein droit par sa mort (V. en ce sens : Cass., 16 août 1842, S., 42.1.850, D. P., 46.2.223, — 29 avril 1846, S., 46.1.689, D. P., 46.1.244. — 16 avril 1902, D. P., 02.1.222, S., 02.1.312. — PONT, *Traité des petits contrats*, t. I, n° 480. — LAURENT, t. XXVII, n° 117).

Que penser du contrat aux termes duquel le dépositaire devra remettre l'objet déposé au tiers désigné par le mandant après la mort de ce dernier ? Ce contrat, appelé *mandat post mortem mandantis*, peut-il valablement déguiser une donation ?

D'après une première opinion, on estime que ce déguisement est nul, non seulement parce que le mandat, dit-on, est essentiellement révocable, mais aussi parce qu'il viole les articles 2003 et 1939 du Code civil. On estime en outre que cette prohibition est d'ordre public, ainsi qu'il résulte des explications données, lors de l'élaboration du Code civil par le tribun Favard (FENET, t. XIV, p. 515). Enfin l'accord de volonté exigé par la loi pour que la convention soit parfaite n'existe pas dans ce cas là (En ce sens : AUBRY et RAU, 4^e édition, t. IV, n° 624, 625, § 403, note 13. — LAURENT, t. XXVII, n° 118).

Mais la solution contraire est traditionnelle. Ce qu'il y a de plus important à rechercher, en effet, c'est la volonté des parties. Si ces dernières étaient d'accord au jour de la conclusion du contrat pour rendre ce mandat irrévocable, il est bien valable. En effet, ce que les articles 1939 et 2003 et les observations du tribun Favard pourraient faire annuler, c'est le mandat *post mortem mandantis*. Or on est d'accord pour le déclarer valable. Par conséquent,

la simulation n'étant pas une cause de nullité, la libéralité déguisée sous la forme d'un contrat valable ne peut qu'être validée (V. en ce sens notam. Seine, 23 juillet 1891. — *Revue : le Droit* du 27 août 1891. — PONT, t. I, 482).

Mais s'il était démontré que le déposant se réservait le droit de révoquer son mandat, il y aurait alors donation à cause de mort, qui est nulle comme faite en violation de l'article 893 du Code civil.

En matière fiscale, l'Administration de l'Enregistrement a obtenu, à l'aide des mêmes présomptions et en se basant sur les mêmes textes, la reconnaissance de la simulation V. notam, Seine, 21 juillet 1899, R. E., 2151, J. E., 25.910).

SECTION VI. — DE LA SIMULATION SOUS FORME DE CAUTIONNEMENT ET DE TRANSACTION

Enfin, la donation peut être valablement déguisée sous forme de cautionnement (Cass., 4 décembre 1867, S., 68.1.252) ou de transaction (BAUDRY-LACANTINERIE, t. III, n° 984. — DEMOLOMBE, t. XX, n° 99 et s. — AUBRY et RAU, t. VII, p. 84 et 85, notes 24 et s.).

Mais pour faire reconnaître ce caractère par les Tribunaux, il faut toujours produire des présomptions faisant apparaître la libéralité comme certaine et irréfutable.

TROISIÈME PARTIE

CHAPITRE UNIQUE

Des actions en recherche de la simulation et de leurs conséquences, en droit civil et en droit fiscal

SECTION I. — DROIT CIVIL

Nous avons vu, au début de cette étude (Chap. II de la 1^{re} partie) que, dans les instances introduites entre parties, les tribunaux étaient appelés à rechercher si les donations déguisées avaient été faites ou non selon les formes prévues par la loi pour les actes servant au déguisement, ou avaient mis en échec certaines dispositions de la loi, notamment en matière d'incapacité, ou présentaient des vices de consentement, afin d'annuler, en tout ou en partie, les contrats de l'espèce ou de les déclarer valables en leur faisant produire tous leurs effets de droit.

Il importe maintenant de rechercher, dans cet ordre d'idées, les personnes qui peuvent exercer ces actions et les délais qui leur sont accordés à cet effet.

§ 1. — LE CONTRAT À TITRE ONÉREUX QUI MASQUE LA DONATION N'A PAS ÉTÉ FAIT SELON LES FORMALITÉS PRÉVUES PAR LA LOI POUR SA VALIDITÉ OU MANQUE D'UN DES ÉLÉMENTS NÉCESSAIRES À SON EXISTENCE.

Nous avons vu que, dans ce cas, la donation suit le sort de l'acte qui la déguise. Si celui-ci est inexistant comme manquant d'un des éléments nécessaires à sa formation,

la donation est inexistante. En outre, si les termes de cet acte révèlent qu'il n'est pas, au fond, un acte à titre onéreux, la donation n'est plus déguisée, et, n'ayant pas été faite selon les conditions prévues par l'article 931 du Code civil, elle est absolument inexistante.

Or, un contrat inexistant est le néant : il ne peut produire aucun effet : l'action en justice aboutit à faire reconnaître cette inexistence, et peut, par conséquent, être intentée par toute personne intéressée à s'en prévaloir, notamment le donateur lui-même et ses ayants cause.

Enfin si la donation ainsi déguisée a pour but de masquer un acte prohibé par la loi, pour des motifs d'ordre public, tel qu'un pacte sur succession future, ou soumis par la loi à d'autres conditions, tel qu'un partage anticipé, l'acte est nul de plein droit, et la donation qu'il renferme l'est aussi. On peut rapprocher de ce cas, celui où, selon le système de la jurisprudence, la cause réelle et cachée est contraire aux bonnes mœurs, et celui où le déguisement a été fait en fraude des droits des créanciers.

Dans tous les cas, l'acte est nul de plein droit et tout intéressé peut faire reconnaître cette nullité par voie judiciaire, notamment les créanciers, si le déguisement a été fait en fraude de leurs droits. Il est à peine besoin d'ajouter que ces actions se prescrivent par trente ans à compter du jour de l'acte

Mais s'il est de principe, selon le droit commun, que les actes inexistants et les actes nuls de plein droit ne peuvent pas être confirmés, nous ne devons pas oublier que les contrats qui nous occupent sont, au fond, des donations.

Or, en matière de donation ostensible, le Code civil, après avoir fait application du principe général sous l'article 1339 en disant : « Le donateur ne peut réparer par aucun acte confirmatif les vices d'une donation entre vifs : nulle en la forme, il faut qu'elle soit refaite en la forme légale », ajoute : « la confirmation ou ratification ou exécution volontaire d'une donation par les héritiers ou ayants-cause du donateur, après son décès, emporte leur renonciation à opposer soit les vices de forme, soit toute autre exception ».

Et, si la jurisprudence et les auteurs écartent l'application de l'article 1339 en matière de libéralité déguisée, c'est pour un motif tout à fait libéral (V. 2^e partie, chapitre 1^{er}, I, p. 81), le donateur, comme ses héritiers, peut donc confirmer la libéralité ainsi entachée de nullité.

Cette disposition suffisamment claire et implicite implique que la confirmation tacite, dont l'exécution volontaire n'est qu'un cas particulier, ne peut résulter que d'actes non équivoques indiquant clairement la volonté du donateur et de ses héritiers de renoncer à se prévaloir des vices dont ils savaient la donation atteinte (Bourges, 26 décembre 1894, D. P., 95.2.516. — Rapp. BAUDRY-LACANTINERIE, t. II, n^o 562).

§ II. — LE CONTRAT A ÉTÉ FAIT EN VIOLATION DES DISPOSITIONS DE LA LOI RELATIVES A L'INCAPACITÉ DE DONNER OU DE RECEVOIR.

Le législateur, après avoir posé en principe, sous l'article 902 du Code civil, que « toutes personnes peuvent disposer et recevoir par donations entre vifs... excepté celles que la loi en déclare incapables », a édicté un certain nombre d'incapacités, par les articles 901 à 910 du même code et par certaines lois subséquentes, telles que l'article 29 du Code pénal, l'article 446 du Code de commerce, l'article 39 de la loi du 30 juin 1838, l'article 3 de la loi du 31 mai 1854, l'article 17 de la loi du 1^{er} avril 1901. Ces incapacités sont absolues ou relatives et elles ont été prononcées pour des motifs d'ordre public (V. notam. Cas de l'incapacité d'une personne incertaine, incapacité des condamnés à une peine afflictive perpétuelle, incapacité des personnes dites de main morte) ou des motifs d'ordre privé (incapacité de l'aliéné, du tuteur, de l'enfant naturel, du médecin) ; ces dernières sont basées sur une présomption légale d'abus d'influence ou sur un vice de volonté.

En principe, le disposant peut, de son vivant, faire annuler la disposition qui a contrevenu à la loi ; il est fait

toutefois exception à ce principe si l'incapacité est basée, sur les termes des articles 908 et 909. D'une part, en effet l'article 908, qui énumère les personnes qui peuvent se prévaloir de ses dispositions, ne mentionne pas le donateur ; d'autre part l'incapacité prévue par l'article 909 ne peut jouer que dans le cas où la donation a été faite au cours de la maladie qui a occasionné la mort du donateur (En ce sens : AUBRY et RAU, 4^e édition, t. VII, p. 54, § 50 *bis*, texte et note 22. — LAURENT, t. XI, n^o 137. — BAUDRY-LACANTINERIE et COLIN, t. I, n^o 586 et s.).

A la mort du donateur, l'action passe à ses héritiers légitimes, à ses légataires universels ou à titre universel. Elle peut être intentée par ceux-ci, même après la délivrance du legs ou l'envoi en possession (V. en ce sens : Cass., 3 janvier 1866, S., 66.1.100, D. P., 66.1.77. — 13 juin 1870, S., 70.1.357, D. P., 70.1.349).

L'article 908, qui règle l'incapacité partielle de recevoir des enfants naturels, dans l'intérêt de la famille légitime, spécifie, pour ce motif, que cette incapacité ne pourra être invoquée que par les « descendants du donateur, par ses ascendants, par ses frères et sœurs et les descendants légitimes de ses frères et sœurs ». La même disposition s'applique aux donations faites aux enfants adultérins ou incestueux.

S'il n'y a pas d'héritiers réservataires, le légataire universel a seul le droit, en principe, d'intenter l'action (V. en ce sens : Cass., 17 mai 1852, S., 52.1.570, D. P., 52.1.126. — 3 mars 1857, S., 57.1.182, D. P., 57.1.198). Mais le *de cujus* peut, pour ce motif, avoir désigné un légataire universel pour empêcher les héritiers de se prévaloir de la nullité de la disposition ; en réalité, ce légataire universel n'est qu'un exécuteur testamentaire ou fidéicommissaire. Dans ce cas, les héritiers évincés ont le droit de rapporter la preuve de cette simulation et de faire annuler la disposition à leur profit (V. notam. en ce sens : Angers, 23 février 1859, S., 59.1.136, D. P., 59.2.196. — Toulouse, 2 janvier 1888, sous Cass., 1^{er} juillet 1889, S., 90.1.193 et note de M. Labbé, D. P., 91.1.305 et note de M. Dupuich, — *Contra* : AUBRY et

RAU, 4^e édition, t. VII, p. 50, § 650 *bis*. — BAUDRY-LACANTINERIE et COLIN, t. I, n^o 594 et 595). Les créanciers du donateur ou de ses héritiers ont également le droit d'intenter cette action.

L'action est poursuivie contre le donataire incapable ou ses représentants. Elle est, en principe, soumise à la prescription de trente ans ; et ce délai court à compter du jour de l'acte, sauf pour les incapacités prévues par les articles 908 et 909, pour lesquelles le délai ne court que du jour du décès (V. en outre ce qui sera dit ci-après pour les vices de consentement de certains incapables). Si l'incapacité est due à l'insanité d'esprit du disposant ou si elle est basée sur un motif d'ordre public, elle ne peut jamais se couvrir ; si le motif est d'ordre privé, on peut y renoncer, soit expressément soit tacitement (Cass., 3 janvier 1866, S., 66.1.103, D. P., 66.1.77).

Enfin, ainsi que nous le savons, la donation n'est nulle que dans les limites de l'incapacité du donataire ; il n'en sera différemment que si la donation déguisée est faite entre époux, auquel cas elle est nulle pour le tout, qu'elle dépasse ou non la quotité disponible.

§ III. — LE CONTRAT PRÉSENTE DES VICES DE CONSENTEMENT

Il peut arriver que la donation déguisée ait été consentie par une personne capable naturellement de volonté, mais dont la volonté n'a été déterminée que par suite d'une erreur substantielle, de manœuvres dolosives ou de violences. La volonté n'étant pas libre, celui dont le consentement a été surpris ou extorqué peut se faire restituer, par une demande en nullité, contre les conséquences de l'acte qu'il a passé (Art. 1109 et s. du Code civil).

La donation déguisée peut avoir été consentie par ou à des personnes capables de recevoir, mais qui sont frappées d'une incapacité civile de contracter, comme les femmes mariées ; celles-ci ne peuvent en effet s'obliger valable-

ment qu'avec l'autorisation de leur mari ; on peut en provoquer l'annulation (BAUDRY-LACANTINERIE et COLIN, t. I, n^o 605, note 2).

Dans ces deux cas, on fait application de l'article 1304 du Code civil, qui soumet ces actions en nullité à une prescription de dix ans (BAUDRY-LACANTINERIE et COLIN, t. I, n^o 1289).

Dans le cas de violence, le délai ne court que du jour où elle a cessé ; dans le cas d'erreur ou de dol, du jour où ils ont été découverts. L'action appartient à la personne dont le consentement a été vicié ou à ses ayants-cause.

Dans le cas d'irrégularité d'acceptation de la libéralité déguisée par une femme mariée, à la différence de ce qui a lieu pour les donations ostensibles, l'action en nullité a elle aussi un caractère purement relatif et se prescrit par dix ans à compter de la dissolution du mariage (Civ., 30 novembre 1896, D. P., 97.1.449 et note de M. Sarrut. — Paris, 12 mai 1898, D. P., 99.2.313. — Bordeaux, 25 mai 1892, D. P., 92.2.563. — *Contra* : Aix, 10 mars 1880, S., 81.2.49 et note de M. Labbé). A l'opposé de ce qui a lieu dans les donations ostensibles, en effet, la forme et le fond ne sont pas ici inséparablement unis, et l'acceptation du donataire n'est pas exigée *ad solomnitatem*, mais seulement comme simple manifestation de volonté de l'un des contractants (Rapp. COLIN et CAPITANT, t. III, p. 759 et 760).

Cette nullité ne peut certainement être invoquée que par la femme, le mari ou leurs héritiers ; le donateur, ses héritiers ou ayants-cause sont irrecevables à s'en prévaloir, par application de l'article 225 du Code civil (En ce sens : Req., 3 décembre 1878, D. P., 79.1.271. — Civ., 29 mai 1889, D. P., 89.1.369. — Bordeaux, 25 mai 1892, D. P., 92.2.563. — Civ., 30 novembre 1896, D. P., 97.1.449 et la dissertation de M. Sarrut. — BAUDRY-LACANTINERIE et COLIN, t. I, n^o 1289. — LAURENT, t. XII, n^o 315). Cette solution est évidente dans la doctrine qui n'admet qu'une nullité relative quand la donation a été faite ostensiblement, mais acceptée sans autorisation du mari ; elle s'impose également dans le système qui rattache l'autorisation du

mari à la solennité, puisque la donation déguisée n'est soumise qu'aux conditions de forme et de validité de l'acte à titre onéreux dont elle a emprunté le masque.

L'exécution volontaire de la libéralité déguisée par les héritiers du donateur, après son décès, emporte leur renonciation à opposer soit les vices de forme, en l'espèce le défaut ou l'irrégularité d'acceptation, soit toute autre exception (Riom, 12 janvier 1891, D. P., 92.2.25).

Ajoutons enfin que, dans des affaires où il s'agissait de libéralités considérables faites à des femmes mariées à l'aide de billets rédigés à l'insu du mari, certaines décisions de jurisprudence ont admis l'existence d'une nullité d'ordre public (Aix, 10 mars 1880., 81.2.49 et note de M. Labbé. — Toulouse, 9 mars 1885, citée sous S., 86.1.316 et D. P., 87.1.443). Mais ces décisions sont restées isolées.

§ IV. — LE CONTRAT EST RÉGULIER MAIS LES PARTIES EN DEMANDENT L'INTERPRÉTATION A LA JUSTICE

Les actions de ce genre sont intentées pour faire reconnaître en justice le déguisement de la libéralité, soit afin de la faire déclarer rapportable, si elle est faite en faveur d'un des héritiers du donateur, soit afin de la faire réduire à la quotité disponibles, si elle a dépassé celle-ci, en un mot pour lui faire produire ses effets de droit.

Dans ce cas là, la prescription trentenaire à compter de la mort du *de cujus* nous paraît seule applicable (en ce sens : Limoges, 15 mars 1895, sous D. P., 97.1.273 et la note de M. Sarrut. — Alger, 18 juin 1895, S., 96.2.308. — Dijon, 4 juillet 1904, D. P., 06.2.164).

§ V. — EFFETS DE L'ANNULATION DE LA DONATION DÉGUISÉE

Entre les parties, le contrat est censé n'avoir jamais existé. S'il a été exécuté en tout ou en partie, le dona-

taire doit restituer les biens qu'il avait reçus du donateur, et les fruits par lui perçus, s'il y a lieu, depuis le jour de la donation. De son côté, le donateur doit restituer ce qu'il a perçu en vertu du contrat simulé : prix ou arrérages de rente viagère, par exemple. Les parties étant réputées n'avoir eu aucun droit sur les choses livrées en vertu de l'acte annulé, les droits qu'elles ont pu créer ou transmettre sont considérés comme non avenus. La nullité rétroagit contre les tiers au profit desquels ces droits auraient été consentis.

SECTION II. — DROIT FISCAL

§ I. — DE LA PRESCRIPTION DE L'ACTION DE L'ADMINISTRATION

L'Administration de l'Enregistrement n'ayant qualité ni pour se prévaloir de la nullité des actes présentés à la formalité ni pour la faire prononcer en justice, les actions qu'elle peut intenter à ce sujet ont toutes uniquement pour but de faire prononcer le déguisement de la libéralité : ce sont donc des actions en reconnaissance de simulation, qui paraîtraient devoir être toutes régies par le droit commun et seraient soumises, par conséquent, à la prescription trentenaire.

Mais, il n'en est pas ainsi d'une manière absolue et il y a lieu de faire une distinction.

Lorsque, sans altérer la réalité de leurs conventions, les contractants, intentionnellement ou par erreur, se sont bornés à donner à l'acte une qualification inexacte, le devoir du receveur était de liquider l'impôt d'après les effets légaux du dit acte, sans s'arrêter à sa qualification. Dès lors, il y a insuffisance de perception, et par application de l'article 61 de la loi du 22 frimaire, an VII, modifié par la loi du 31 janvier 1914 (Inst. 3395) la prescription biennale est applicable, à compter du jour de la formalité, pour la réclamation du supplément du droit exigible. Il en est ainsi au cas où les termes de l'acte révèlent par eux-mêmes

la libéralité déguisée (En ce sens : Nontron, 4 mars 1885, R. P., 6493. — Sol., 24 mars 1886, citée T. A., 2^e édition, V^o donation, n^o 412).

Mais il en est différemment quand les parties ont dissimulé à la fois la qualification et la substance de l'acte. Dans ce cas là, la perception n'a pu être établie que d'après la physionomie apparente de celui-ci. Des recherches ultérieures ont pu seules permettre de déterminer le caractère réel des conventions qu'il contient ; et, dès lors, il n'y a pas eu insuffisance de perception. Le complément de droit exigible peut donc alors être réclamé pendant un délai de trente ans, à compter du jour de l'enregistrement de l'acte (1).

« Attendu, lit-on dans le jugement du Tribunal de la Seine du 16 juillet 1921, cité en note, que la demoiselle A.... n'est pas mieux fondée à invoquer une exception de prescription biennale, que la prescription trentenaire est seule applicable lorsque, comme en l'espèce, le caractère gratuit de la convention ne résulte pas de façon apparente des clauses de l'acte et que, par suite, le receveur est dans l'impossibilité d'établir la perception autrement qu'il ne l'a fait d'après l'apparence de l'acte ».

Par contre nous ne saurions approuver un jugement du Tribunal Civil de la Rochelle du 13 décembre 1910 (R. P., 12410, J. E., 28.610) d'après lequel le recouvrement du complément de droit reconnu exigible sur une donation déguisée, sous la forme d'un contrat à titre onéreux, est soumise à la prescription biennale à partir du jour où la déclaration de succession ou le partage, qui ont permis de restituer à l'acte son véritable caractère, ont été présentés à la formalité. Ces documents ne faisaient en effet que ré-

(1) Cass., 29 décembre 1857. R. P., 82. J. E., 16. 679. J. N., 16. 928. Inst. 2118, § 7. — 1^{er} février 1859, R. P., 1137. J. E. 16. 888. J. N., 16. 515. Inst. 2160, § 3. S., 59. 1. 928. D. P., 59. 1. 54. — Seine, 21 juillet 1899, R. P., 9. 832. J. E., 25. 910. R. E., 2. 151. — Laon, 11 juillet 1901, R. E., 2. 941. J. E., 26. 597. R. P., 10. 636. — Req., 9 novembre 1903, R. P., 10. 656. J. E., 26. 597. R. E., 3469. J. N., 28. 263. R. N., 11608. Inst. 3. 150 § 3. S., 1904. 1. 529. D. P., 1904. 1. 586. — Versailles 15 avril 1910, R. P., 12. 236. J. E., 28. 373. R. E., 5. 147. — Seine, 16 juillet 1921. R. E., 7. 682.

véler l'importance des valeurs comprises dans la prétendue cession, sans pouvoir, par eux-mêmes et en dehors de tout rapprochement et de toute recherche ultérieure, démontrer que cette cession constituait une libéralité.

Mais la prescription biennale serait applicable, par application de l'article 1^{er} de la loi du 31 janvier 1914 modifiant l'article 61 de la loi du 22 frimaire an VII (Inst. 3395, p. 8) à compter du jour de l'enregistrement d'un acte, d'une déclaration ou de tout autre document qui révéleraient suffisamment par eux-mêmes l'existence de la fraude, sans qu'il fut nécessaire de recourir à des recherches ultérieures et complémentaires pour établir l'exigibilité du droit de donation sur la libéralité déguisée, c'est-à-dire de rapprocher ces documents d'autres écrits ou déclarations et *a fortiori* de faits ou de circonstances parvenus à la connaissance de l'Administration.

§ II. — DES TARIFS APPLICABLES AUX DONATIONS DÉGUISÉES

I. L'acte qui est reconnu comme déguisant une libéralité doit être assujéti au droit proportionnel de mutation entre vifs à titre gratuit, établi par l'article 32 de la loi du 25 juin 1920, déduction faite évidemment des droits perçus originairement sur cet acte.

Mais comme ce tarif est basé sur le degré de parenté qui unit le donateur au donataire, une difficulté peut se présenter. Si, par exemple, l'acte de vente ou le contrat de rente viagère, qui déguise la libéralité, est intervenu entre, d'une part, un père et, de l'autre, son fils et sa belle-fille, doit-on considérer pour le calcul des droits, en l'absence de toute indication précise dans le dit acte, que la donation est faite pour moitié à chacun d'eux, ou qu'elle profite seulement au fils ? Pour le savoir, il faut s'attacher aux termes de l'acte et rechercher quelles sont les stipulations qu'il contient.

Si des parts étaient assignées à chacun des donataires, ou si l'un des deux seul contractait des engagements, on

devrait suivre dans ce cas la volonté des parties. Mais si les donataires s'engagent et stipulent conjointement, la donation doit être considérée comme profitant à chacun d'eux par égale part. C'est là une conséquence nécessaire et directe de la conjonction *re et verbis* stipulée à leur profit et de l'obligation conjointe qu'ils ont contractée envers le vendeur ou le crédi-rentier (C. civ. Art. 1044 et 1045. — Jurisprudence constante : Pontoise 31 décembre 1873. S., 74. 2. 257. — Versailles, 17 décembre 1878, J. E., 22. 115. — Sol. 10 mai 1880, D. P., 81. 3. 56. — Grasse, 18 juillet 1913, R. E., 6. 278. — Bourges, 7 décembre 1922).

« Attendu, dispose à ce sujet le jugement du Tribunal de Grasse, qu'au résultat des considérations qui précèdent, il est permis d'affirmer que l'acte par lequel M^{lle} Vidal cède à son neveu et à la femme de celui-ci une somme en numéraire et des valeurs mobilières formant ensemble un total de 23.159 francs moyennant une rente viagère de 1200 francs a le caractère d'une véritable donation déguisée ;

« Que la donation est faite par la demoiselle Vidal à son neveu et à l'épouse de celui-ci sans indication de parts, qu'elle est présumée avoir été faite par moitié à chacun d'eux... »

II. Nous savons, en outre, que, pour faciliter le mariage et plus particulièrement les donations faites aux jeunes époux à cette occasion, le législateur a édicté des tarifs de faveur pour ces sortes de libéralité. Mais ces tarifs, de par leur nature exceptionnelle, doivent être à ce titre strictement limités aux libéralités en vue desquelles ils ont été édictés, c'est-à-dire aux seules dispositions entre vifs faites aux futurs époux par contrat de mariage (V. L.L, 22 frimaire an VII, art. 69 § 4, n° 1. — 28 avril 1816, art. 53. — 25 février 1901, art. 18. — 8 avril 1910, art. 11. — 25 juin 1920, art. 32). Par conséquent, on ne peut les appliquer aux donations qui, bien que faites en faveur du mariage, sont constatées par un acte autre que le contrat de mariage (V. Jurisprudence constante, en ce sens : Cass, 30 janvier 1839. J. N., 10289, J. E., 12.229. Inst, 1590, § 6. S., 39. 1. 221. — Ch. réunies, 7 novembre 1842. J. N., 11. 472.

J. E., 13121. Inst. 1693, § 2. — Seine, 21 janvier 1881. J. E. 21548. — Gannat, 14 août 1836. J. E. 22.940. — Uzès, 17 novembre 1886, R. P. 6799.)

Il y a donc lieu de rechercher, en pareil cas, si c'est le contrat de mariage, ou un autre acte, qui forme le titre de la donation.

Si c'est le contrat de mariage qui forme le titre de la donation, le tarif réduit est applicable, car la mutation doit être considérée comme s'étant opérée en vertu du contrat (V. notam. en ce sens RODIÈRE et PONT, 2^e édition, t I, n° 278). Telle serait notamment la donation offerte antérieurement mais acceptée seulement dans le contrat de mariage (Cass., 9 avril 1828. Inst. 1796, § 8) ou le don manuel fait en vue de mariage, dont la reconnaissance aurait lieu dans le contrat de mariage en termes formels ou pourrait s'induire des stipulations ou déclarations des parties (V. Inst. 1307, § 5. Rapp. de ce qui a été dit au sujet des apports déguisant des donations, chap. iv. III, pp. 133 et 134).

Mais si le titre de la donation réside dans un acte antérieur au contrat, le tarif ordinaire est seul applicable (Gex 14 août 1850. J. E., 15. 020). Le tribunal de Sens a fait une remarquable application de ce principe en refusant, par jugement du 22 mai 1868 (R.P., 3293), conformément à ces principes, d'accorder le bénéfice du tarif réduit à une libéralité déguisée sous forme de reconnaissance de sommes, bien que la reconnaissance fût du même jour que le contrat de mariage et qu'elle eût été mentionnée parmi les apports du futur époux en faveur de qui elle avait été souscrite.

III. D'autres difficultés peuvent se présenter, lors de l'enregistrement de l'acte qui déguise la libéralité ou de l'acte qui, comme au cas d'apport dans une contrat de mariage, révélerait qu'il y a eu en réalité donation.

Nous devons distinguer à ce sujet l'acte authentique de l'acte sous seing privé.

L'acte authentique étant assujetti à l'enregistrement dans un délai déterminé, le tarif qui est applicable à un tel acte est celui qui est en vigueur au jour où il a été dressé, sauf pénalité à la charge du notaire s'il l'a présenté

hors délai à la formalité. Néanmoins, la loi du 22 mars 1924 art. 18 (Inst. 3811, § 1) ayant décidé que tout acte dont la date est antérieure à sa promulgation ne sera exempt du double décime qu'elle institue qu'à la condition d'être présenté à l'enregistrement dans un délai de 20 jours à compter de sa mise à exécution, cette disposition est générale. Le double décime est donc applicable au principal des droits de donation qui pourraient être dûs sur un acte authentique déguisant une libéralité et non encore enregistré, même s'il était antérieur au 23 mars 1924.

L'acte sous seing privé n'est pas assujetti, d'une manière générale, aux mêmes règles. Il y a lieu de rechercher tout d'abord s'il est synallagmatique ou s'il est unilatéral.

Avant le 1^{er} juillet 1918, les actes synallagmatiques n'étaient pas tous soumis à l'enregistrement dans un délai déterminé. Seuls y étaient assujettis ceux qui emportaient transmission de propriété, d'usufruit ou de jouissance de de biens immeubles (Loi du 22 frimaire an VII art. 22) et ceux qui portaient mutation de fonds de commerce ou de clientèle (Loi du 28 février 1872, art. 8). Pour ces derniers actes, le tarif des droits exigibles est donc celui qui était en vigueur au jour de l'acte, sauf application des deux décimes établis par la loi du 22 mars 1924, ainsi qu'il a été expliqué pour les actes authentiques, et du droit en sus s'ils sont hors délai. Remarquons, en effet que, si ces actes déguisent une libéralité, ils ne sont plus des actes à titre onéreux et que les droits de mutation entre vifs exigibles ne sont pas de ceux qui ont été édictées par les articles 24, 25 et 26 de la loi du 25 juin 1920 (Inst. 3626) et ne doivent pas, par conséquent, être calculés aux nouveaux tarifs, s'ils sont antérieurs à cette loi, même s'ils ont été enregistrés après le délai prévu par l'article 20 de la loi du 31 juillet 1920 (Inst. 3.636, § 4). Les autres actes synallagmatiques dressés avant le 1^{er} juillet 1918 n'étant pas assujettis à l'enregistrement dans un délai déterminé (Loi du 22 frimaire an VII, art. 23, 42, 47), le tarif qui leur est applicable est celui qui était en vigueur au moment de la présentation ou de l'usage, puisque c'est à ce moment seulement que l'acte devient « matière im-

posable » (Inst. 366, § 2, D. M. F. 2 mai 1855, Inst. 2030. — Cas de partage : Villeneuve/sLot 16 février 1903. R. E., 3511. R. P., 10. 557. — Cas de donation de biens meubles : Montdidier, 21 décembre 1904. R. E., 3869). Et cette règle doit être suivie, alors même que l'acte aurait acquis date certaine dans les conditions prévues par l'article 1328 du Code civil (Cass. 31 janvier 1876. Inst. 2542, § 3, et 26 juin 1878. Inst. 2603, § 2).

La loi du 29 juin 1918 art. 12 (Inst. 3454, § 1) a assujetti d'une manière générale, tous les actes synallagmatiques à l'enregistrement dans un délai déterminé : par conséquent, s'ils ont été rédigés depuis le 1^{er} juillet 1918, ils sont soumis au tarif en vigueur au jour où ils ont été parfaits, sauf application du droit en sus s'ils sont présentés hors délai et sauf application de l'article 18 de la loi du 22 mars 1924. Sont notamment régies par ces dispositions les donations de biens meubles faites par acte sous seing privé depuis le 1^{er} juillet 1918, les constitutions de société qui peuvent, ainsi que nous l'avons étudié, déguiser des libéralités.

Enfin les actes unilatéraux (constitution de rente viagère moyennant l'abandon d'une somme d'argent, prêt, mandat, dépôt, reconnaissance de dette) ne sont pas assujettis, lorsqu'ils sont faits en la forme sous seing privé, à l'enregistrement dans un délai déterminé, et, s'ils déguisent une libéralité, le tarif qui leur est applicable est celui qui est en vigueur au jour où ils sont présentés au receveur pour être formalisés ou au jour où il en est fait usage.

Remarquons enfin que si les actes sous seing privés assujettis à l'enregistrement dans un délai déterminé font foi de leur date vis à vis de l'Administration, par application de l'article 22 de la loi du 22 frimaire an VII, l'article 62 de la même loi déroge à ce principe en ce qui concerne la prescription des droits simples ou en sus, qui ne commence à courir pour les parties qu'à compter du jour où l'acte a acquis date certaine, par l'un des modes prévus par l'article 1328 du Code civil (Sol. 17 avril 1891. J. E., 23. 939. et 6 juillet 1893, R. E., 595).

§ III. — DE LA RÉCLAMATION DES DROITS

La réclamation des droits de donation se fait en tenant compte des règles générales sur la matière : leur paiement peut donc être poursuivi contre toute partie qui a figuré dans ces actes (Req., 19 novembre 1855. D. P., 56. 1. 28. — 19 mai 1896. D. P., 97. 1. 77). Mais en principe, on les réclame aux débiteurs et nouveaux possesseurs, car ce sont eux qui doivent, nonobstant toute disposition contraire, supporter le droit, conformément à l'article 31 de la loi du 22 frimaire an VII, (Rapp. Req., 27 décembre 1876. D. P., 77. 1. 363).

Si, dans l'acte qui déguise la libéralité, la solidarité des nouveaux possesseurs a été formellement exprimée, le supplément de droit exigible peut être réclamé en totalité à l'un d'entre eux (En ce sens : La Flèche, 4 avril 1922, R. E. 7681). Si, au contraire, on se trouvait en présence de deux donations indépendantes, consenties dans le même acte, il ne semble devoir exister aucune solidarité entre les donataires pour ce paiement, et il conviendrait de s'adresser à chacun d'eux dans la mesure où l'acte l'intéresse (Rapp. T. A. 2^e édition, V^o Enregistrement, n^o 62).

CONCLUSION

L'ensemble de l'étude qui précède fait ressortir qu'en l'état actuel de la législation, toute facilité est donnée aux parties contractantes pour éluder, au moyen des actes les plus variés, les formes solennelles de la donation entre vifs, en la déguisant sous les apparences d'un contrat à titre onéreux, ce qui leur permet d'enfreindre certaines dispositions du Code civil et d'économiser notablement, sur le montant de la somme à payer au Trésor à titre de droit de timbre, d'enregistrement ou de mutation par décès.

Deux actions parallèles existent, l'une en droit civil, l'autre en droit fiscal, en vue de faire découvrir et prononcer la simulation ; mais, alors que la validité de ces actes peut être discutée et mise en cause au cours des instances purement civiles, il en est tout autrement quand celles-ci sont introduites à la requête de l'Administration de l'Enregistrement.

Or celle-ci ne peut vraiment déjouer la fraude pour lui appliquer les tarifs prévus par les lois d'impôt que si elle ressort manifestement d'un ensemble de présomptions suffisamment *graves, précises et concordantes*. Si ces divers faits ne sont pas révélés, soit par l'acte, soit par des contingences extérieures, et, c'est ce qui arrive la plupart du temps, le receveur ignorant les relations des parties entre elles, inscrit au répertoire la mutation frauduleuse, sans apercevoir et retenir ce dernier caractère.

Les contrats de l'espèce se multiplient donc d'autant plus facilement que, dans la plupart des cas, les parties ne sont pas inquiétées.

Si l'Administration entreprend de rechercher et d'établir le déguisement, elle doit en rapporter la preuve devant

les tribunaux qui ne la suivent pas toujours ; s'ils lui donnent gain de cause, elle ne pourra réclamer qu'un supplément de droit simple, à l'exclusion de toute surtaxe ou pénalité.

Il semble donc qu'une sérieuse réforme soit à entreprendre à ce point de vue.

Comme il ne faut ni espérer ni souhaiter un revirement de jurisprudence dans le sens de la nullité des donations déguisées, ni l'adoption d'une disposition légale en ce sens, qui d'ailleurs ne ferait pas disparaître la fraude, il y aurait lieu plutôt de rechercher des voies et moyens en vue de la déceler et de la punir plus sérieusement.

On pourrait, à cet effet, décider, par voie législative, que, dans certains cas déterminés (notamment pour les ventes consenties *in extremis* ou dans un certain délai avant la mort du vendeur, à un successible, présomptif héritier ou légataire, moyennant un prix réputé payé comptant et ne se retrouvant pas dans la succession, ou moyennant la constitution d'une rente viagère), les parties supporteraient le droit de donation sous l'imputation du droit de vente, si les héritiers ne pouvaient pas établir l'absence de fraude. Les parties devraient dans ce cas, pour échapper à la réclamation, détruire la présomption légale de déguisement, soit en rapportant la preuve du paiement et l'emploi total ou partiel du prix avant le décès du disposant, soit en démontrant que la constitution de rente viagère présentait bien un caractère aléatoire.

Ce renversement de la preuve, avec les sanctions pénales et fiscales qui y seraient attachées, serait de nature à diminuer considérablement le nombre de ces contrats frauduleux et à accroître parallèlement le rendement des droits de mutation entre vifs à titre gratuit. Le projet de loi de finances portant fixation du budget de l'année 1925, adopté par la Chambre des Députés le 28 février 1925, comporte, dans cet ordre d'idées, deux articles ainsi conçus :

« Article 78. — Toute dissimulation du véritable caractère des stipulations d'un contrat ou d'une convention sous l'apparence de stipulations donnant ouverture à des droits moins élevés, est punie d'un double droit en sus. Cette

« pénalité est due solidairement par toutes les parties contractantes.

« Article 79. — Est considérée au point de vue fiscal comme
« une donation, sauf preuve contraire, la vente consentie
« à un héritier présomptif, même exclu par testament, ainsi
« qu'à tout donataire ou légataire institué, même par testament postérieur, ou à des personnes interposées, savoir :

« 1^o Par toute personne âgée de plus de 70 ans.

« 2^o Par toute autre personne, lorsque la vente a été faite
« au cours de sa dernière maladie.

« Sont réputées personnes interposées, les personnes désignées par les articles 911, 2^e alinéa et 1100 du Code civil ».

Ces textes sont actuellement soumis aux délibérations du Sénat.

Le projet de loi est actuellement en discussion devant le Parlement.

Vu

Le Président de la thèse

J. BONNECASE.

Bordeaux, le 26 janvier 1925.

Vu,

Le Doyen,

DUGUIT

Vu et permis d'imprimer

Bordeaux, le 27 janvier 1925.

Le Recteur de l'Académie,

DUMAS

BIBLIOGRAPHIE

PRINCIPAUX TRAITÉS DE DROIT

- AUBRY et RAU. — *Cours de Droit civil Français*, 4^e édition, t IV, p. 583. — t. V, § 349 § 529 et § 625. — t. VI, § 653 et § 632. — t. VIII. p. 350 à 359. — t. IX, p. 576 — 5^e édition, t. I, § 735, T. V, § 3349.
- BAUDRY- LACANTINERIE. — *Manuel de Droit civil*. — 10^e édit. t. II n° 77 bis, 518. 562. 699. 1094. — t. III, n° 984.
- BAUDRY-LACANTINERIE et COLIN : *Des Donations et Testaments*, 3^e édit. t, I, n° 577 à 606. 1131. 1222 à 1258. 1289.
- BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL : *Des Successions*, t. III. n° 3. 512 à 3. 605. 3. 812.
- BAUDRY-LACANTINERIE et BARDE, 3^e édit. *Des Obligations*, t. I n° 331 à 343. 1928 à 1983. — t. IV, n° 2634 à 2697.
- BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL. *Des Contrats aléatoires, Sociétés, prêt et dépôt*. n° 127. 172 à 233. 352 à 358.
- BAUDRY-LACANTINERIE et HOUQUES-FOURCADE. *Des Personnes*, 3^e édit. t. III, n° 2061 et 2062.
- BAUDRY-LACANTINERIE et LE COURTOIS de SURVILLE. *Du Contrat de mariage*, 3^e édit. t II, n° 1421.
- CHAMPIONNIÈRE et RIGAUD. *Traité des Droits d'Enregistrement*, t. I, n° 46. 135. 232 à 458. 658. 2188 — Supplément n° 1024.
- COLIN et CAPITANT. *Cours élémentaire de Droit Civil*, 1921, t. II, p. 435. 695. — t. III, p. 539. 540. 732. 733. 762 à 764.
- DEMANTE. *Principes de l'Enregistrement*, 4^e édit. t. I, n° 600 et suivants.
- DEMOLOMBE. *Cours de Code Napoléon*, t. II, n° 67 — t. XVI, n° 250 et suivants, — t. XX, n° 97) 113, — t. XXIV, n° 388, — t. XXX, n° 179.
- GUILLOUARD. *Des Contrats aléatoires*.
- HUC. *Commentaire du Code civil*, t V, n° 341, t. VI, n° 192 à 194.
- LALOU. *Traité théorique et pratique du bail à nourriture*.
- LAURENT. *Principes du Droit civil français*, t. I, n° 373, — t. II, no 40. — t. III, n° 5. t. V, n° 525, — t. X, n° 581 et suivants. — t. XI n° 506. — t. XII n° 303 à 339, 427, — t. XVI, n° 180, — t. XIX, n° 587 à 636. — t. XXVII, n° 285. 349.
- NAQUET. *Traité théorique et pratique des droits d'Enregistrement*, t. I, n° 87 et suivants, 2^e édit.
- PLANIOL. *Traité élémentaire de Droit civil*, 6^e édit. t. II, n° 1204, 1207. 2. 116 à 2.135. 7^e édit. — t. III, n°, 2.230. 2.552 et suivants. 3. 088).

WAHL. *Traité de droit fiscal*, t. I, n° 177 et suivants) — t. II, n° 514 et suivants.

RÉPERTOIRES ET TRAITÉS ALPHABÉTIQUES

DALLOZ. *Répertoire méthodique et alphabétique de doctrine et de Jurisprudence générales* (abrév. D. J. G.) (Cassation V^{is} n° 1580 et suivants). — Dispositions entre vifs et testamentaires (n° 799. 1397. 1659 à 1684.) Enregistrement (n° 4. 79. 97. 208 à 241. 3404). — Rente viagère (n° 71. et 72.). — Succession (n° 1129). — Vente (n° 344. 350).

DALLOZ. *Supplément au répertoire*. V^{is} Dispositions entre vifs et testamentaires (n° 456 et suivants, 785 et suivants). — Enregistrement (n° 124 à 140). — Vente (n° 151 et 157).

DALLOZ. *Répertoire pratique de législation, de doctrine, de jurisprudence*. — V^{is} Donation entre vifs (n° 122 et suivants. 176 et suivants). — Louage à nourriture (n° 1 et suivants).

DALLOZ. *Nouveau Code civil* annoté 1921. Commentaires des articles 843. 931. 1319. 1526. 1591. 1968.

CARPENTIER. *Répertoire alphabétique du Droit français*. V^{is} Cassation n° 2976 à 3.118. Donation (n° 3650 à 4192).

Dictionnaire des Rédacteurs du Journal de l'Enregistrement, 5^e édit. V^{is} Acte en général (n° 11 et suivants). — Communauté (n° 838 et suivants) (abrév. D. E) Donation (n° 463 et suiv.). — Nullité (n° 15 et suivants).

GARNIER. *Répertoire général et raisonné de l'Enregistrement* (abrév. R. G.,) 8^e édition. V^{is} Acte sous-seing privé (n° 21 à 29). — Contrat de mariage (n° 119 à 157). — Bail (n° 127). — Convention (n° 83 à 92). — Donation (n° 103 à 11, 404 à 426. 615 à 630). — 7^e édition, V^{is} Instances (n° 388 à 386). — Nullité (n° 18 à 28). — Présomptions (n° 27 et suivants).

MAGUÉRO. — *Traité alphabétique des Droits d'Enregistrement*, (abrév. T. A) 2^e édition, V^{is} Acte sous-seing privé (n° 1 à 16). Contrat de mariage. — (n° 1653 à 1676). — Donation (n° 377 à 413). — Enregistrement (n° 62. 136 à 143). — Nullité (n° 1 à 41. — Prescription (n° 185-281).

PRINCIPAUX RECUEILS PÉRIODIQUES DE JURISPRUDENCE CIVILE ET FISCALE CITÉS POUR LA CONSULTATION DES JUGEMENTS ET ARRÊTS INDIQUÉS :

SIREY. *Répertoire de Jurisprudence* (abrév. S.)

DALLOZ. *Répertoire périodique de Jurisprudence* (abrév. D. P.,)

Gazette du Palais.

Gazette des Tribunaux,

Journal de l'Enregistrement (abrév. J. E.,)

Répertoire périodique de l'Enregistrement (abrév. R. P.,)

Revue de l'Enregistrement (abrég. R. E.,)

Journal du Notariat (abrég. J. N.,)

Revue du Notariat et Contrôleur de l'Enregistrement (abrég. R. N.,)

INSTRUCTIONS GÉNÉRALES DE L'ADMINISTRATION DE L'ENREGISTREMENT
(abrég. : Inst.)

Etudes diverses et notes des commentateurs d'arrêts

Journal de l'Enregistrement (n° 29.327). Des Donations déguisées sous forme de vente et de constitution de rente viagère.

Revue du Notariat et Contrôleur de l'Enregistrement. Même étude (n° 18.732 et 18.760).

Revue de l'Enregistrement (n° 5.124) : De la Stipulation d'un préciput de communauté dans les contrats de mariage.

D. P., 75.1.65. — Note de M. Pont : de l'application aux actes des tarifs prévus par la loi fiscale.

S., 80.2.284. — Note de M. Labbé sur l'application de l'article 1328 pour la réduction des dons manuels n'ayant pas date certaine.

S., 81.2.49. — Note de M. Labbé sur les libéralités faites à des femmes mariées à l'aide de billets rédigés à l'insu du mari.

D. P., 91.1.97. — Note de M. Planiol sur le commencement de preuve par écrit.

D. P., 93.1.177. — Note de M. Dupuich sur l'endossement en blanc des titres à ordre.

D. P., 97.1.449. — Note de M. Sarrut sur l'action en nullité des donations déguisées par suite du défaut de consentement du mari d'une femme mariée.

D. P., 96.1.153. — Note de M. Sarrut sur les pouvoirs respectifs des Tribunaux et de la Cour de Cassation en matière d'interprétation des contrats déguisant une libéralité.

D. P., 96.2.108. — Note non signée sur le déguisement des libéralités sous la forme du Contrat de rente viagère.

D. P., 97.1.273. — Note de M. Sarrut sur les actions en simulation.

D. P., 97.1.421. — Note non signée sur les droits des tiers pour prouver la simulation par témoins ou présomptions.

D. P., 97.1.473. — Note de M. Guénée sur le rapport des Donations déguisées.

D. P., 97.2.73. — Note de M. Ambroise Colin sur le même sujet.

D. P., 1900.1.489. — Note non signée sur l'action en rescision des ventes faites à charge de rente viagère.

D. P., 1901.1.233. — Note de M. Boistel sur la Donation déguisée sous forme de bail à vil prix.

D. P., 1901.2.145. — Note non signée sur la donation déguisée sous forme de bail à nourriture.

- D. P., 1903.2.113. — Note de M. Valery sur le commencement de preuve par écrit constitué par un message téléphonique dicté.
- D. P., 1907.1.137. — Note de M. Colin sur les Contrats de donation ayant une cause illicite ou immorale.
- D. P., 1908.2.225. — Note de M. Planiol sur les donations déguisées sous forme de contrat de Société.
- D. P., 1912.1.266. — Note non signée sur le déguisement des libéralités par le moyen du transfert d'un titre de rente sur l'Etat.
- D. P., 1913.1.175. — Note non signée sur le cas où la rente viagère stipulée dans un contrat de vente déguisant une donation est inférieure au revenu des immeubles faisant l'objet de la libéralité.
- D. P., 1914.1.193. — Note signée R. D. sur la donation déguisée faite sous la forme d'un billet sous-seing privé portant la simple mention de devoir; et la non validité d'une donation déguisée sous la forme d'un compte-joint. «
- D. P., 1919.1.29. — Note signée H. L. sur la donation déguisée sous forme de bail à nourriture.

TABLE DES MATIERES

AVANT-PROPOS	1
PREMIÈRE PARTIE	
DU RÉGIME DES DONATIONS DÉGUISÉES EN GÉNÉRAL.....	3
CHAPITRE I. — Définition et but de la donation déguisée...	5
§ I. — Définition de la donation déguisée.....	5
§ II. — De la validité de la donation déguisée.....	6
§ III. — Des motifs pour lesquels les parties ont recours au déguisement.....	8
CHAPITRE II. — Du but poursuivi par les parties en droit civil pour établir la simulation. — Des condi- tions de validité du déguisement.....	13
§ I. — L'acte doit présenter l'apparence d'un acte à titre onéreux.....	15
§ II. — L'acte doit être revêtu des formes requises par la loi pour la validité des actes à titre oné- reux de cette catégorie	17
§ III. — L'acte doit satisfaire à toutes les règles de fond des donations.....	19
CHAPITRE III. — Du but poursuivi par l'Administration de l'Enregistrement pour établir la simula- tion.....	30
§ I. — De l'influence de la nullité d'un acte sur la per- ception des droits.....	31
§ II. — De la détermination du caractère légal des actes et de l'action de l'Administration pour faire dénoncer la simulation.....	38
CHAPITRE IV. — De la preuve pour établir la simulation	48
§ I. — Instances de Droit civil — Preuves à rapporter par les parties, les tiers ; cas d'erreur, de violence ou de vol. — Controverse de l'ar- ticle 1153.....	48

§ II. — Instances de Droit fiscal : des droits de l'Administration de prouver la simulation par présomptions	54
I. — Objections formulées pour lui contester ce droit (Théories de Championnière & Rigaud, Demante et Demolombe).....	55
II. — La jurisprudence lui accorde formellement ce droit	61
CHAPITRE V. — Des pouvoirs respectifs des tribunaux et de la Cour de Cassation dans les instances en matière de simulation	63
I. — Instances purement civiles.....	63
§ I. — De l'appréciation des points de fait interdite à la Cour de Cassation.....	64
§ II. — Des pouvoirs de la Cour de Cassation : Elle recherche si les conséquences légales tirées de cette appréciation des faits sont exactes...	66
II. — Instances en matière fiscale. — La doctrine et la jurisprudence s'accordent pour donner à la Cour un plus large pouvoir réviseur	69

DEUXIÈME PARTIE

DES DIFFÉRENTES CONVENTIONS SOUS LE VOILE DESQUELLES ON DÉGUISE HABITUELLEMENT LES DONATIONS.....	75
CHAPITRE I. — De la simulation des donations sous forme de vente ou de cession de créances, du point de vue du droit civil.....	77
I. — Conditions de forme (formalité du double, formalités spéciales aux transports de créances ; du déguisement par voie d'endossement ou transfert).....	77
II — Conditions relatives aux éléments constitutifs de la convention	82
A) Accord de volonté des parties, dessaisissement du vendeur.....	82
B) Nécessité de l'existence d'un prix sérieux et de l' <i>animus donandi</i> (vente à vil prix, sans prix ou à fonds perdu).....	85
C) Absence de dol et de fraude.....	91
III. — Du rapport des donations déguisées sous forme de vente.....	92
CHAPITRE II. — De la simulation des donations sous forme de vente ou de cession de créances, du point de vue du droit fiscal.....	93

I. — Présomptions tirées de la forme même du contrat.....	93
II. — Présomptions se rattachant à la personne du vendeur et à ses relations avec le prétendu acquéreur.....	94
III. — Présomptions se rattachant aux clauses mêmes du contrat.....	99
IV. — Présomptions tirées de faits ou circonstances extrinsèques.....	103
V. — Du droit de timbre applicable à ces actes...	106
CHAPITRE III. — De la simulation des donations sous forme de contrat de rente viagère.....	108
I. — Des différentes manières de constituer la rente viagère (à titre onéreux et à titre gratuit ; du déguisement de ce dernier).....	108
II. — Des principes applicables à la constitution de rente à titre onéreux et de ceux applicables à la constitution de rente à titre gratuit (articles 1974, 1975, 1674 et 918 du Code civil.....	110
III. — Des circonstances de fait qui permettent de conclure à l'existence du déguisement, en droit fiscal.....	114
§ I. — Le chiffre de la rente, présomptions qui s'y rattachent.....	114
§ II. — Présomptions se rattachant aux liens unissant les contractants.....	120
§ III. — Présomptions tirées des circonstances extrinsèques.....	120
CHAPITRE IV. — De la simulation des donations sous forme de bail à nourriture de constitution de pension alimentaire ou de conventions matrimoniales.....	123
I. — Le bail à nourriture.....	123
§ I. — Nature du contrat : contrat aléatoire	123
§ II. — Déguisement des libéralités au moyen de ce contrat.....	126
II. — La constitution de pension alimentaire....	126
A) Nature et caractères de la dette alimentaire : elle est personnelle et variable...	127
B) De l'application de ces principes en matière fiscale.....	129
III. — Des conventions matrimoniales.....	131
§ I. — Apport déguisant une donation.....	131
§ II. — Régime matrimonial déguisant une donation.	135
§ III. — Remploi déguisant une donation.....	141

CHAPITRE V. — De la simulation des donations par le moyen de divers autres actes.....	143
SECTION I. — De la simulation sous forme d'obligation ou de reconnaissance de dette ou de prêt rapportable.....	143
§ I. — De la reconnaissance de dette.....	143
I. — Régime de ce déguisement en droit civil....	144
A) Conditions de forme : respect des formes pré- vues par l'art. 1326	144
B) De la cause.....	145
C) Du dessaisissement.....	148
II. — Régime de ce déguisement en droit fiscal : ...	148
A) Appréciation de l' <i>animus donandi</i>	148
B) Difficulté relative au timbre du billet ...	149
§ II. — Du prêt rapportable.....	150
SECTION II. — De la simulation sous forme de quittance fictive.....	151
SECTION III. — De la simulation sous forme de bail à vil prix.....	153
SECTION IV. — De la simulation sous forme d'apport fictif en société.....	154
SECTION V. — De la simulation sous forme de dépôt et de mandat.....	156
SECTION VI. — De la simulation sous forme de cautionne- ment et de transaction.....	158

TROISIÈME PARTIE

DES ACTIONS EN RECHERCHE DE LA SIMULATION ET DE LEURS CONSÉQUENCES EN DROIT CIVIL ET EN DROIT FISCAL	161
---	-----

CHAPITRE UNIQUE

SECTION I. — Droit civil : divers cas où l'action est en- gagée	161
§ I. — Le contrat à titre onéreux qui masque la dona- tion n'a pas été fait selon les formalités prévues par la loi pour sa validité ou manque d'un des éléments nécessaires à son existence.....	161
§ II. — Le contrat a été fait en violation des dispositions de la loi relatives à l'incapacité de donner ou de recevoir.....	163
§ III. — Le contrat présente des vices de consentement	165
§ IV. — Le contrat est régulier, mais les parties en de- mandent l'interprétation à la Justice.....	167

SECTION II. — Droit fiscal.....	168
§ I. — De la prescription de l'action de l'Administration.....	168
§ II. — Des tarifs applicables aux donations déguisées	170
§ III. — De la réclamation des droits de mutation....	175
CONCLUSION.....	176
BIBLIOGRAPHIE	179

Saint-Amand (Cher). — Imprimerie Bussière
